



Patrimoine et Participation

Vers un nouveau cadre de gouvernance au Maghreb



A programme funded by the European Union
Un programme financé par l'union européenne
برنامج ممول من الإتحاد الأوروبي



Montada

Patrimoine et participation

Vers un nouveau
cadre de gouvernance
au Maghreb

Préambule	7
1 Vers un nouveau cadre de protection du patrimoine culturel au maghreb	11
2 Eléments clés de la promotion de l'architecture traditionnelle	29
2.1 La gouvernance locale, condition de la réussite des politiques patrimoniales en méditerranée	31
De quelle « gouvernance » parle-t-on ?	31
Gouvernance locale, société civile et développement au Maghreb	34
Préservation et valorisation du patrimoine culturel : l'exigence d'une gouvernance locale solide et pérenne	37
2.2 La participation, élément central des démarches de valorisation du patrimoine traditionnel	43
Participation, citoyenneté et développement durable	43
Qu'est-ce que la « participation citoyenne » ?	47
Les enjeux de la participation dans les projets de régénération urbaine	51
2.3 Instruments pour la promotion du patrimoine culturel	59
Les forums locaux, espaces de la gouvernance locale	59
Les ateliers de méthodologie participative	61

La cartographie culturelle, diagnostic participatif
du territoire _____ 67

Le plan d'action, une grille commune de planification _____ 73

3

Le processus participatif du projet Montada _____ 79

**3.1 Un cadre de référence méthodologique pour
l'intervention intégrée sur le patrimoine** _____ 81

Organisation et déroulement du processus participatif _____ 82

La dynamique des ateliers de méthodologie participative _____ 94

L'élaboration des plans d'action _____ 99

3.2 Les expériences des villes pilotes _____ 103

Dellys _____ 105

Ghardaïa _____ 125

Sousse _____ 141

Kairouan _____ 159

Marrakech _____ 173

Salé _____ 189

Bibliographie _____ 203

Préambule

Le projet Montada, inscrit dans le cadre d'Euromed Heritage 4 de l'Union Européenne et dans la stratégie pour le développement du patrimoine culturel euro-méditerranéen 2007-2013, est un projet de coopération euro-méditerranéenne visant à placer la question du patrimoine culturel au cœur des perspectives de développement durable des pays du Maghreb. Trois pays et six villes du Maghreb, Salé et Marrakech au Maroc, Sousse et Kairouan en Tunisie, Dellys et Ghardaïa en Algérie, sont engagées dans le processus mis en place par Montada.

Au-delà des politiques sectorielles et des démarches de protection menées aux échelles internationales et nationales, la problématique patrimoniale demeure avant tout un enjeu de développement local devant être saisi et affronté par les populations des territoires concernés.

C'est pour cela que les initiatives Montada s'appuient sur la spécificité de chacun des contextes d'intervention pour mettre en œuvre un processus participatif qui vise à impulser l'implication de l'ensemble des acteurs locaux (riverains, élus, artisans, étudiants, professeurs, professionnels...) dans la préservation et la valorisation de l'architecture traditionnelle. La participation directe et la collaboration mutuelle des citoyens se sont

donc imposées comme valeur centrale du projet, et comme condition de son succès. Le projet Montada s'attache donc à une relocalisation des débats sur le patrimoine culturel que représente l'architecture traditionnelle, et vise l'implication du plus grand nombre afin de mettre en œuvre une politique de préservation et de gestion du patrimoine intégrée et participative, insistant sur :

- Le patrimoine culturel comme facteur de développement durable permettant d'offrir de nouvelles opportunités à la gestion des sites, au tourisme, à l'artisanat, etc...
- La bonne gouvernance en matière de patrimoine et d'architecture traditionnelle permettant d'échanger connaissances et expériences et de débattre afin de construire conjointement une vision partagée et une stratégie commune de préservation et de valorisation du patrimoine local.
- La sensibilisation du plus grand nombre (élus, techniciens, enseignants, public scolaire, société civile...) aux éléments clés de l'architecture traditionnelle comme préalable à une participation effective des acteurs locaux.

A travers les différentes actions locales réalisées depuis 2009 et l'expérience qui en a été retirée, l'intention de cet ouvrage est de contribuer à la formulation d'un cadre de référence portant sur le rôle et l'apport, comme sur les conditions de la mise en œuvre de processus participatifs dans la définition des politiques de protection et de valorisation du patrimoine. Ces éléments sont destinés à l'ensemble des parties prenantes impliquées dans ce type de démarche, pouvoirs publics, techniciens, membres de la société civile, afin de parvenir à promouvoir, initier, et conduire dans les meilleures conditions des processus permettant d'impliquer de manière effective les différents acteurs des territoires.

Xavier Casanovas

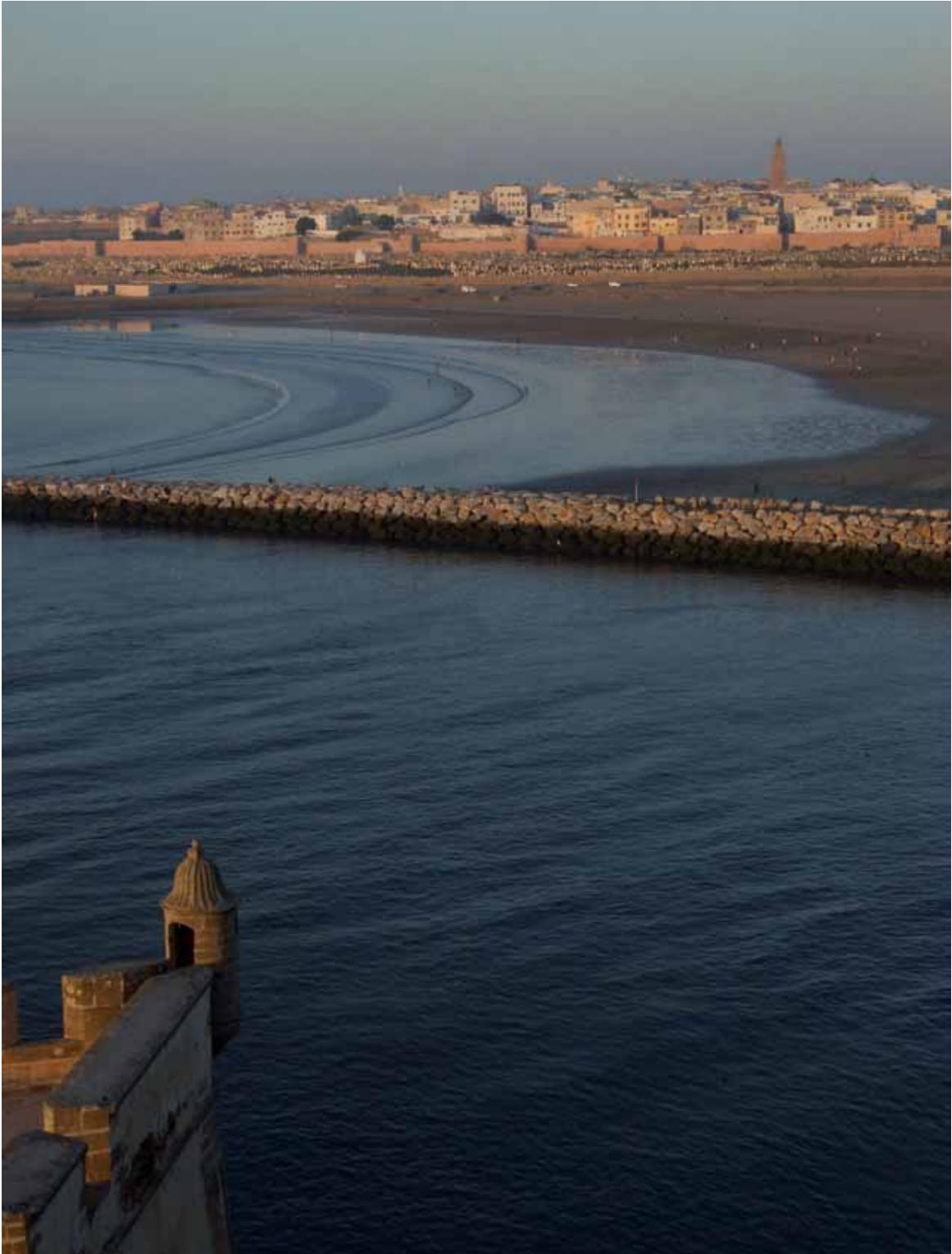
Chef du projet Montada

10 avril 2012

Vers un nouveau cadre de protection du patrimoine culturel au maghreb

« Le territoire est un système vivant produit par les hommes, mais il ne vit et ne survit que grâce à eux, dans la mesure même où ils savent utiliser le patrimoine territorial en tant que ressource »

Alberto Magnaghi



Salé. Maroc

Du changement global à l'action locale

En guise d'introduction, et au vu de l'ampleur de la problématique, nous nous bornerons à dresser les grandes lignes d'une réflexion plus large sur les dynamiques qui affectent les villes du Maghreb. Il est aujourd'hui nécessaire d'appréhender l'impact des dynamiques globales sur la formation des territoires, et plus particulièrement sur l'objet d'étude et d'intervention du projet Montada qu'est l'architecture traditionnelle. Quel est l'impact des transformations actuelles sur les tissus urbains des noyaux historiques, et plus généralement sur le patrimoine culturel local ? Quelle attitude les pouvoirs publics locaux et les institutions internationales adoptent-ils et quels instruments sont-ils mis en œuvre pour faire face à ces mutations et protéger l'architecture traditionnelle ? Les modalités d'intervention sur le patrimoine culturel sont-elles adaptées et permettent-elles d'affronter les défis d'un développement durable en adéquation avec les réalités locales des territoires ?

La globalisation, basée sur des critères de développement économiques et culturels uniformisés, a profondément modifié les modalités de production des territoires au Maghreb, altérant un équilibre territorial institué à partir des caractéristiques environnementales, culturelles et identitaires locales.

L'important exode rural des dernières décennies a engagé un dépeuplement et une dégradation notable des villages ruraux, tandis que les environnements urbains ont connu une croissance démographique considérable. Pour faire face à une croissance urbaine exponentielle, les nouveaux



Musiciens à Ghardaïa et artisans de Kairouan. Leurs pratiques font partie intégrante du patrimoine culturel des villes.

quartiers ont été construits en dehors des noyaux historiques, privilégiant l'industrialisation des constructions au détriment des techniques constructives traditionnelles.

Les noyaux historiques sont particulièrement affectés par ces transformations et doivent faire face à différentes problématiques qui changent selon les circonstances locales, mais dont on peut dès à présent souligner le caractère invariant : la dénaturation et dégradation du cadre bâti. Dans un contexte urbain délaissé par les classes moyennes, qui préfèrent aller habiter dans les nouveaux quartiers en dehors du centre ancien, les maisons traditionnelles sont désormais habitées par les populations issues de l'exode rural, qui sont peu habituées aux modes de vie urbain, manifestent un faible attachement au patrimoine qu'ils habitent et n'ont pas les moyens économiques de l'entretenir. Associée à un phénomène de surpopulation, cette situation provoque une détérioration physique, sociale et environnementale, ainsi qu'une dégradation des conditions de vie dans les tissus historiques. Parallèlement, on observe depuis plus d'une dizaine d'années un processus de réinvestissement des centres historiques, caractérisé par la tertiarisation, la gentrification et le développement du tourisme. Une population aisée acquiert en effet de nombreux bâtiments, les réhabilitant, parfois de manière spectaculaire, pour un usage privé ou pour une clientèle issue du tourisme de luxe. L'exemple de Marrakech est probant de ce point de vue, où une différenciation des usages même de la ville historique a été opérée et où les inégalités socio-spatiales se sont accentuées. A l'inverse, la ville de Dellys doit affronter les défis d'un centre historique dépeuplé et à l'abandon, où une grande partie des maisons ont été détruites lors du tremblement de terre de 2003.

Par ailleurs, la mondialisation affecte profondément la configuration des identités territoriales, mettant paradoxalement en exergue une double tendance oscillant entre particularismes culturels et uniformisation. On relève principalement trois facteurs permettant d'expliquer l'altération des systèmes de valeurs : le changement des modes de vie (apparition de nouveaux besoins), la mobilité des populations soulignée précédemment (rural/urbain, pays/étranger) ainsi que les changements des canaux de production des valeurs (l'école, les médias, les réseaux...). L'impact sur les identités locales et la persistance des valeurs et pratiques traditionnelles est sans précédent (Bourqia). A titre d'exemple, la tertiarisation de certaines médinas tend à l'affaiblissement des pratiques d'artisanat local, autant que le développement du tourisme de masse implique la progressive disparition du tissu commercial local destiné aux habitants. En outre, certaines fêtes traditionnelles et activités populaires sont peu à peu oubliées, mettant en péril la cohésion sociale et les valeurs partagées au sein de la communauté locale.

Les expressions de la culture locale, tant dans le domaine matériel qu'immatériel sont directement touchées par ces différentes dynamiques, et mettent en péril la persistance d'un patrimoine culturel riche et diversifié. Les initiatives développées pour la protection, la valorisation et la promotion des quartiers historiques ont été engagées aux échelles internationales, nationales et locales. Au-delà des politiques et des instruments déployés en matière de protection des monuments, c'est la question de la préservation et de la valorisation des ensembles urbains, appréhendés dans leur caractère intégré, qui nous intéresse plus précisément ici.

Le travail réalisé par l'UNESCO s'est attaché depuis 1972, date de l'adoption de la Convention concernant la protection de l'héritage culturel et naturel mondial, à inventorier, sélectionner et inscrire les monuments, ensembles de constructions et sites sur la liste du « patrimoine mondial de l'humanité ». Plus tardivement, la notion de « patrimoine culturel immatériel de l'humanité » a émergé, permettant dès 2007 avec la ratification de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de protéger les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire reconnus et inscrits à ce titre.

Les villes concernées par le projet Montada font pour la plupart l'objet de ce type de classement : l'espace culturel de la place Jemaa el-Fna à Marrakech (Maroc) est inscrit depuis 2008 sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, la Vallée du M'Zab (Algérie), tout comme les médinas de Sousse et Kairouan (Tunisie) sont inscrites sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Si la reconnaissance par l'UNESCO constitue une étape importante de la prise en considération du patrimoine culturel, il ne faut cependant pas négliger les effets pervers provoqués par un tourisme culturel de masse sur les contextes urbains historiques : dépeuplement des maisons traditionnelles, perte de la fonction résidentielle, transformation des commerces en échoppes de souvenirs etc... L'enjeu est donc de parvenir à concilier protection du patrimoine, développement économique, bien-être des habitants et promotion via un tourisme responsable maîtrisé. A ce titre, l'UNESCO, associé à ONU Habitat, promeut la mise en place de politiques intégrées et inclusives de revitalisation des quartiers historiques, et participe à la diffusion d'expériences locales associant les habitants et la société civile au processus de revitalisation de leur quartier. Ce type d'initiative s'appuie

souvent sur un cadre réglementaire national, et sur les instruments destinés à protéger les ensembles urbains, tels que les secteurs sauvegardés dont sont dotés l'Algérie et la Tunisie.

L'architecture traditionnelle n'étant pas protégée par une législation spécifique, l'attitude des élus tend généralement à l'abandon des édifices et à leur destruction au profit de projets de rénovations urbaines « lourdes », affectant le paysage urbain et l'environnement. Les spécialistes locaux déplorent par ailleurs l'inexistence ou la faible marge de manœuvre permise par les politiques d'amélioration de l'habitat, qui permettraient d'intervenir sur les espaces privatifs.

Comme le souligne le rapport préliminaire de l'UNESCO concernant le paysage urbain historique, les principes et chartes internationaux ainsi que les instruments juridiques et outils de planifications locaux en matière de protection du patrimoine culturel se heurtent à l'intensité rapide des transformations que connaissent certains pays. La rigidité des procédures de protection s'ajoute à la difficulté d'une mise en œuvre de politiques locales de préservation du patrimoine, le système actuel dépendant essentiellement d'une législation nationale.

Dans ce contexte, les pays du Maghreb doivent affronter les défis d'un nouveau cadre d'intervention sur le patrimoine culturel, qui renvoient aux principes énoncés dans le rapport préliminaire de l'UNESCO concernant le paysage urbain historique :

- Passer d'une optique privilégiant le monument doté d'une « valeur exceptionnelle » à un contexte urbain plus général, prenant en considération la valeur de l'architecture traditionnelle.

- Intervenir de manière intégrée sur le patrimoine culturel local, en replaçant les stratégies de protection du cadre bâti au cœur des processus sociaux, économiques et culturels.
- Développer la sensibilisation des élus et des populations locales au potentiel de développement économique et culturel que constitue l'architecture traditionnelle.
- Reformuler, expérimenter et mettre en œuvre des outils et instruments capables de faire face aux défis actuels des villes historiques.

Portant sur la protection de l'architecture traditionnelle, les recommandations relevées par la Charte internationale pour la sauvegarde des villes historiques (dite Charte Washington, 1987) ainsi que de la Charte du patrimoine vernaculaire (1999), soulignaient déjà la nécessité d'intervenir sur le long terme, de mettre en place des actions d'éducation et de sensibilisation destinées aux techniciens ainsi qu'aux élus, et de rechercher la complicité de la population, protagoniste actif et membre à part entière de ce legs commun. Les principes établis dans la Charte de Washington ont été mis à jour, reformulés et étendus en 2011 lors de la 17^e Assemblée générale de l'ICOMOS. Les principes de la Valette pour la sauvegarde et la gestion des villes et ensembles urbains historiques établissent ainsi les défis à relever, les critères d'intervention et des propositions et stratégies afin de mettre en œuvre des politiques de sauvegarde du patrimoine traditionnel.

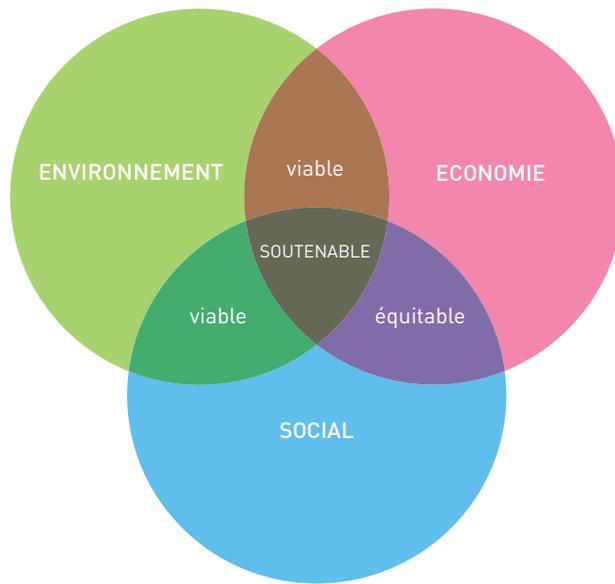
C'est dans la continuité de ces initiatives, et riche des expériences menées précédemment, notamment dans le cadre du projet RehabiMed, que le projet Montada plaide pour la reconnaissance des composantes du contexte culturel, social, économique et environnemental local (valeurs et

fonctionnement de la société, climat, morphologie urbaine et modes de construction, compétences et savoir-faire, culture et traditions...) afin d'impulser un développement durable au Maghreb. Les forums locaux du projet Montada, intitulés « la ville, patrimoine vivant » replacent ainsi la question de l'architecture traditionnelle des noyaux historiques, espaces habités et vécus par les populations locales, au cœur des dynamiques de valorisation des territoires.

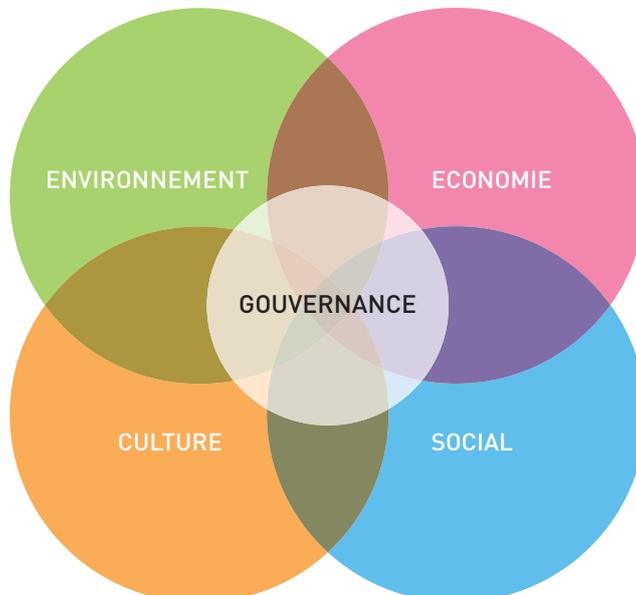
Le projet Montada constitue donc une opportunité d'expérimenter et de mettre en œuvre un nouveau cadre d'intervention sur le patrimoine culturel. Il repose sur la mise en œuvre de programmes d'intervention intégrés s'appuyant sur les principes suivants :

Axer les stratégies de développement local sur la culture

La culture s'est imposée depuis une dizaine d'années comme le 4ème pilier du développement durable, enrichissant l'approche se fondant sur les volets environnemental, social et économique (Sommet de Johannesburg en 2002). Le processus de développement humain, qui est propre à chaque personne, « demeure incomplet sans la contribution de la culture qui élargit les possibilités de choix et accorde à chacun une plus grande liberté » (Pascual i Ruiz et Dragojevic). Les valeurs d'une société constituent la base sur laquelle cette dernière se construit, et la manière dont elles s'expriment, à travers la mémoire, les rites, les fêtes, les traditions... renvoie à la culture de cette société. Le développement durable implique d'opérer un changement dans les comportements, qui conduit à réinterroger ces normes et valeurs. La culture constitue par conséquent la base de la transformation des modalités d'intervention sur les territoires, permettant de formuler des



Ancien paradigme du développement durable basé sur l'interaction des dimensions environnementales, économiques et sociales.



Nouveau paradigme du développement durable : la culture et la gouvernance, éléments structurants.



Kairouan. Tunisie

politiques de développement durable en adéquation avec les attentes et aspirations des sociétés locales. Le développement durable ne renvoie alors pas à un modèle unique, mais se construit bien au contraire à partir des identités locales, des aspirations et dynamiques qui constituent la culture locale.

Le projet Montada développe les orientations suivantes, structurant les stratégies de développement local sur la culture et plus particulièrement la préservation du patrimoine culturel :

- Promouvoir un développement durable axé sur le secteur culturel, permettant de développer l'économie locale, le tourisme culturel, l'artisanat, et valoriser les pratiques de la culture traditionnelle. L'enjeu est de parvenir à définir des synergies entre développement social et économique durable et stratégies de conservation du patrimoine culturel.
- Préserver les identités locales et la diversité culturelle, en favorisant la connaissance et la reconnaissance des éléments constitutifs des cultures locales, intervenant dans les domaines de la formation, la sensibilisation, la transmission intergénérationnelle.
- Encourager le dialogue interculturel, par le biais d'instruments de diffusion, de rencontres nationales et internationales visant la connaissance, l'échange d'expériences et la compréhension mutuelle, et instituant une solidarité géographique.

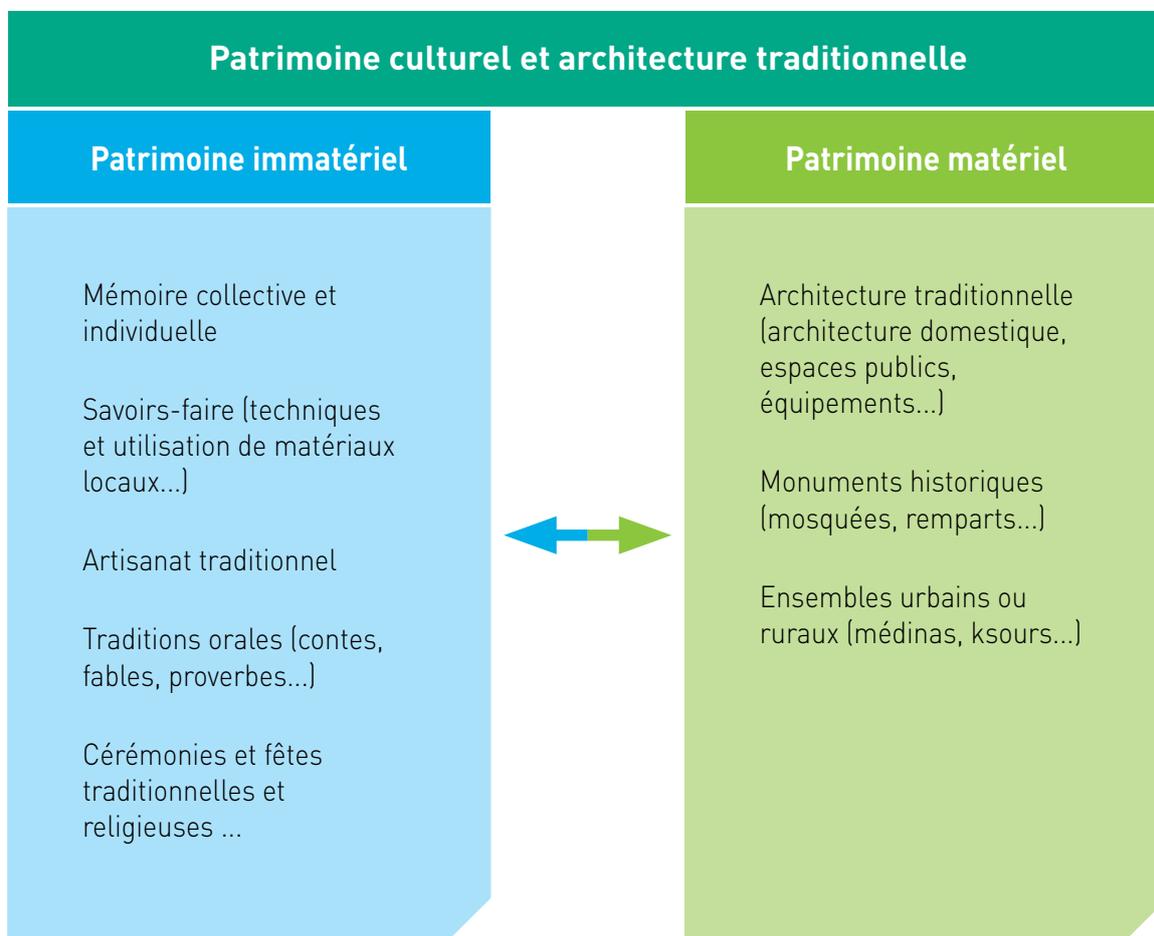
Mettre en œuvre une approche intégrée de préservation du patrimoine culturel

Le champ d'intervention sur le patrimoine traditionnel bâti peut difficilement se limiter à la considération unique du cadre bâti. L'architecture traditionnelle est, et plus particulièrement dans les pays du Maghreb, une architecture habitée par les populations locales, vécue au quotidien dans la sphère domestique, mais aussi cadre de la vie publique pour l'ensemble de la population. A ce titre, les espaces publics où prennent place notamment les souks jouent un rôle fondamental dans la vie locale et la cohésion sociale.

L'architecture traditionnelle, « patrimoine vivant », renvoie à un patrimoine culturel large intégrant les savoir-faire, les techniques de construction, et les multiples artisanats locaux, et répondant à une pratique de l'espace public ainsi qu'à des modes de vie bien spécifiques. Cette perspective place la notion de « paysage urbain historique » au cœur des enjeux de préservation et de valorisation des villes du Maghreb, reconnaissant la construction sociale et identitaire du patrimoine urbain historique.

Le projet Montada aborde dans une approche intégrée la double dimension matérielle et immatérielle du patrimoine culturel. Il traite ainsi, concernant le patrimoine matériel, de thématiques allant de la revalorisation de la maison traditionnelle à la récupération de systèmes de captage, stockage et distribution de l'eau, mais également de la restauration d'éléments décoratifs tels que portes, encadrements etc... Les thématiques du patrimoine immatériel renvoient aux fêtes et traditions locales, à la valorisation de l'artisanat traditionnel, ou encore à la récupération des

techniques et matériaux de construction locaux. La corrélation entre les constituantes matérielles et immatérielles est ainsi mise en évidence afin de concevoir un projet local de conservation du patrimoine culturel valorisant leurs articulations et complémentarités.



Créer un nouveau cadre de gouvernance

Le cadre de réflexion et d'intervention sur le patrimoine historique est habituellement réservé au domaine de l'expertise technique (universitaires, professionnels du bâtiment...), tandis que la prise de décision quant à la conservation et la valorisation des édifices patrimoniaux relève de la compétence des élus et de l'application des politiques patrimoniales nationales et locales. Les questions d'usage ou de mémoire collective, ainsi que les débats entre les différents acteurs concernés par la question patrimoniale sont trop souvent négligés. Par ailleurs, les membres de la société civile ont quant à eux manifesté ces dernières années un intérêt pour une plus grande implication dans les débats portant sur le devenir des noyaux historiques et du patrimoine culturel en général.

C'est dans ce contexte que le projet Montada se donne d'intervenir, dépassant les modalités d'intervention mises en œuvre jusqu'ici qui privilégiaient l'expertise extérieure et les stratégies top-down. Le projet Montada promeut et appuie le développement d'une gouvernance inclusive, où les différentes parties prenantes de la société civile, comme de la sphère politique et technique s'impliquent dans un processus de négociation horizontale et partagée. Associations de préservation et valorisation des médinas, professionnels de l'architecture et du bâtiment, élus, techniciens et membres des collectivités territoriales, membres du secteur éducatif etc.... forment ainsi le cadre d'une gouvernance locale solide et pérenne.

Ce processus stimule une synergie entre les différents acteurs concernés, permettant la formulation de valeurs communes, le partage de connaissances, et les débats portant sur les enjeux du patrimoine culturel de leur ville.

Stimuler la participation et l'implication des populations locales

L'implication des populations locales est la dimension centrale du projet Montada, et la condition de sa réussite. L'ensemble du processus développé a pour objectif d'expérimenter différents instruments et outils permettant de mettre en œuvre une méthodologie participative de gestion pour la promotion du patrimoine culturel local. Ce modèle développe un éventail important d'activités et d'interventions portant sur la sensibilisation de différents publics (scolaire, adultes etc...), la formation des jeunes aux métiers du secteur patrimonial et la spécialisation des professionnels aux techniques spécifiques... Par ailleurs, l'ensemble du projet mis en œuvre résulte de débats et de prise de décision collective favorisant l'appropriation de ce patrimoine commun.

C'est en s'impliquant activement dans les débats et les différentes activités réalisées que la population locale prend conscience du potentiel de développement que constitue le patrimoine local de sa ville. Le forum de promotion de l'architecture traditionnelle au Maghreb favorise ainsi l'amélioration de la gestion du patrimoine culturel local, des résultats tangibles en matière d'entretien et de préservation, et une valorisation du patrimoine au profit des populations locales.



Éléments clés de la promotion de l'architecture traditionnelle

« La mise en œuvre de nouvelles politiques culturelles pour la citoyenneté dépend de la cohérence et de la durabilité des processus de cartographie et de planifications culturelles »

Jordi Pascual i Ruiz et Sanjin Dragojevic



Ghardaïa. Algérie

2.1

La gouvernance locale, condition de la réussite des politiques patrimoniales en méditerranée

De quelle « gouvernance » parle-t-on ?

Le concept de gouvernance renvoie à une notion extrêmement vaste -dont on déplore parfois le caractère galvaudé- particulièrement utilisée dans le champ des politiques publiques depuis le début des années 90. Il est donc important d'en cerner le sens, son utilisation et ses limites avant de présenter de quelle manière le principe de gouvernance locale a été appliqué dans le cadre du projet Montada.

Un court rappel historique de l'évolution du concept de gouvernance nous éclaire sur la manière dont le terme s'est affirmé au cours des siècles, et sur l'évolution de ses différentes acceptions. Le terme « gouvernance », qui se rapproche sémantiquement de ceux de « gouverne » ou « gouvernement », provient du latin « gubernare », signifiant « diriger un navire ». On remarque dès le XVIème siècle une distinction entre la notion de gouvernement, associée à l'exercice du pouvoir hiérarchisé et stato-centré, à celle

de gouvernance, qui renvoie à la science du gouvernement, c'est-à-dire à la manière de gérer adéquatement la chose publique, indépendamment de la question du pouvoir. La gouvernance moderne continue de s'éloigner de la notion de pouvoir, se rapprochant encore de l'idée de gestion. C'est à partir des années 90, dans un monde à la complexité et multipolarité grandissante, où le rôle de l'Etat s'amenuise, que le concept de gouvernance va achever de s'imposer. Le principe de gouvernance est dès lors utilisé dans trois principaux domaines : les relations internationales (gouvernance au sein des institutions internationales notamment), les régulations économiques (la gouvernance d'entreprise, nouveau mode de gestion au sein des structures privées) et les politiques publiques. C'est ce dernier domaine qui nous intéresse dans la mesure où le projet Montada renvoie à une refonte des rapports aux pouvoirs locaux, et à une redéfinition du cadre de décision en matière de politique patrimoniale. La gouvernance joue un rôle essentiel dans les pays en développement, intéressant désormais « une multiplicité d'intervenants qui questionnent le rôle de l'Etat, renouvellent les rapports entre les sphères privée et publique et introduisent une nouvelle conception d'une action publique composite, territorialisée, déléguée et rééquilibrée », et permettant d'opérer le passage d'un cadre de décision publique à une démarche « collective, négociée ou encore partenariale sur une échelle élargie (locale, nationale et internationale) » (De Miras).

Nous nous arrêterons sur une définition de la gouvernance qui rappelle de manière synthétique les différentes dimensions qu'implique cette notion, et que nous développerons par la suite en détaillant sa mise en œuvre dans le cadre du projet Montada. On peut définir la gouvernance comme un processus annoncé ou effectif de décision collective,

correspondant à la refonte du cadre de décision. La mise en place de la gouvernance permet de passer de rapports sociaux hiérarchisés et verticaux à une concertation horizontale et partagée entre de multiples parties prenantes.

Le cadre de la gouvernance mise en place par le projet Montada repose principalement sur deux éléments : d'une part, la gouvernance du projet s'est centrée sur la problématique du patrimoine culturel, et la manière dont les politiques en matière de protection et de valorisation de ce dernier étaient mises en œuvre. Elle n'a en aucun cas permis de refonder le cadre d'une gouvernance locale de manière plus générale, portant sur d'autres domaines tels que la planification urbaine, les politiques culturelles dans leur acception large etc... D'autre part, sans négliger les enjeux nationaux et les acteurs associés, c'est l'échelle locale qui a été privilégiée, considérant comme primordiale la relocalisation des débats et de la prise de décision quant aux initiatives de protection et de gestion du patrimoine culturel. L'expérience du projet Montada vise par conséquent, à travers une intervention dans un cadre certes limité par la thématique traitée et l'échelle concernée, à activer le levier d'un développement plus généralisé de gouvernance appliquée à d'autres contextes (au-delà des six villes pilotes, articulant davantage les échelles nationales et locales...) et d'autres secteurs d'intervention, tels que la gouvernance urbaine de manière générale.

Gouvernance locale, société civile et développement au Maghreb

Dans un contexte où les régimes politiques des pays du Maghreb subissent une mutation sans précédent, où les processus de démocratisation prennent forme de manière plus ou moins effective selon les pays, il nous semble nécessaire de se poser la question du rôle de la gouvernance dans les processus de développement des pays du Maghreb.

La corrélation entre le paradigme de la gouvernance -associé à la participation citoyenne que nous développerons ultérieurement- et les processus de démocratisation et de développement est notoire. L'ensemble de ces concepts renvoient, de manière plus ou moins directe et sous différentes formes, au mode de gouvernement des sociétés, et à la manière dont l'exercice du pouvoir s'y organise.

La démocratie, définie comme un « système de gouvernement dans lequel le pouvoir est exercé par l'ensemble des citoyens », entend organiser la manière dont le peuple prend part à la chose publique. Indépendamment du type de régime en place (régime monarchique, républicain), les valeurs démocratiques tendent à s'imposer dans les pays du Maghreb, non sans véhiculer de nombreuses tensions et négociations au sein des sociétés. Outre la révolution tunisienne de 2010-2011 ayant permis d'instaurer une réforme politique vers une transition démocratique, le Maroc a dernièrement opéré une « ouverture de l'espace politique au sens d'asseoir un processus démocratique avec des élections transparentes et sans intervention de l'administration » (Bourqia). Le processus de démocratisation se fonde sur l'émergence de valeurs,

indépendamment du triptyque fondateur liberté-égalité-justice, qui sont étroitement liées au concept de gouvernance : la responsabilité et l'intégrité concernent la manière dont les élus et plus généralement les personnes ayant une fonction au sein des institutions publiques exercent le pouvoir qui leur est attribué, l'efficacité renvoie à la performativité des politiques publiques et la cohérence rappelle la nécessité d'une articulation étroite avec les besoins et les enjeux du domaine traité.

On peut alors questionner à juste titre de quelle manière s'articulent ces différents paradigmes : « La gouvernance correspond-t-elle à un moment de la maturité des sociétés, de leur développement économique et de leur niveau de démocratie, ou bien, à l'inverse, la gouvernance est-t-elle un moyen d'accélérer de façon volontariste l'accès à l'un et à l'autre, en particulier dans les contextes nationaux en voie de démocratisation ? » (De Miras). A l'évidence, la gouvernance, loin d'être une fin en soi, constitue un instrument permettant d'accompagner les processus de développement. Elle joue un rôle fondamental dans l'évolution des sociétés, contribuant à élaborer la stratégie permettant de définir un projet de société. Elle « n'entend pas remettre en question les structures sociétales préexistantes, mais les transformer, les adapter, les amener à évoluer avec leur consentement » (De Miras).

On peut dès lors se poser la question de la place des différentes parties prenantes, ou acteurs, dans le processus de développement. Il est notamment intéressant de souligner le rôle que joue la société civile dans les sociétés maghrébines, et plus particulièrement dans les processus de développement. L'UNESCO définit la société civile comme « l'auto-organisation

de la société en dehors du cadre étatique ou du cadre commercial », un « ensemble hétérogène d'entités privées ». Elle comprend les organisations syndicales et patronales, ONG, associations professionnelles, autorités locales, mais aussi organisations caritatives, instituts de recherche, universités, ou communautés religieuses. Dans les pays arabes, la société civile a historiquement eu une influence importante dans le mode d'organisation des sociétés, se substituant parfois au pouvoir étatique afin de remplir certaines fonctions au sein des communautés locales. Outre les activités liées à la défense des frontières et à la perception des taxes et impôts, étant du ressort de l'état, les « autres formes d'activités sociales collectives revenaient aux communautés locales, qui ont développé des institutions sociales locales ainsi que des modèles de légitimité et de pouvoir social non assujettis à l'Etat » (Antonius). Aujourd'hui encore, la société civile constitue un acteur incontournable de la vie publique au Maghreb, influant parfois sur les décisions politiques et économiques, et agissant bien souvent en contre-pouvoir. L'enjeu d'une « bonne gouvernance » vise notamment à dépasser la posture conflictuelle ou d'opposition adoptée traditionnellement, et tendre vers des formes de collaboration et de partenariat avec les collectivités locales. Par ailleurs, la société civile constitue un catalyseur de la démocratisation dans la mesure où elle contribue, à travers les formes d'implication diverses que nous avons relevé précédemment, à promouvoir la participation et l'engagement des citoyens dans la vie collective de la société. La définition de principes et valeurs partagés s'en voit facilitée, et permet ainsi d'élaborer le cadre d'une gouvernance juste et efficiente. Ainsi, « la participation de la citoyenneté dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques n'est plus seulement un choix, mais une caractéristique des démocraties avancées.

L'existence d'une société civile forte forme la base de la démocratie et indique une préoccupation pour la solidarité humaine» (Pascual i Ruiz et Dragojevic).

Préservation et valorisation du patrimoine culturel : l'exigence d'une gouvernance locale solide et pérenne

Les modalités d'intervention sur l'espace urbain sont aujourd'hui amenées à être redéfinies. Ceci touche en particulier les questions de régénération urbaine et les interventions dans les centres historiques du fait de la complexité des contextes à appréhender. On peut dégager différents facteurs signifiant cette complexité :

- La variété des époques et des procédés de construction, des typologies bâties, ainsi que des niveaux d'entretien des bâtiments ne permettent pas de mettre en œuvre un modèle d'intervention unique, mais impliquent la nécessité d'effectuer un diagnostic complet et d'élaborer des stratégies d'interventions propres à chaque contexte.
- Le cadre réglementaire des centres historiques est parfois complexe du fait de la superposition des divers instruments de planification et de protection (plan d'occupation des sols, plan d'aménagement urbain, plan de sauvegarde et de mise en valeur...).
- Le statut privé des parcelles accueillant des constructions d'architecture traditionnelle réduit les marges d'intervention publique et contribue à orienter les politiques de réhabilitation

vers les éléments appartenant au domaine public (architecture monumentale et espaces publics).

- La multiplicité des acteurs intervenant sur le cadre bâti des villes historiques, qu'ils soient techniques (réseaux, assainissement...) ou institutionnels (mairie, Etat, collectivités locales...) contribue, sans une volonté d'intervention intégrée, à la sectorisation des interventions.
- La préservation de l'architecture traditionnelle implique de définir la complémentarité entre deux enjeux : l'enjeu patrimonial, qui relève de valeurs et de biens communs à la collectivité, et l'enjeu de l'amélioration de l'habitat et de la qualité de vie des habitants des centres historiques.

L'ensemble de ces facteurs invoque par conséquent la nécessité de mettre en place une politique volontariste de préservation et de valorisation de l'architecture traditionnelle, qui se fonde sur une gouvernance solide et assume la complexité de ce type de contexte d'intervention. L'implication des différents acteurs concernés continue d'être un défi que les villes doivent relever. Certains professionnels locaux déplorent ainsi, malgré un engagement effectif de tous les acteurs, l'absence de pratique dans la concertation et la délimitation des responsabilités respectives, conduisant souvent à la prise de décisions précipitées et à la démolition d'éléments du patrimoine bâti traditionnel (Ouageni).

Dans un contexte où la gouvernance en matière de politique locale d'intervention sur le patrimoine urbain demeure timide voire inefficace, le défi actuel est de parvenir à faire émerger un débat entre les représentants de la société civile, les autorités politiques, les professionnels et techniciens



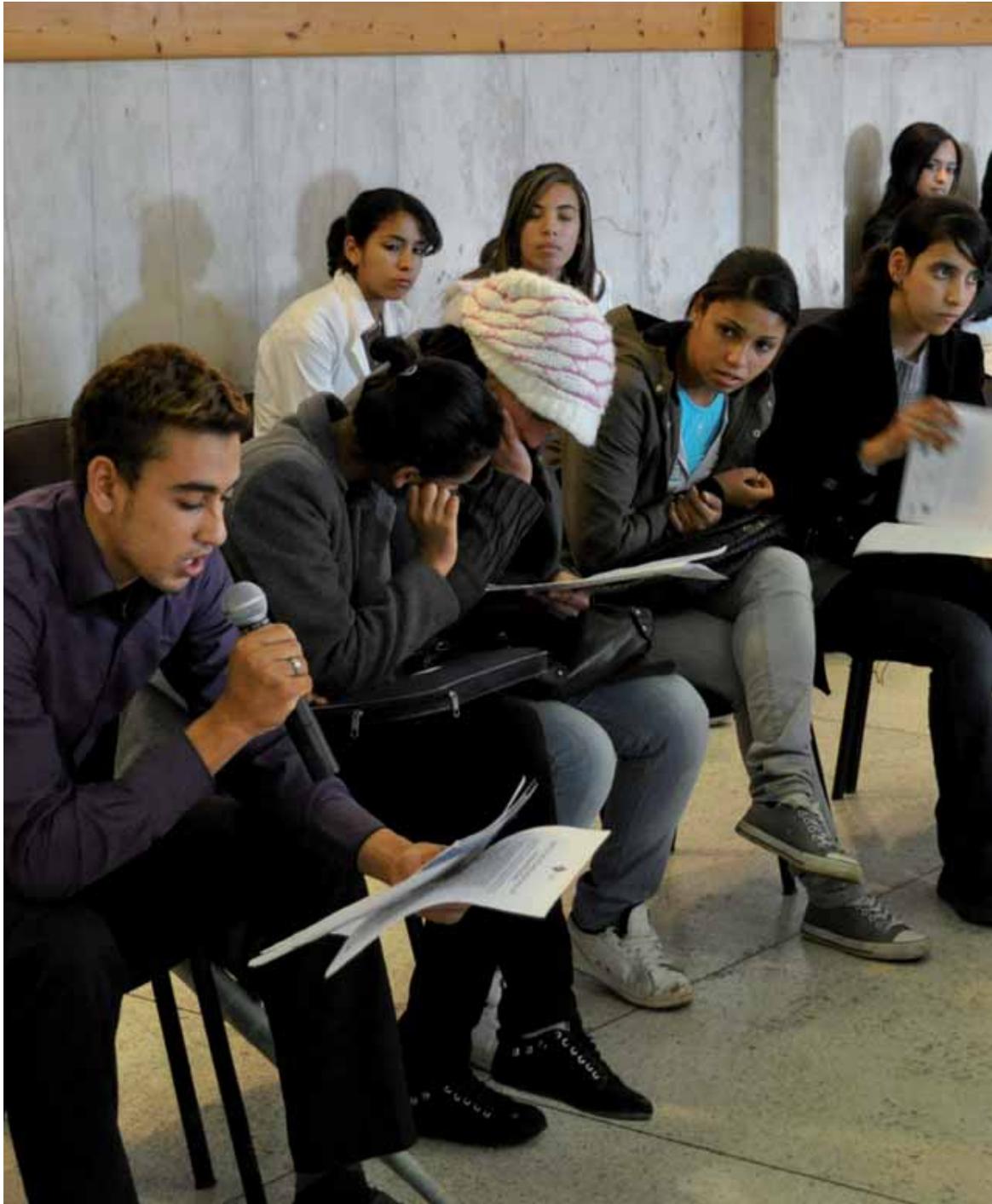
Réunions des forums de Kairouan et Salé. La gouvernance locale cherche à faire émerger un débat entre les représentants de la société civile, les autorités politiques, les professionnels et techniciens. Les forums locaux œuvrent ainsi pour la préservation et la valorisation du patrimoine local.

du secteur de la construction, les habitants et les usagers des quartiers, sur l'avenir du patrimoine culturel local et les actions à mettre en place pour le préserver et le valoriser. Les principes clés d'une gouvernance locale solide et pérenne sont les suivants :

- Parvenir à articuler un contexte réglementaire national et régional avec des initiatives locales, portées notamment par la société civile. A terme, l'enjeu est d'établir ou consolider une gouvernance multiscale entre Etat, Wilaya et commune, prenant en considération les intérêts portés par la société civile.
- Assumer le large éventail des acteurs concernés par les enjeux de préservation et promotion de l'architecture traditionnelle, et assurer leur implication effective.
- Insister sur la pluralité des domaines concernés par la question patrimoniale et promouvoir le caractère intégré des actions entreprises (secteur urbanistique, éducatif, culturel, touristique, etc...), afin d'assumer la complexité de l'objet d'intervention.
- Mettre en place les conditions d'une négociation horizontale et partagée. Les interventions des différents acteurs s'organisant de manière non hiérarchique, la prise de décision est commune.
- Créer les conditions d'un débat riche et animé entre les différentes parties prenantes, et aménager l'espace d'une négociation multipartite. Les forum locaux constituent un instrument efficace en ce sens.
- S'appuyer sur les richesses et spécificités du contexte local, rapprochant et renforçant des acteurs déjà existants, dotés

d'une légitimité historique et d'un savoir-faire politique et technique afin d'assurer la solidité et la pérennité du processus.

- Exploiter les apports d'une gouvernance inclusive : partage des connaissances et des compétences de chacun, expression des divergences/similarités de points de vue, négociation...



Réunion du forum de Salé. La participation des jeunes constitue un enjeu important pour la protection et la valorisation future du patrimoine.

2.2

La participation, élément central des démarches de valorisation du patrimoine traditionnel

Participation, citoyenneté et développement durable

La participation citoyenne, élément fondamental du projet Montada, tient ses fondements philosophiques dans la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, qui énonce l'égalité de tous et met en avant les valeurs de « promotion des personnes et des groupes ». Au nom de ces principes, le citoyen, c'est-à-dire « celui qui prend part à la vie politique de la cité, qui intervient dans les discussions et les décisions touchant l'organisation, la politique générale et l'avenir d'une communauté » est invité à s'émanciper et à participer aux décisions publiques sous quelque forme que ce soit. La participation pourrait être définie comme « l'intervention dans les discussions et les décisions touchant l'organisation, la politique générale et l'avenir d'une communauté ». Il est par conséquent indéniable que participation et citoyenneté entretiennent un lien indissociable, la participation étant

un moyen pour le citoyen d'exercer sa citoyenneté, « la participation effective doit être un apprentissage de la citoyenneté au quotidien » (Pascual i Ruiz et Dragojevic). L'individu-citoyen, en s'engageant dans la vie de la cité, prend conscience de son appartenance à une communauté et devient acteur de l'évolution de la société à laquelle il appartient.

Les formes de participation au débat public dépendent du régime démocratique dans lequel on se situe, qui régit la répartition des pouvoirs (démocratie directe, parlementaire, représentative etc...). En théorie, la démocratie participative représente la forme la plus aboutie d'un système de gouvernement permettant aux citoyens de prendre part au débat public, dans la mesure où elle suppose une relation directe entre le citoyen et la décision politique. Nous allons le voir, la réalité est toute autre. D'une part parce que le concept de « participation » est d'une grande versatilité théorique et que ses mises en application sont d'une extrême fluidité opératoire ; la participation effective des citoyens en résulte bien souvent limitée. C'est d'autre part un mode d'organisation de la décision publique complexe et difficile à mettre en œuvre, qui nécessite une volonté politique importante, des moyens bien spécifiques (méthodologie, espaces de participation, organisation de la dynamique participative, information et diffusion...) et exige une implication importante de la part de l'ensemble de la communauté.

L'échelle locale est souvent privilégiée pour mettre en place des initiatives de participation citoyenne, et son application aux politiques publiques en matière de développement urbain n'est pas nouvelle. Ce qu'il est d'usage de dénommer la « démocratie locale » s'applique à un contexte urbain (ou rural) bien défini géographiquement (un quartier, un arrondissement, une ville,

un village) et souvent à une problématique elle aussi délimitée (la régénération urbaine, la dynamique socio-économique d'un quartier, un plan d'aménagement urbain etc...). Cette échelle de participation comporte de nombreux avantages : elle favorise la mobilisation des habitants et usagers, la problématique posée concernant leur environnement proche, elle permet par ailleurs aux différentes parties prenantes du débat de saisir directement l'impact des décisions prises sur leur cadre de vie. Il s'avère aujourd'hui que si les problématiques relevant d'une certaine proximité sont plus aisément traitées, il demeure nécessaire de parvenir à effectuer des passerelles entre problématiques locales et globales. Le débat, s'il est local et porte sur des enjeux proches des citoyens, ne doit cependant pas éluder les problématiques d'ordre plus général qui font référence aux enjeux globaux. A ce titre, les stratégies de conservation du patrimoine culturel prennent leur sens dans les contextes locaux, en s'adaptant aux spécificités de chacune des villes concernées, mais les débats tenus ont une valeur plus générale, pouvant être étendus à l'ensemble du Maghreb, et même à d'autres pays méditerranéens.

Cette double dimension local-global renvoie aux principes d'intervention en matière de développement durable, qui appellent à articuler les enjeux globaux avec les réalités locales et trouver les complémentarités entre ces deux sphères, selon le principe souvent énoncé de « penser global, agir local ».

A ce titre, le principe de participation devient un des enjeux centraux du développement durable, dans la mesure où il permet d'ancrer les interventions dans un contexte local, celui des habitants et usagers d'une zone géographique déterminée, et de les sensibiliser à des enjeux planétaires. La Déclaration de Rio pour le Développement et l'Environnement, approuvée

en 1992 par 178 Etats, reconnaît -dans une mesure limitée- que la participation des citoyens est un aspect fondamental pour parvenir à un développement durable et respectueux de l'environnement.

« La meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qui convient. Les Etats doivent faciliter et encourager la sensibilisation et la participation du public. »

Extrait du principe 10 de la Déclaration de Rio pour le Développement et l'Environnement, 1992

On peut dès lors se questionner sur la nature de ces « participants », ou parties prenantes au débat public. A l'évidence, les composantes de la société civile, ainsi que les pratiques locales de participation des habitants (mouvements urbains, structures culturelles, regroupements d'intérêts...) constituent le terreau sur lequel se greffent les dispositifs de participation. La structure même de la société civile ainsi que sa vitalité ont un impact certain sur la réussite des processus participatifs. Ainsi, la « fragilité et la fragmentation des organisations de la société civile » constitue une des difficultés dans la mise en œuvre de la participation dans les politiques culturelles locales, au même titre que : « la réticence de certains fonctionnaires à faire part ou à expliquer certains de leurs pouvoirs, le manque de transparence autour des opportunités de participation, les différences entre les objectifs de la politique officielle et les motivations des citoyens... » (Pascual i Ruiz et Dragojevic). Autant de difficultés qui doivent être affrontées en amont, par l'instauration d'une « culture

participative » partagée entre les différentes parties prenantes. C'est un des défis qu'a relevé le projet Montada, se proposant de contribuer à forger cette « culture participative » en matière de politique patrimoniale locale.

Qu'est-ce que la « participation citoyenne » ?

Le terme de « participation » est extrêmement utilisé dans les politiques publiques, et plus particulièrement dans le domaine du développement urbain. Comme nous l'avons souligné, il s'agit d'un concept aux contours flous dont il est nécessaire d'esquisser une définition et cerner les limites d'application.

En premier lieu, concernant notre cadre d'intervention qu'est la participation locale dans le domaine des politiques de préservation du patrimoine culturel, on peut définir la participation comme étant un ensemble d'actions organisées et finalisées dans le but d'associer les personnes les plus directement concernées à la conception ou à la réalisation d'un projet complexe.

De nombreuses classifications ont été opérées pour discerner les différents types de participation mis en œuvre, mais nous nous bornerons à souligner deux réflexions essentielles. Il est d'abord important de distinguer la participation « légitimante » de la participation ayant pour objectif de transformer l'environnement questionné, avec la participation des citoyens. La participation « légitimante » consiste à mettre en place une démarche qui se dit « participative » dans le but de rechercher l'adoption d'une politique préétablie. Les citoyens

ne sont consultés que pour donner leur avis, leur accord à des projets ou initiatives imaginées par d'autres professionnels ou politiques. Il s'agit d'un modèle où le cadre de la décision n'est pas remis en cause, et continue d'être réservé au domaine de l'expertise, qu'elle soit politique ou technique. En revanche, la participation « pour transformer », ou la « mobilisation pour l'action » renvoie à une implication réelle du citoyen et à la possibilité qui lui est allouée, par le biais du processus participatif, de modifier et façonner son propre cadre de vie (Donzelot). Le projet Montada s'inscrit, nous le verrons, dans cette seconde perspective dans la mesure où la dynamique participative a été portée et conduite par les différentes parties prenantes (société civile, élus, techniciens, habitants) afin de définir un projet stratégique (prenant la forme des « plans d'action ») de préservation, conservation et valorisation du patrimoine culturel local.

Par ailleurs, une clarification quant aux différents niveaux de participation s'impose, afin de saisir à quel niveau de « l'échelle de participation » se situent les ambitions du projet Montada. La participation suppose une redistribution des pouvoirs, et notamment la restitution du pouvoir de décision aux citoyens, qui est généralement alloué à l'élu dans les modèles de démocratie représentative. Or, il s'agit d'un des enjeux centraux de la participation, car « la participation sans redistribution des pouvoirs est un processus vide et frustrant » (Arnstein). La prise de décision, si elle semble à priori faire partie intégrante du processus participatif, n'en demeure pas moins un niveau complexe à atteindre, ou du moins peu souvent effectif.

On peut définir les différents registres de participation selon une échelle d'évaluation inspirée de l'échelle d'Arnstein. Si

Arnstein distingue trois niveaux de participation (la « non-participation », la « participation symbolique » et le « pouvoir effectif des citoyens »), eux même décomposés en huit registres, nous nous bornerons à énoncer les 4 principaux registres qui sont communément mis en œuvre dans le cadre des politiques de développement urbain.

- Information : les différentes institutions publiques cherchent avant tout à communiquer et diffuser les politiques préétablies. Il s'agit d'un processus dit «légitimant » qui ne laisse pas la place au débat, à un retour critique de la part des citoyens sur les politiques proposées. Si à ce stade-là la participation réelle des citoyens n'existe pas encore, l'information n'en demeure pas moins une des conditions, au même titre que la diffusion, d'une politique qui se veut transparente.
- Consultation : cette démarche se réfère aux citoyens afin qu'ils expriment leur opinion sur une problématique posée ou sur un projet préétabli. Elle permet d'identifier les besoins et recueillir les avis, mais n'assure en aucun cas la prise en considération des attentes et suggestions exprimées au moment de l'application de la politique ou du projet en question.
- Concertation : il s'agit d'un procédé impliquant l'intervention de non-décideurs (habitants et/ou représentants) durant le processus de définition d'une politique ou d'un projet. Les citoyens sont invités à intervenir dans les débats et formuler leur propre expertise quant à la problématique abordée.
- Implication : ce registre constitue le niveau supérieur de participation, qu'Arnstein qualifie de « contrôle citoyen ». La population est dotée du pouvoir de décision, elle est par conséquent engagée dans l'ensemble du processus : de la



Rencontre à Sousse et avec les habitants de la médina de Marrakech. La participation fait partie intégrante du développement local et constitue une des composantes indispensable du projet de territoire.

planification collective et définition du projet à sa mise en œuvre, mais également son évaluation.

Le projet Montada se situe clairement dans une démarche favorisant l'implication effective des différentes parties prenantes. L'ensemble du processus participatif, allant du diagnostic à la définition des plans d'actions, ainsi que de la réalisation des différentes activités à leur évaluation, a été porté par les différentes personnes engagées dans le projet Montada. Les forums locaux, dont nous détaillerons en deuxième partie la composition et le fonctionnement, ont constitué le socle de la participation citoyenne locale, et ont permis à un plus grand nombre d'habitants de s'investir dans le projet.

Les enjeux de la participation dans les projets de régénération urbaine

Il est souvent difficile d'apprécier le rôle clef que doit jouer la participation publique de la société civile et des habitants dans les processus de régénération urbaine, et comment elle contribue à ce que nous appelons la « bonne gouvernance » des opérations de réhabilitation intégrée. Nous l'avons vu, la participation s'est imposée comme faisant partie intégrante du développement local, et constituant une des composantes indispensables des projets de territoire. En matière de conservation préventive du patrimoine local, la participation semble jouer un rôle fondamental, dans la mesure où l'objet d'intervention qu'est l'architecture traditionnelle renvoie au cadre de vie dans lequel évolue la population locale. On peut dès à présent détacher deux éléments justifiant l'impératif

de la participation dans les politiques locales de préservation du patrimoine de l'architecture traditionnelle. Les habitants comme les usagers des noyaux historiques sont les premiers concernés par la réhabilitation de leur quartier, mais ce sont aussi les acteurs du changement qui peut être opéré. C'est en s'impliquant dans la préservation, mais aussi l'entretien de son propre habitat comme des espaces publics que la population locale verra améliorer sa qualité de vie, dans une action coordonnée avec les institutions publiques. Du reste, l'architecture traditionnelle constitue un patrimoine culturel commun, dont les valeurs, éléments matériels ou immatériels qui le constituent doivent être débattus et reconnus en tant que « bien commun ». Le bien commun, en contraste avec l'intérêt général, cherche à relier les intérêts particuliers, et à « établir entre eux un accord qui les traverse. Il ne prétend pas les fusionner, les fondre dans une entité supérieure, mais trouver un point d'accord, un bénéfice pour chacun»(Donzelot). C'est dans la négociation et les débats organisés autour de la question du patrimoine culturel local que ce dernier est défini, dans une perspective propre à chacun des contextes d'intervention.

Si les habitants des « centres historiques » sont au cœur des politiques publiques patrimoniales, acteurs et créateurs de leur cadre de vie, il est cependant nécessaire d'étendre les politiques participatives de régénération urbaine à un public plus large, intégrant l'ensemble des usagers de la ville : habitants d'autres quartiers travaillant ou venant faire leurs courses dans la médina, institutions concernées par la question patrimoniale... C'est donc l'ensemble de la société civile, et les habitants plus particulièrement, qui constituent les premiers destinataires des politiques mises en place en termes de conservation de l'architecture traditionnelle locale.

Le processus participatif, associé à un cadre de gouvernance solide, permet ainsi de « développer le potentiel, la capacité et le pouvoir d’agir des citoyens pour améliorer le lien social, la solidarité, la justice sociale, la capacité d’opérer des choix partagés dans l’intérêt collectif et de reconnaître la valeur des « bien communs », du patrimoine territorial et des espaces publics » (Pascual i Ruiz et Dragojevic).

Les expériences en matière de processus participatif ont révélé que plusieurs conditions doivent être requises afin de favoriser la performativité et la pérennité du dit processus. En matière de régénération urbaine, nous relèverons principalement deux prérequis sans lesquels le processus participatif peine à être mis en place et perdrait en efficacité :

- Une volonté politique forte, où les décideurs sont prêts à élargir le cadre de décision, favorisant l’émergence de nouveaux espaces de participation et de démocratie à l’échelle locale. Les villes pilotes du projet Montada font partie de ces contextes urbains où préexistaient, si ce n’est la volonté politique, du moins une dynamique locale et un intérêt pour la mise en œuvre d’une politique volontariste, intégrée et participative de conservation préventive du patrimoine.
- L’existence d’une « culture participative » commune constitue le terreau sur lequel se construit l’ensemble du processus de régénération urbaine intégrée. Pour faire émerger cette « culture participative », les différentes parties prenantes doivent avoir connaissance des problématiques débattues (cela renvoie à l’étape essentielle de l’information), mais aussi prendre conscience de l’impact que peut avoir leur propre engagement dans le processus (« à quoi ça sert ? »),



Visites à Dellys et Sousse. La société civile et les habitants constituent les premiers destinataires des politiques de conservation de l'architecture traditionnelle locale.

« Qu'est-ce-que cela va changer ? »). L'expérience des débats et de la prise de décision collective, ainsi que la formation aux outils de participation constituent les éléments essentiels qui contribuent à forger cette culture participative.

Le but est donc de stimuler la culture participative en mettant l'accent sur l'effort d'apprentissage, aussi bien des techniciens, des habitants, que de l'ensemble des agents sociaux afin de garantir à moyen et long terme un niveau optimum d'implication locale.

C'est par la dynamisation d'un processus participatif que l'ensemble des acteurs locaux, associés à la population, s'approprient l'architecture traditionnelle qui constitue leur environnement proche, et s'engageront dans une démarche de préservation et de valorisation de ce patrimoine culturel de manière durable. Ainsi, un processus participatif de qualité, porté par une gouvernance locale solide, permet d'affiner la correspondance des politiques mises en œuvre avec les nécessités de la population. Dans le domaine des politiques patrimoniales, il favorise l'approximation du patrimoine architectural et culturel à la population, et l'implication des citoyens dans les démarches de préservation du patrimoine, assurant une ample diffusion des actions mises en œuvre.

Un processus participatif réel en matière de préservation et de valorisation du patrimoine culturel se base sur les principes structurants suivants :

- Mettre en place un processus délibératif d'où émerge un consensus entre les différentes parties prenantes. Le projet partagé, ou la stratégie adoptée localement afin de promouvoir l'architecture traditionnelle dépend entièrement des attentes, volontés, de la détermination et des initiatives formulées par

la population locale et l'ensemble des acteurs engagés dans la démarche de valorisation du patrimoine local.

- Favoriser la participation du plus grand nombre, et la diversité des points de vue exprimés dans le cadre du processus participatif. Ce principe renvoie à la diversité des intervenants soulignée dans le cadre de la gouvernance mise en place, mais également à la nécessaire diffusion à l'ensemble de la population locale (par le biais d'expositions, d'évènements, de publications etc...)
- Mettre en œuvre une participation tangible tout au long du projet, du diagnostic à l'évaluation.
- Le développement d'une culture participative étant un processus continu et progressif, il est fondamental d'ancrer ce type de démarche sur le long terme.
- Définir et mettre en place des espaces de la participation citoyenne, ainsi que les outils permettant de favoriser l'implication de tous, tout au long du processus.
- S'appuyer sur les valeurs locales, et la culture participative existante afin de construire une stratégie locale de participation adaptée.

Le succès de ce type d'initiative dépend en majeure partie de la question des démarches et méthodes mises en place tout au long du processus. La méthodologie acquiert d'autant plus de sens lorsqu'elle est appliquée, comme c'est le cas avec le projet Montada, dans différentes villes et contextes urbains. La méthodologie commune, loin d'être un modèle d'intervention à reproduire, constitue le canevas de base à partir duquel chaque ville peut définir librement sa stratégie de préservation et valorisation du patrimoine conduisant à un développement urbain durable. Différents instruments et outils

peuvent être utilisés tout au long du projet afin de favoriser la participation en matière de politiques culturelles locales, mais également d'élaborer conjointement diagnostics et stratégies d'interventions sur les territoires concernés.



Visites à Ghardaïa et Marrakech. Un des objectifs du projet est de réunir les acteurs de la politique culturelle locale et faire converger les différentes initiatives portant sur le patrimoine culturel.

2.3

Instrument pour la promotion du patrimoine culturel

Les forums locaux, espaces de la gouvernance locale

Les forums locaux constituent l'espace de négociation et de débat autour desquels s'organise le processus participatif. Nouvel instrument de la gouvernance locale en matière de patrimoine traditionnel, ils sont créés afin de réunir les acteurs de la politique culturelle locale et faire converger les différentes initiatives portant sur le patrimoine culturel. Il s'agit donc d'une structure participative multipartite favorisant la synergie des dynamiques préexistantes, mais également encourageant la participation plus large de l'ensemble des citoyens. Les forums locaux constituent également l'espace privilégié de l'implication effective des habitants et des usagers des villes concernées dans la mesure où c'est dans le cadre des réunions des forums locaux que la prise de décision s'organise. Ainsi, chaque réunion des forums locaux est l'occasion d'activer la dynamisation du débat citoyen et favoriser l'implication de l'ensemble des acteurs locaux dans la préservation du patrimoine traditionnel.

La création des forums locaux correspond à une volonté de mettre en place un cadre de gouvernance pérenne et durable constituant

le socle d'une culture participative locale. Du fait de leur ancrage dans les contextes locaux (réunions régulières dans la localité concernée, participation d'acteurs locaux, définition partagée des enjeux et potentiels propres à chaque ville...), les forums garantissent la pertinence et la durabilité des actions définies.

La dynamique participative mise en place au sein des forums locaux vise à favoriser l'échange et le partage des connaissances et des expériences propres à chacun des participants. Conçus selon un modèle horizontal, les débats permettent de garantir un niveau optimal d'implication des différentes parties prenantes. La mise en place de ce type de dynamique n'est pas sans difficulté, et n'est effective que si un travail régulier et sur le long terme est engagé. Elle dépend également en grande partie de la culture participative locale préexistante ainsi que de la volonté et la disposition des différents acteurs impliqués à jouer le jeu d'une dé-hiérarchisation des rapports et d'un partage de la prise de décision.

Il est intéressant de relever un certain nombre d'éléments convergents, concernant le rôle joué par cette instance dans le processus participatif. Il s'agit de :

- L'espace principal de la participation locale.
- Le lieu d'élaboration des stratégies.
- L'instrument clé des prises de décisions collectives.
- Le moteur des multiples initiatives.
- L'espace de la cohésion sociale, du travail en équipe et de l'élaboration d'alliances, mais aussi de compromis.
- L'instance d'évaluation de l'avancement et des résultats du processus.

Les ateliers de méthodologie participative

Conçus comme un instrument d'appui méthodologique et de support technique au processus participatif local, les ateliers de méthodologie participative contribuent à forger une culture participative commune, préalable essentiel au développement de la dynamique participative locale. L'objectif des ateliers n'est pas de former les différents acteurs à une méthode de participation préétablie et rigide, mais d'accompagner le processus participatif en répondant aux demandes et nécessités de chaque contexte.

La méthodologie développée dans le cadre des ateliers participatifs consiste à utiliser des outils et moyens de participation concrets, sous forme d'exercices, permettant de mettre en situation les participants. Les différents exercices mis en place s'articulent autour d'un travail en petits groupes, qui permet aux participants d'exprimer plus aisément leurs perceptions, inquiétudes et aspirations. Par ailleurs, l'ensemble de la dynamique vise à atténuer, voire faire disparaître les organisations hiérarchiques des réunions traditionnelles, afin de valoriser les différences des points de vue personnels et encourager l'expression en public des opinions. L'organisation spatiale de la salle et le fonctionnement de l'atelier vont dans ce sens : disposition des tables évitant la hiérarchie entre orateur et spectateur, travail en groupes avec des représentants désignés conjointement, utilisation d'outils pour favoriser l'expression personnelle (post-it, fiches...) et la mise en commun des réflexions (plan de synthèse affiché au mur, projections...).

Les techniques participatives pouvant être utilisées sont les suivantes :

- Synthèse de l'analyse AFOM en groupe
- Brain storming divers, recueil des idées exprimées sur des tableaux mobiles dans chaque groupe et débats internes à partir de ces idées recueillies
- Echange et enrichissement des idées entre les différents niveaux de groupes
- Choix collectif de thèmes porteurs pour le projet
- Exploration et hypothèses d'actions en commun en groupes plus larges et en séances plénières
- Prises de décisions en fonction de critères accordés collectivement
- Instruments de recueil, débat, priorisation et classification des idées finales sur des tableaux matriciels accrochés aux murs.
- Elaboration progressive du programme d'actions

La tenue des ateliers repose sur les principes suivants :

- Elaborer un langage commun de la participation et des interventions sur le patrimoine, afin de mener à bien l'atelier, éviter les incompréhensions et favoriser le partage lors des discussions. Il s'agit ainsi de veiller à la compréhension de ce qui est dit, au sens des paroles énoncées lors de l'atelier, partagés par les personnes et institutions présentes.
- Gérer de manière constructive les différences d'opinion, propres aux dynamiques participatives. Lorsqu'apparaissent

les divergences ou distorsions, la dynamique participative vise à orienter ou réorienter la discussion dans le sens global des objectifs et principes partagés par tous. Il s'agit ainsi de gérer en amont les sources de conflits ou de tensions, les considérant comme intégrables au processus.

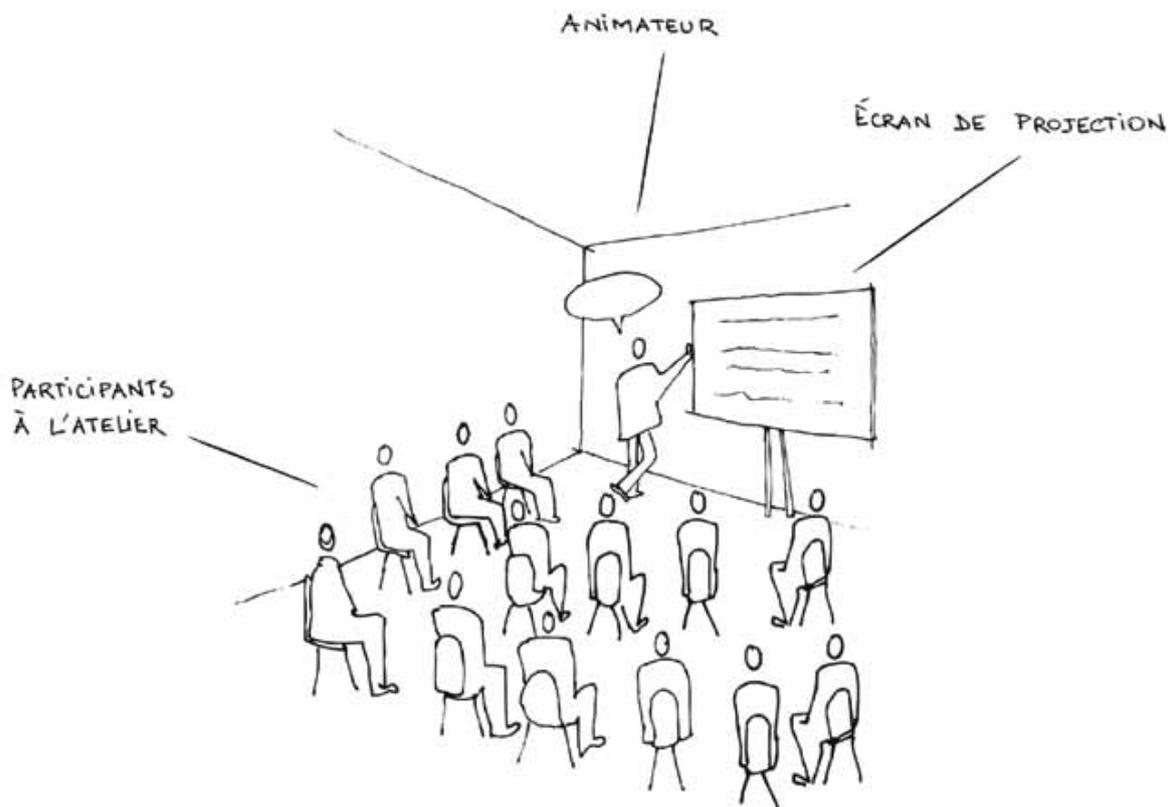
- Faire émerger un esprit d'équipe afin de mettre en évidence, au-delà des différences, les complémentarités et interdépendances des positions personnelles. En insistant sur les éléments communs du projet, la création d'une dynamique permettant les synergies entre les différentes idées est favorisée.
- L'évaluation à posteriori, afin d'assurer la continuité du processus. La restitution et l'évaluation de l'atelier avec et à destination des participants permet d'encourager une participation ultérieure et d'assurer la durabilité du processus participatif.
- La tolérance et le dialogue comme valeurs structurantes de la dynamique participative.

Le déroulement d'un atelier de méthodologie participative alterne différentes dynamiques de groupe, correspondant à chacune des phases de l'atelier et aux objectifs qui y sont associés. Les différentes dispositions spatiales correspondent chacune de ces dynamiques, favorisant tantôt la promiscuité et l'expression personnelle, tantôt la mise en commun et les débats collectifs.

Disposition 1 : introduire les concepts clés de la participation

Distribution de la salle en demi-cercle ouvert vers l'animateur et les instruments de projection. Cette disposition est utilisée pour :

- L'introduction et la contextualisation des objectifs et de l'esprit de l'atelier
- L'exposition ou le rappel des dimensions du projet
- Les rapporteurs des activités de sous-groupes
- Les mises en commun, les débats et les synthèses de chaque phase.
- Les prises de décisions collectives



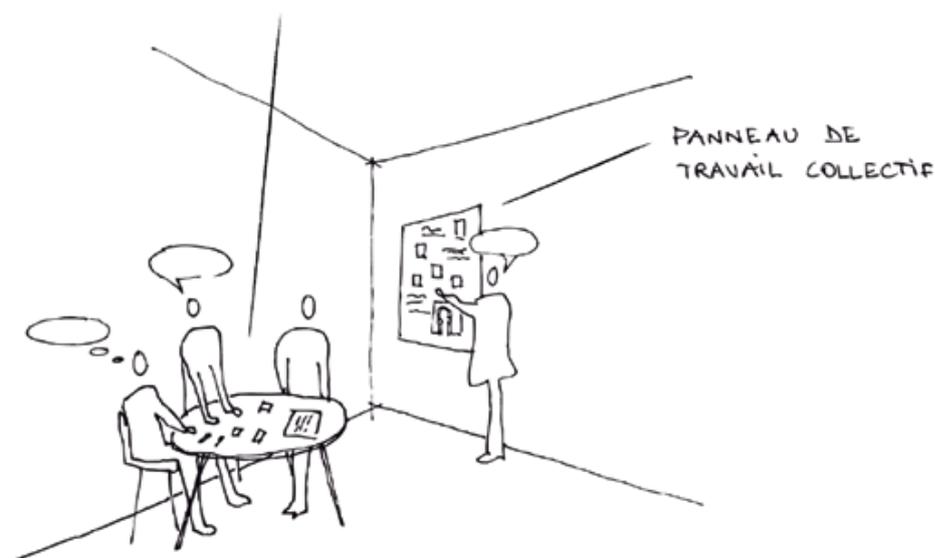
Séance plénière

Disposition 2 : espace de réflexion et de proposition

Distribution de la salle en petits groupes de 4 ou 5 personnes autour d'une table munie de nombreuses fiches auto-collantes (collables et décollables pour augmenter la créativité), de marqueurs de couleur et d'un tableau portable (en liège auto-collant). Chaque personne du groupe exprime ainsi ses idées par écrit, les positionne différemment sur le tableau afin de pouvoir débattre des idées et propositions qui émergent.

Le résultat de cette disposition, de type Méta-plan, est particulièrement intéressant car les idées qui sont finalement choisies sont anonymes et permettent l'intégration de chacun des participants dans le débat, quelle que soit sa fonction, son

MATÉRIEL DE RÉFLEXION ET DE PROPOSITION



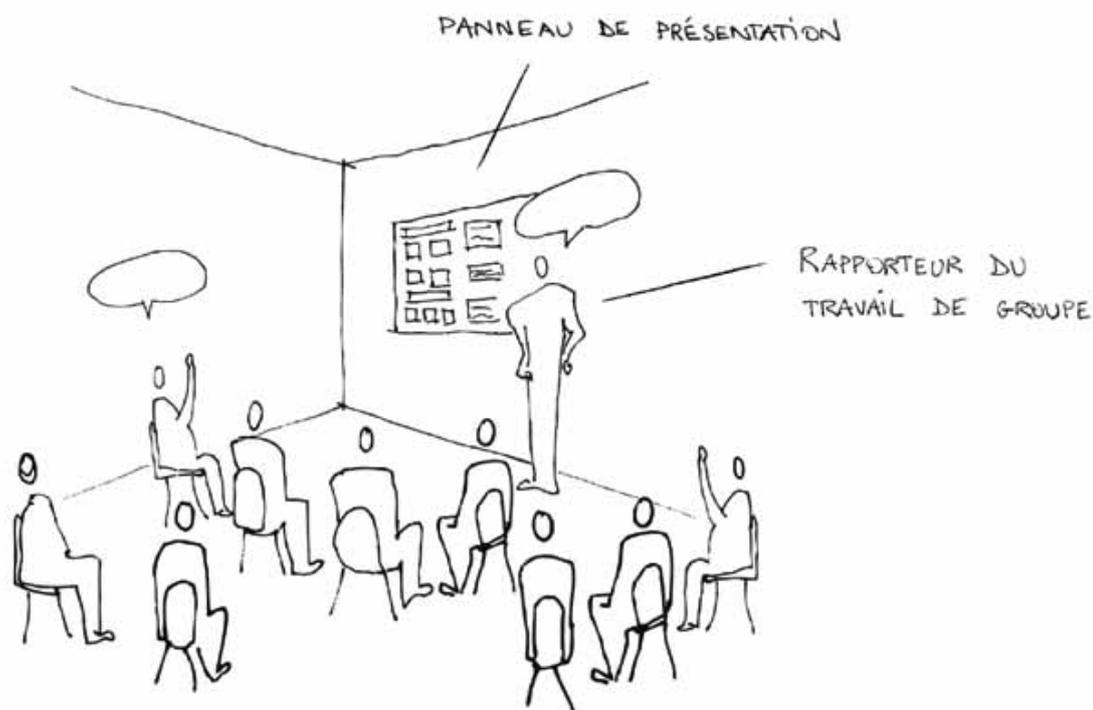
Groupe de 4 - 5 personnes

statut ou ses connaissances. Seule la valeur des idées est prise en considération.

A la fin du temps de proposition et du débat qui en résulte, chaque groupe choisit un représentant qui exposera les éléments structurants ressortis lors de cette étape au reste du groupe.

Disposition 3 : Mise en commun et débat

La troisième disposition consiste à créer des espaces de débat et de réflexion en groupes restreints d'environ 10 personnes permettant d'effectuer une première mise en commun des idées produites et amorcer l'étape du consensus.



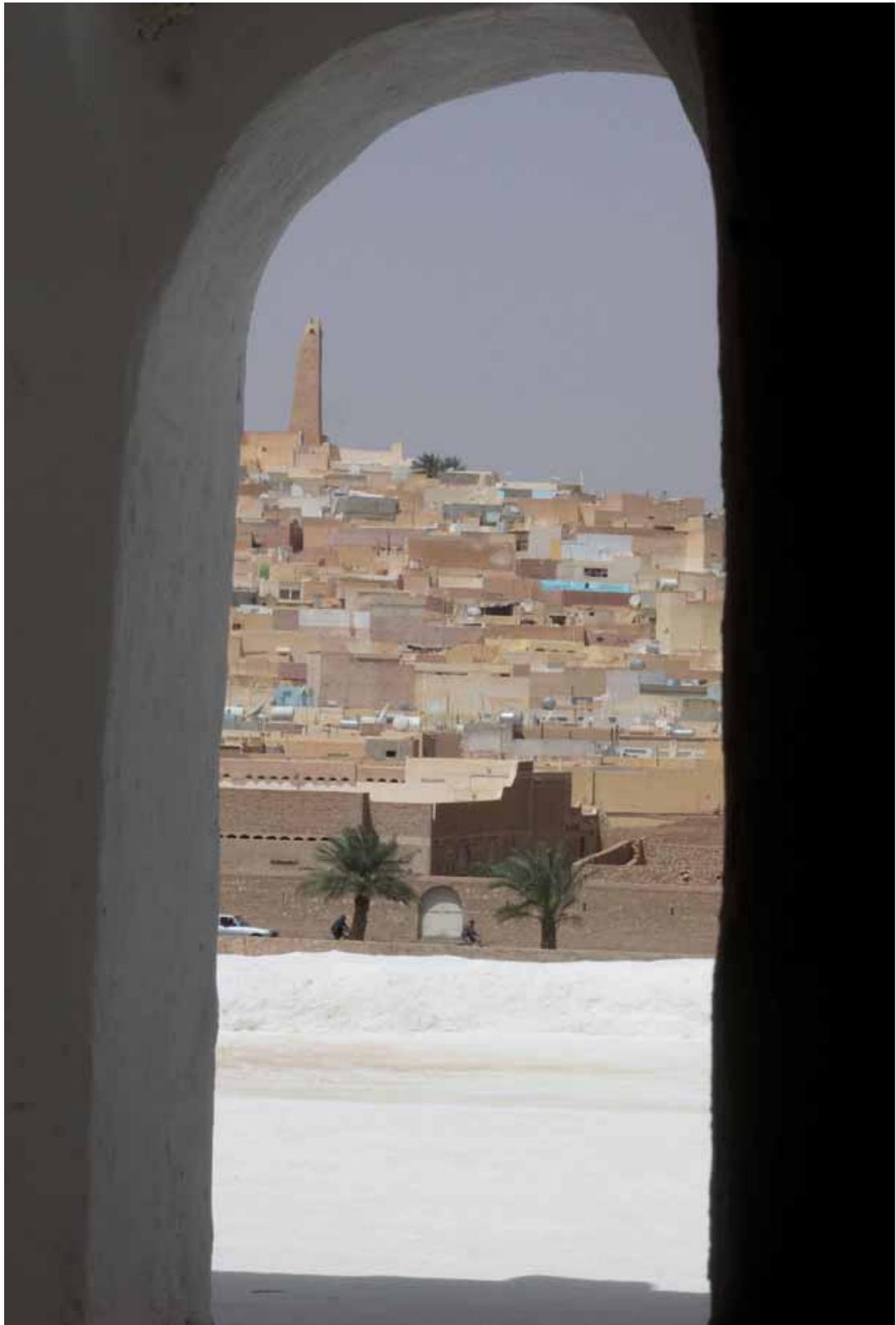
Groupe de 10 personnes

La cartographie culturelle, diagnostic participatif du territoire

Qu'est-ce que la cartographie culturelle ?

La cartographie culturelle fait partie intégrante d'une réflexion approfondie portant sur les nouvelles approches des politiques culturelles, qui a vu le jour dans le courant des années 2000, principalement en Australie, en Europe et au Canada. Il s'agit d'une méthode dite de « diagnostic »-bien que ce terme, nous le verrons, soit réducteur par rapport à la portée réelle de la cartographie culturelle- permettant de mettre en place, de manière participative et intégrée, des stratégies de développement culturel local.

La définition de Marcia Langton illustre la portée de la cartographie culturelle : « La cartographie culturelle se consacre à l'identification et à l'inventaire des ressources culturelles d'un territoire à des fins de développement social, économique et culturel. Grâce à la cartographie culturelle, les communautés et leurs groupes d'intérêts constitutifs peuvent faire l'inventaire de leurs pratiques et de leurs ressources culturelles ainsi que d'autres impondérables (tels que la valeur sociale et leur sentiment d'enracinement). Les expériences subjectives, les différentes valeurs sociales ainsi que les lectures et interprétations multiples peuvent être contenues dans des cartes culturelles mais aussi dans des « inventaires culturels », plus utilitaires. Les valeurs identifiées, d'enracinement et de culture, peuvent assurer le fondement d'une planification du tourisme culturel (des stratégies d'éco-tourismes), d'une planification



Ghardaïa. Algérie

architecturale thématique et du développement d'industries culturelles ».

Par ailleurs, dans le cadre d'une refonte du cadre de décision en matière de développement culturel, la cartographie culturelle constitue un instrument essentiel à « la prise de décision participative et l'engagement actif de la communauté et des citoyens en tant que sujets et objets du processus de planification. La cartographie culturelle implique les citoyens dans la découverte ou la redécouverte de valeurs et de ressources liées à la politique culturelle et au développement» (Pascual i Ruiz, Dragojevic).

La cartographie culturelle, processus d'identification, de systématisation, d'enregistrement et de revitalisation des biens culturels, constitue donc à la fois un instrument permettant d'identifier et inventorier les ressources, de stimuler l'implication des populations locales dans ce processus et leur appropriation des ressources culturelles locales, mais également une méthode permettant d'élaborer la planification de politiques culturelles à partir des ressources mises en évidence.

L'apport de la cartographie culturelle dans les projets de régénération urbaine

La connaissance du contexte d'intervention constitue une des conditions préalables à l'engagement d'une opération de régénération urbaine cohérente et de qualité. L'approche adoptée pour connaître le territoire doit être de type holistique, c'est-à-dire se baser sur l'élaboration d'un ensemble d'études multisectorielles, sur la connaissance des nécessités et

expectatives des habitants et usagers, ainsi que du cadre légal en vigueur.

La cartographie culturelle est structurée selon trois principes : la prise en considération des débats locaux, la documentation du patrimoine existant, et la structuration de la connaissance du territoire, autant d'éléments recueillis et élaborés par les différents acteurs locaux.

1. Analyse préalable du contexte

La démarche d'analyse préalable du contexte est principalement concentrée sur les aspects historiques et culturels afin de répondre aux besoins spécifiques du thème traité, à savoir la préservation et la valorisation de l'architecture traditionnelle. Elle permet de collecter les informations portant sur les caractéristiques du patrimoine culturel local, sur ses valeurs fondamentales, sur les agents qui sont actuellement impliqués dans sa sauvegarde et sa valorisation, mais également sur les actions qui sont menées pour sa préservation.

Durant plusieurs mois, les forums locaux recueillent des informations sur les différentes dimensions du patrimoine local, portant sur les éléments suivants :

- Manifestations culturelles et fêtes traditionnelles,
- Recensement du patrimoine matériel et immatériel local,
- Identification du contexte réglementaire existant,
- Prise de contact avec les acteurs locaux et organismes œuvrant pour la promotion et la préservation du patrimoine culturel,
- Elaboration ou recueil de diagnostic historico-morphologique existants,
- Recensement des valeurs du territoire,
- Recueil de témoignages vivants,

2. L'analyse AFOM

L'analyse AFOM (Atouts – Faiblesses – Opportunités – Menaces), ou SWOT (Strengths – Weaknesses – Opportunities – Threats), est un outil d'analyse stratégique, particulièrement utilisé dans le domaine de la planification. Elaboré de manière conjointe par un groupe de participants (experts ou habitants), il est basé sur le jugement de ces derniers, et donc relève d'une dimension subjective et qualitative. Il s'agit donc d'un outil particulièrement adapté aux dynamiques participatives.

L'analyse AFOM est utilisée comme outil structurant du diagnostic participatif établi par les forums locaux. Débattant sur le patrimoine local et l'architecture traditionnelle de leur ville, les participants sont ainsi amenés à exprimer ses forces et les faiblesses dans ce domaine, et à les combiner avec les opportunités et des menaces potentielles.

	POSITIF	NÉGATIF
INTERNE	FORCES	FAIBLESSES
EXTERNE	OPPORTUNITÉS	MENACES
	ATOUTS	FAIBLESSES
OPPORTUNITÉS	Utiliser les atouts pour profiter des opportunités	Profiter des opportunités en surmontant les faiblesses
MENACES	Utiliser les atouts pour éviter les menaces	Minimiser les faiblesses et éviter les menaces

- Etude des atouts. Les forces sont les aspects positifs internes de la communauté et du contexte urbain, sur lesquels les habitants peuvent s'appuyer pour la valorisation du patrimoine local.
- Etude des faiblesses. Par opposition aux forces, les faiblesses sont les aspects négatifs internes sur lesquels la communauté peut agir. Ce sont les domaines qui bénéficient de marges d'amélioration importantes.



Visite organisée par le forum de Sousse et membres du Forum de Salé. La cartographie culturelle constitue une étape importante dans la définition des stratégies de développement culturel local.

- Etude des opportunités. Les opportunités sont les possibilités extérieures positives, dont les populations locales peuvent tirer parti dans le cadre du développement du plan d'action, afin de préserver et valoriser l'architecture traditionnelle.
- Etude des menaces. Les menaces sont les problèmes, obstacles ou limitations extérieures, qui ont un impact direct sur le patrimoine local et dont les populations doivent se protéger.

L'analyse AFOM prend tout son sens lorsqu'elle est prolongée par une phase de hiérarchisation des informations recueillies permettant d'esquisser une stratégie d'intervention sur le patrimoine culturel local. Cette étape passe par le choix de certains thèmes étant reconnus comme prioritaires et permettant en même temps d'affronter les enjeux émergents de l'analyse AFOM.

Le plan d'action, une grille commune de planification

La réalisation du plan d'action constitue un temps important de planification faisant la transition entre le diagnostic partagé et la mise en place d'une stratégie d'intervention sur le patrimoine traditionnel local. Il définit, sur une période donnée, l'ensemble des activités qui seront réalisées, leur justification par rapport à la réalité du contexte local, et les modalités de leur mise en œuvre. Il s'agit ainsi d'un document synthétique de référence pour l'ensemble des acteurs, établi de manière

collective, regroupant les aspirations et les propositions ayant émergé au sein des forums locaux et formalisant la feuille de route à partir de laquelle les différentes activités seront mises en place.

Afin de garantir la mise en œuvre effective des différentes interventions locales, les plans d'action permettent de spécifier pour chacune des activités à réaliser leur intérêt dans le cadre d'une politique volontariste de protection et de préservation du patrimoine local, et insistant sur l'implication escomptée des habitants. Le souci de faisabilité, de corrélation avec les réalités locales, ainsi que la volonté d'assurer un impact tangible sur les populations locales sont les vecteurs essentiels de la constitution du plan d'action. La grille commune de planification incite les participants à prendre en considération les dimensions suivantes :

- Actions : description brève de l'action.
- Valeurs : justification de l'intérêt de l'activité vis-à-vis des questions telles que le lien avec les nécessités de la population, la prise de conscience de l'importance du patrimoine, la promotion du développement local et économique, et la diffusion des actions.
- Temporisation : calendrier de mise en œuvre et échéances prévues pour la réalisation de l'action.
- Ressources humaines : profil des différents professionnels ou membres de la société civile avec qui l'action sera mise en œuvre.

- Bénéficiaires : public bénéficiaire de l'action (secteur professionnel particulier, étudiants, population de manière générale...)
- Résultats attendus : énumérer les objectifs de l'action ainsi que les modalités de son évaluation.
- Sources et moyens de vérification : la diffusion pendant et à l'issue de la réalisation de l'action, les moyens utilisés (radio, site internet...)

La 16

FICHE RESUME PLAN D'ACTION

DIMENSIONS DU PROJET MONTADA	ACTIONS 2010-2011	VALEURS			
	Description de chaque action. Indiquer la thématique associée	Sont-elles en lien avec les nécessités de la population? SI/NO Justifier	Prise de conscience de l'importance du patrimoine architectural et culturel par la population? COMMENT	Promotion du développement local et économique? COMMENT	Diffusion actions. Au niveau ville, au niveau du territoire
ASSISTANCE TECHNIQUE	Assistance à la section Suivi de l'entretien public +	<p>Prise de conscience de l'importance du patrimoine architectural et culturel par la population? COMMENT</p>	<p>Promotion du développement local et économique? COMMENT</p>	<p>Diffusion actions. Au niveau ville, au niveau du territoire</p>	<p>Castah. → Technique restaurative (travaux) - Naturo. → Royan Trinité et écocentre de l'écologie → Système écocentre E.C.</p>
SENSIBILISATION	Séance à la Castah de Dolys avec des guides et +	<p>Sont-elles en lien avec les nécessités de la population? SI/NO Justifier</p>	<p>Prise de conscience de l'importance du patrimoine architectural et culturel par la population? COMMENT</p>	<p>Promotion du développement local et économique? COMMENT</p>	<p>Expositions. - Séminaires. - Séance de travail avec habitants. - Séance de travail (d'élus).</p>
FORMATION	Formation des guides touristiques + - apports - la photos - montage de films	<p>Sont-elles en lien avec les nécessités de la population? SI/NO Justifier</p>	<p>Prise de conscience de l'importance du patrimoine architectural et culturel par la population? COMMENT</p>	<p>Promotion du développement local et économique? COMMENT</p>	<p>maison - Méthode d'approche - Recherche de matériaux utilisés de la maison artisanale.</p>
INITIATIVES CULTURELLE	- festival culturel - Soirée culturelle	<p>Sont-elles en lien avec les nécessités de la population? SI/NO Justifier</p>	<p>Prise de conscience de l'importance du patrimoine architectural et culturel par la population? COMMENT</p>	<p>Promotion du développement local et économique? COMMENT</p>	<p>Exercices de photos - Comment voir son patrimoine.</p>

Diffusion

et après, comment

aison

	TEMPORISATION	AGENTS, EQUIPES	BENEFICIAIRES	RESULTATS ATTENDUS	SOURCES ET MOYENS DE VERIFICATION
les de la veau, au pays, au projet	Dates	Ressources humaines nécessaires	Qui va bénéficier de l'action ? Qui va participer ?	Quels résultats et comment en évaluer la qualité ?	Comment démontrer que l'activité a produit des résultats ?
				<p>A.T. * édition d'un guide de Rihab</p> <p>* chantier école</p> <p>Sensibilisation * visite guidée dans une maison traditionnelle habitée et une autre inhabitée.</p> <p>F. * Formation des enseignants de C.P.A. à la sauvegarde traditionnelle * Formation des techniciens et la réalisation de produits de Rihab.</p>	

Technique de fabrication de Tuiles traditionnelles.

- Expositions
- Informations sur les matériaux locaux.

- Jeunes chômeurs.

- Foire sur les produits rouges

J.C.
* Volontariat.
- Nettoyage
- Défrichage de jardin

es ;
f!äqui

Wue ;
Lieu : Café en plein air

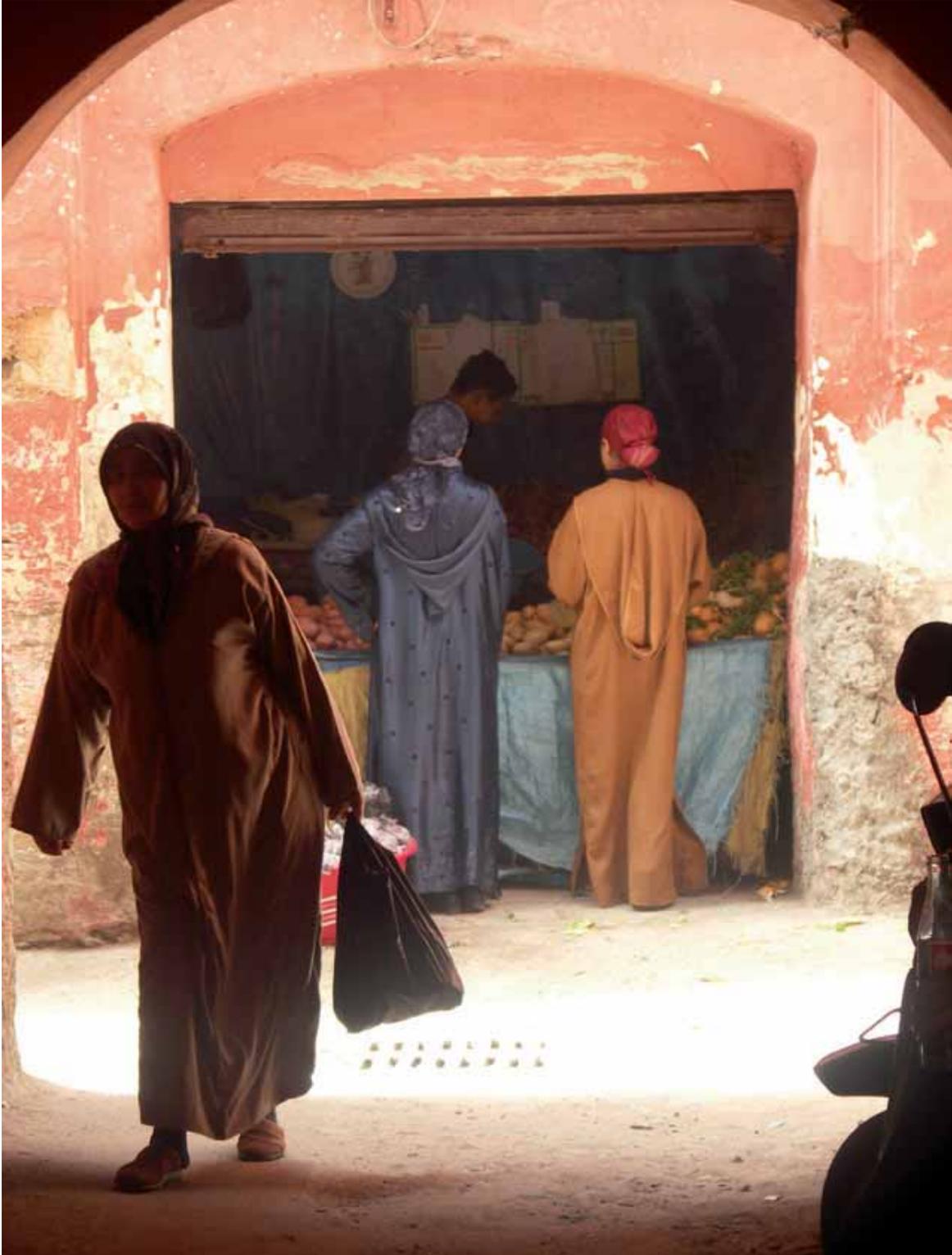
m
w
?
AC
L
rite
R



Le processus participatif du projet Montada

« La participation et l'implication des habitants de toute la ville - ainsi que des groupes d'intérêts locaux - sont indispensables au succès des programmes de sauvegarde. Il ne faut jamais oublier que la sauvegarde des villes et quartiers historiques concerne en premier lieu leurs habitants.»

(Charte de Washington art 3)



Marrakech. Maroc

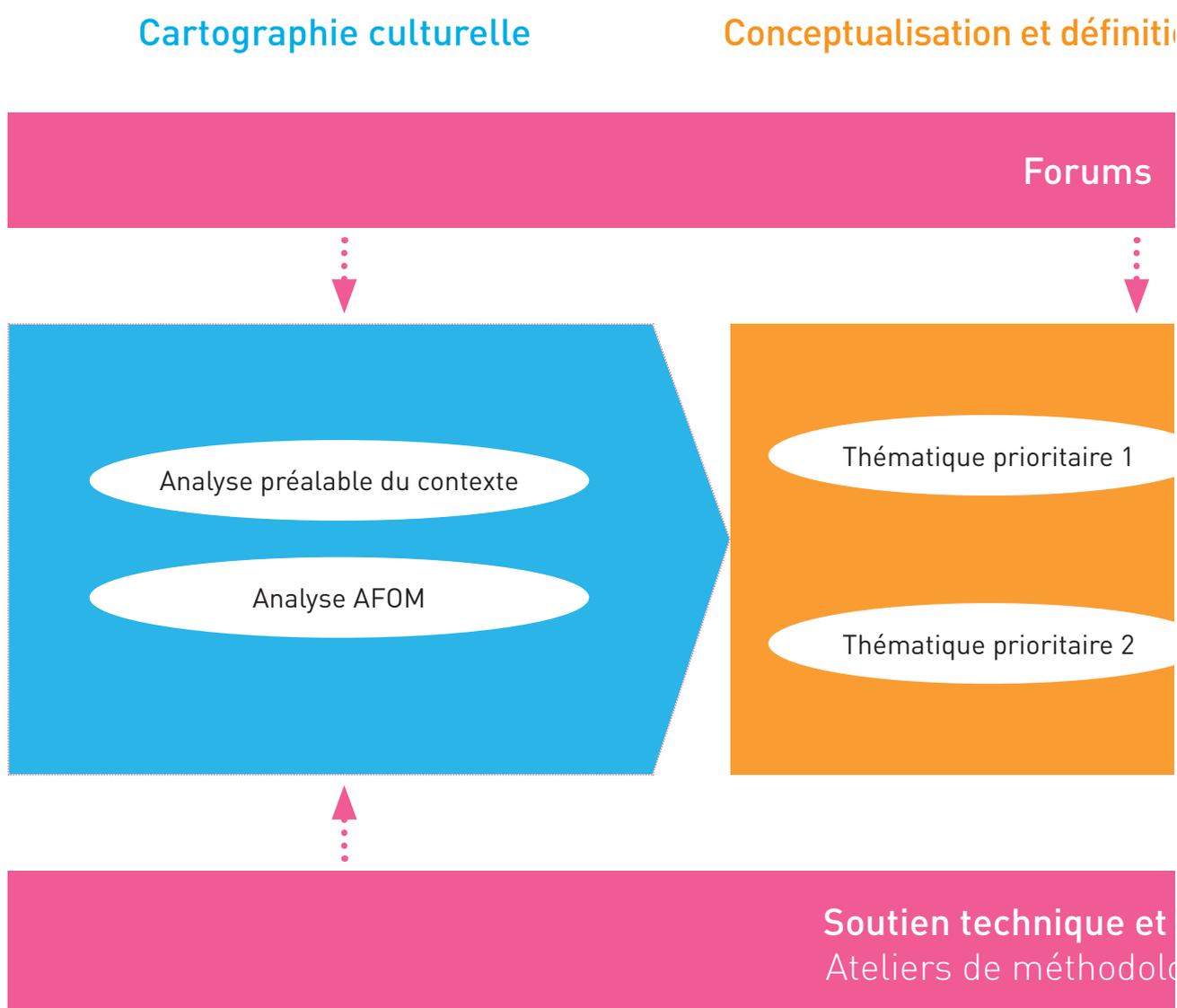
3.1

Un cadre de référence méthodologique pour l'intervention intégrée sur le patrimoine

Cette partie a pour objectif de restituer les apports de l'expérience menée dans les six villes pilotes du projet Montada. S'appuyant sur la spécificité de chacun des contextes (vitalité du tissu associatif, implication des professionnels locaux, préexistence d'initiatives en matière de valorisation du patrimoine culturel, instruments de protection internationaux et nationaux...), il s'agit à terme de préparer « le terrain social » des villes pilotes du projet Montada, pour que des plans et des projets futurs de régénération urbaine puissent être mis en œuvre en concertation et en coopération avec la société civile et l'ensemble de la population. C'est à partir de l'expérimentation locale, adaptant à chacun des contextes d'intervention un schéma méthodologique pré-établi en fonction de la préexistence (ou l'absence) d'une culture participative, et collaborant avec les membres d'une société civile constituée, qu'il a été possible de faire émerger les éléments structurants d'un processus participatif en matière de gestion et de valorisation du patrimoine traditionnel local.

Organisation et déroulement du processus participatif

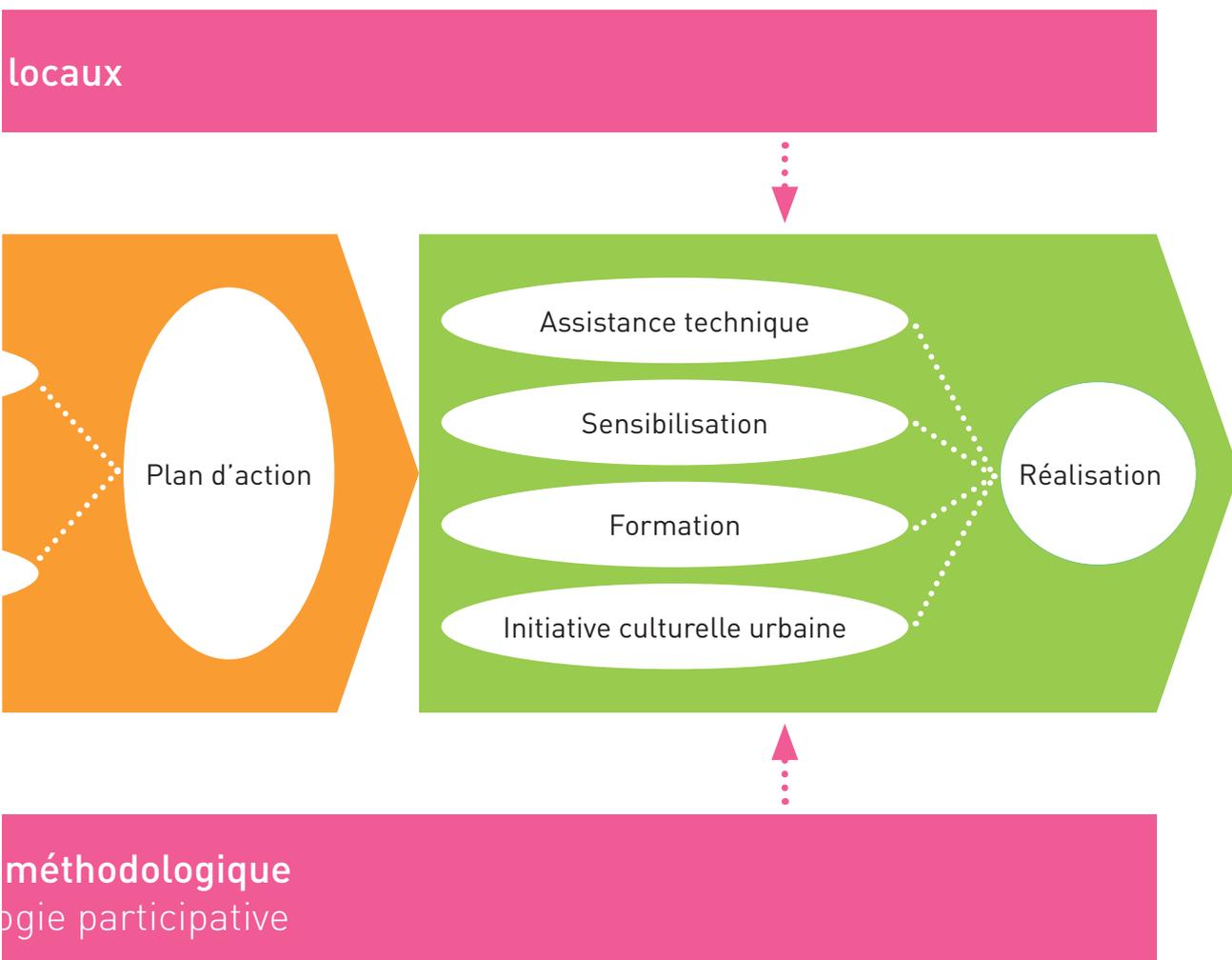
Le processus participatif du projet Montada s'est étendu sur trois ans, période qui a permis de créer le cadre d'une gouvernance locale, de faire émerger ou de consolider une culture participative, et de mettre en place une série d'actions en



faveur du patrimoine culturel. Ce type de démarche gagnerait à être prolongé de manière durable, les temps de la participation, comme des projets de régénération urbaine étant extrêmement longs. La question de la pérennité de telles initiatives est essentielle, et constitue un des défis du projet Montada. Au-delà du cadre restreint du projet, l'objectif est de parvenir à stimuler et promouvoir une culture participative qui s'installe durablement dans les territoires.

Plan du projet d'activités

Mise en oeuvre du plan d'action



Le rôle des forums locaux

Les forums locaux jouent un rôle central dans l'ensemble du processus participatif mis en place. Ils utilisent différents outils et dispositifs afin de parvenir à mettre en œuvre une participation de qualité favorisant l'expression de tous les participants, faisant émerger les idées, les contradictions et les convergences de points de vue. La prise de décision ainsi que l'élaboration des stratégies d'intervention se sont organisés au sein des forums locaux, établissant les prémices d'une gouvernance locale en matière de gestion du patrimoine.

Les membres des forums locaux sont amenés à recueillir les informations permettant d'élaborer le diagnostic partagé du territoire (cartographie culturelle), à définir le projet stratégique (plan d'action), à participer à la mise en œuvre du projet (réalisation d'activités et mise en œuvre du plan d'action), ainsi qu'à son évaluation. Leur implication réelle tout au long du processus constitue une des conditions du bon fonctionnement du projet et de sa pérennité.

Dans un premier temps, les Forums locaux organisent, dans le cadre de l'activité "Rencontres et débats", des réunions périodiques ainsi qu'une série d'activités. Ces dernières, impliquant de manière plus large la population locale, ont pour finalité de sensibiliser la population aux questions de patrimoine local, mais aussi de faire naître le débat sur les enjeux de la préservation de l'architecture traditionnelle. A titre d'exemple, des visites de la ville en compagnie des autorités locales et des habitants, des activités pour les enfants ou des journées de débats ont été mises en place. Cette première étape permet également d'initier la cartographie culturelle en recueillant des informations qualitatives sur le patrimoine

local : définition des nécessités de la ville quant à son patrimoine, mise en évidence des activités de valorisation les plus remarquables, et inventaire qualitatif des éléments du patrimoine matériel et immatériel...

Dans un second temps, les forums locaux offrent un cadre au débat participatif, à la formation, l'élaboration et la prise de décision quant aux enjeux du patrimoine local. Ils assurent enfin la mise en place et le suivi de chaque projet. Ainsi, grâce à l'élaboration collective de la cartographie culturelle, l'implication des différents acteurs est encouragée. Par ailleurs, le choix des deux thématiques prioritaires comme la définition des activités réalisées dans le cadre du plan d'action se faisant au sein des forums locaux, l'appropriation des différentes activités s'en voit favorisée, permettant d'assurer le succès et la qualité des activités lors de leur mise en œuvre.

Par ailleurs, il est important de noter combien les forums locaux bénéficient d'une composition et d'une identité propres, qui reflètent les spécificités de chacun des contextes. De même, la régularité avec laquelle les forums se réunissent comme la qualité des débats menés varient en fonction de chacune des villes. En effet, les jeux d'acteurs et les particularités socioculturelles (rôle des structures étatiques, niveaux de libertés, implication des associations locales, cultures de la participation...) ont une forte influence sur la composition des Forums et la teneur de la dynamique participative. Cependant, la variété des acteurs impliqués dans les six villes concernées reflète la richesse de ce nouvel espace de la gouvernance locale en matière de gestion et de promotion du patrimoine culturel : autorités politiques (ministère de la culture, représentants de la préfecture, élus municipaux,



Le port de Salé et une rue de Kairouan. Le rôle des forums locaux passe de la reconnaissance des caractéristiques du territoire (cartographie culturelle), à la définition du projet stratégique (plan d'action).

responsables de la communauté urbaine), secteurs techniques de la ville (direction de la culture, de l'urbanisme, du tourisme, de la chambre de l'artisanat et des métiers...), professionnels de l'aménagement, du patrimoine et du bâtiment (architectes, inspecteur des monuments historiques, bureaux d'études privés...), secteur de la culture (organisateur de festivals culturels, coordinateurs de ciné-club, écrivains...), de l'éducation et la recherche, commerçants, entrepreneurs, et bien évidemment les nombreuses associations de protection et de valorisation du patrimoine local.

L'apport d'un soutien technique et méthodologique

Les projets de coopération méditerranéenne s'appuient sur un échange d'expériences et de connaissance entre les différentes parties prenantes engagées dans ce type de démarche. L'apport méthodologique est un élément clé, il a été mené dans le projet Montada avec l'intervention des membres de l'équipe internationale d'experts méditerranéens (EIDEM). Les compétences de l'EIDEM recouvrent l'ensemble des disciplines touchant à la réhabilitation et à la restauration du patrimoine. Cette équipe, compétente dans les domaines techniques, scientifiques, culturels, de gestion et de promotion du patrimoine, a pour mission d'élaborer des outils pratiques, applicables sur le terrain et répondant aux besoins définis par les partenaires locaux. Elle se charge également de la diffusion de ces outils à l'échelle de la méditerranée. Cet appui méthodologique est essentiel pour promouvoir l'émergence d'une culture participative, et pour doter les structures locales d'instruments et d'outils de participation citoyenne. Par ailleurs, la définition d'un cadre méthodologique commun permet d'assurer la cohérence du projet à l'échelle

méditerranéenne, facilite les échanges et le partage d'expérience entre les différentes villes pilotes, et favorise son éventuelle transférabilité à terme dans d'autres contextes méditerranéens. Dans le projet Montada, ce soutien technique et méthodologique a été essentiel pour la mise en place des ateliers de méthodologie participative mais également lors de la mise en œuvre du plan d'action, grâce à l'intervention de différents experts méditerranéens aux activités de formation et d'assistance technique réalisées.

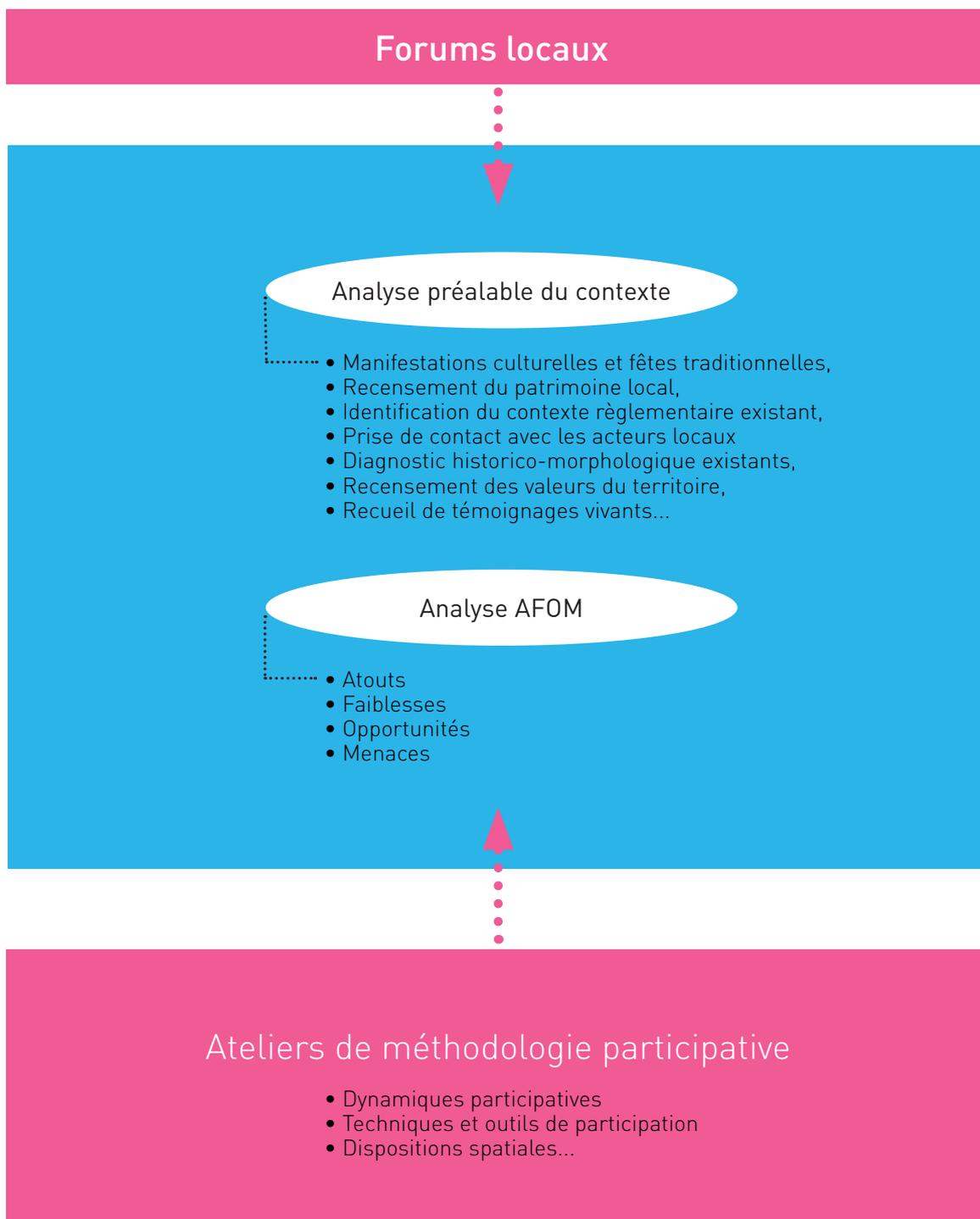
Les étapes du processus

La cartographie culturelle, un diagnostic partagé du contexte local

On déplore souvent le manque de prise en compte des pré-existences du contexte local dans la mise en place de projets de revitalisation urbaine. Le contexte politique, social et culturel des villes est en effet très divers et il est souvent difficile d'appliquer des solutions identiques dans différentes situations. Les spécificités de chaque ville, dévoilée lors de la cartographie culturelle, ont été le fil conducteur de l'ensemble du processus (vitalité des politiques culturelles, rôle de la société civile, expériences préalables en matière de préservation du patrimoine etc...).

La cartographie culturelle, réalisée et coordonnée par les acteurs locaux-réunis au sein des forums locaux- constitue donc la première étape du processus. Elle vise d'une part à établir une base de connaissance commune du patrimoine traditionnel de la ville, à définir une analyse des enjeux locaux, et à formaliser des pistes d'approfondissement résultant des débats menés. A l'issue de cette étape de cartographie

Cartographie culturelle



culturelle, durant en moyenne 3 à 4 mois, deux thématiques prioritaires sont choisies par les forums locaux.

Conceptualisation et définition du projet d'activités

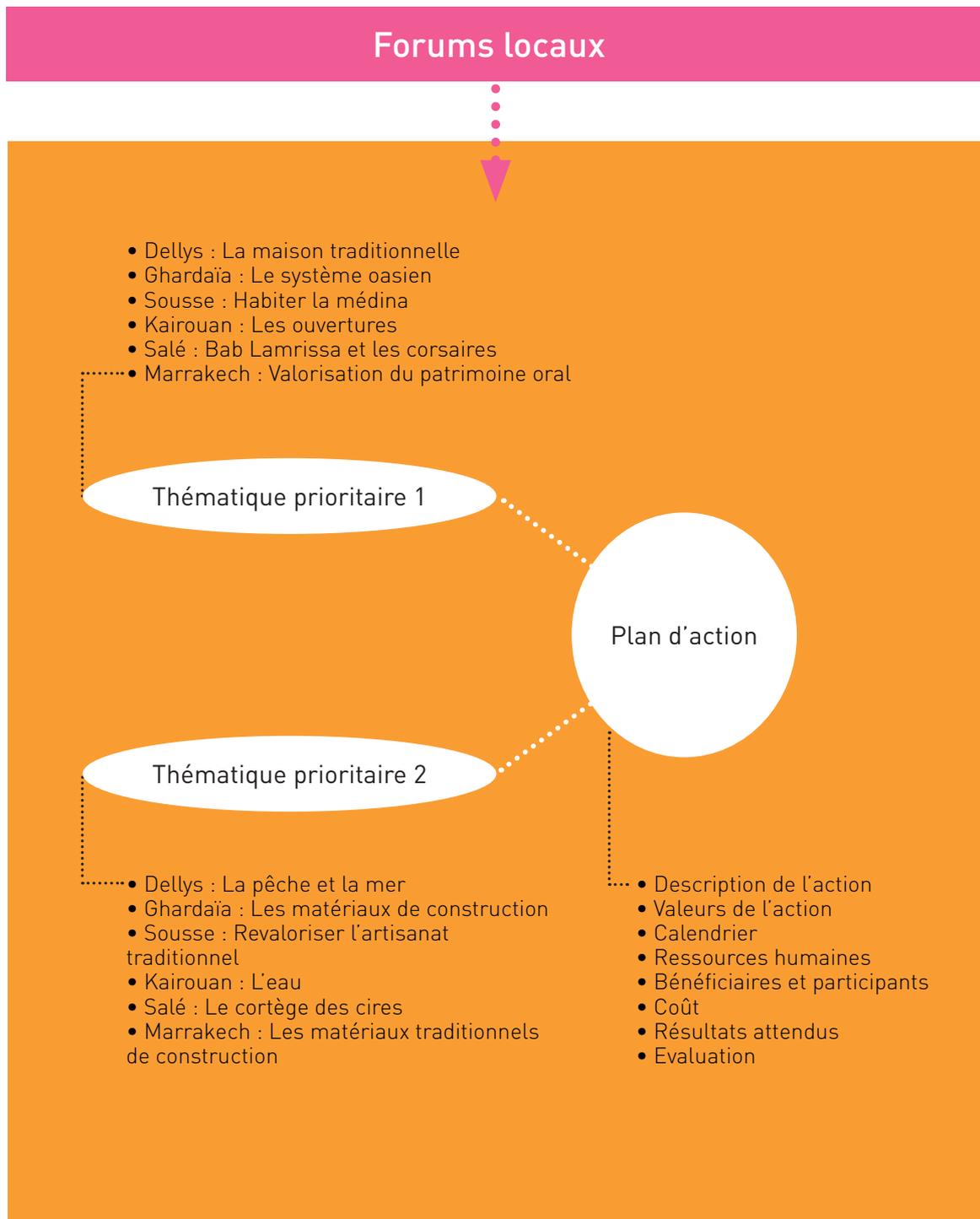
Le temps de la conceptualisation du projet d'activités est un temps fondamental renvoyant à la planification d'une stratégie d'intervention sur le patrimoine culturel. La planification représente le processus par lequel sont reliés les agents, les objectifs, les activités, les ressources et les résultats attendus du projet. Ainsi, à la suite d'une période de débats ouverts et de propositions multiples que constitue la cartographie culturelle, le projet d'activités se structure donc dans un plan d'action élaboré à partir des deux thématiques prioritaires. La conceptualisation et la définition du plan d'action joue le rôle de transition entre le diagnostic partagé et les perspectives concrètes d'intervention, incitant à prioriser les différentes activités proposées et vérifier leur faisabilité.

Mise en œuvre du plan d'action

Le plan d'action structure les différentes activités à réaliser selon les dimensions suivantes : description de l'action, calendrier, public touché, coût de l'action, type de diffusion prévu etc...chacune des villes est ensuite amenée à réaliser les différentes activités prévues dans le plan d'action, veillant à promouvoir la participation du plus grand nombre, et diffusant l'impact des différentes interventions sur le contexte local.

Ces derniers s'organisent autour d'une structure commune à chacune des villes du projet Montada, afin de pouvoir faciliter

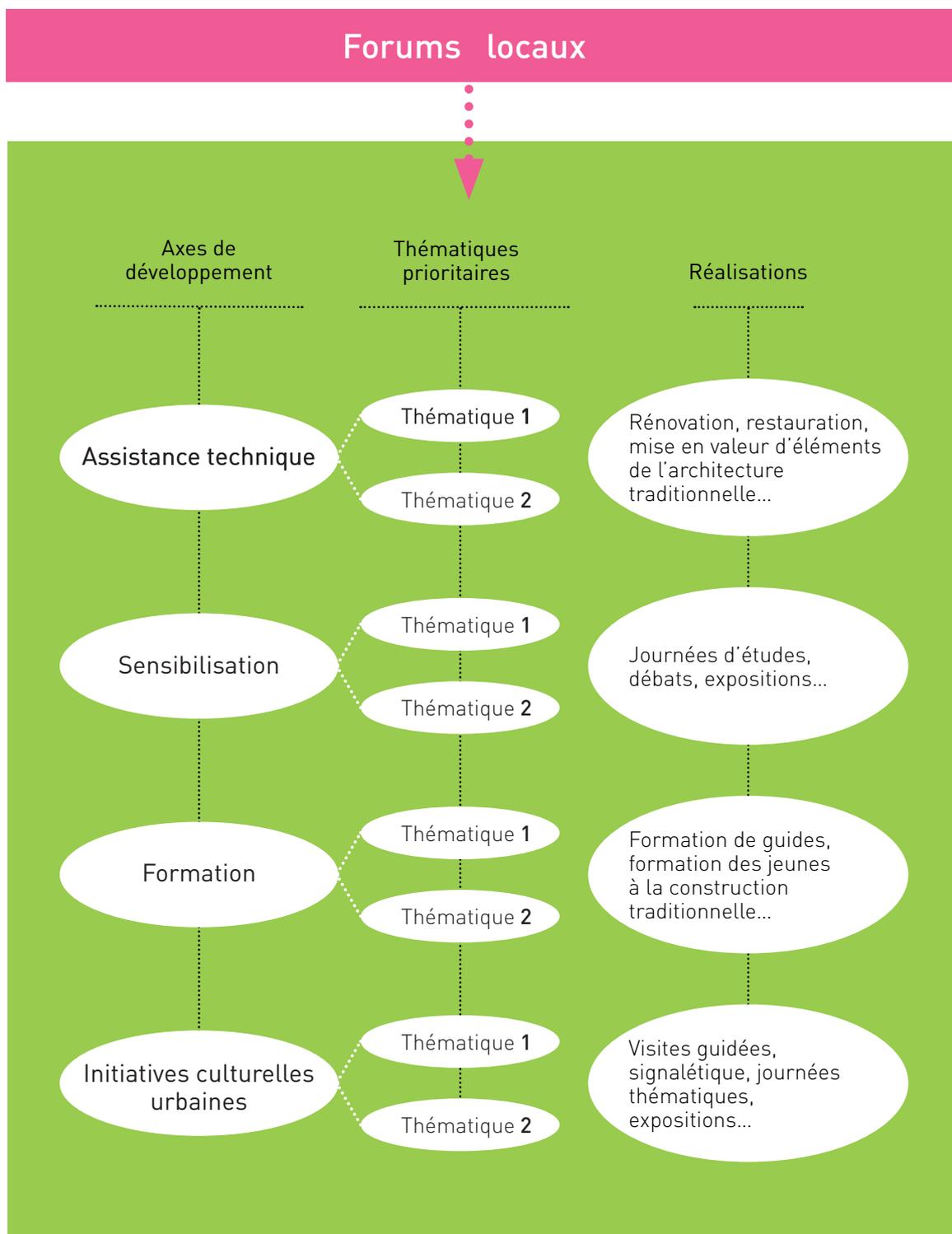
Conceptualisation et définition du projet d'activités



les échanges d'expérience à posteriori et l'analyse plus approfondie du processus mis en place.

Enfin, les forums locaux définissent au préalable les modalités d'évaluation en fonction du type d'activité, du public cible, du type de support de diffusion utilisé etc... La viabilité et la légitimité de certaines activités au moment de la rédaction du plan d'action est parfois revue en fonction de modifications du contexte. A terme, la réalisation des activités est évaluée à partir des éléments matériels produits (CD-ROM, publication de guide...), de la participation à ces activités (qui l'a réalisée et comment ?, combien de personnes y ont participé ? quel type de public a été touché ? etc...).

Mise en oeuvre du plan d'action



La dynamique des ateliers de méthodologie participative

Promotion d'un contexte participatif

Les ateliers, conduits par des experts de l'EIDEM, ont pour fonction d'apporter un appui technique et méthodologique à la dynamique du processus participatif de Montada. Leur rôle peut être différent selon les contextes : sensibilisation aux spécificités des dynamiques participatives et formation aux méthodologies correspondantes, soutien technique pour l'élaboration de l'analyse AFOM et la définition des thématiques prioritaires, mise en place des prémices de l'élaboration du plan d'action... Les éléments produits lors des ateliers de méthodologie participative (compte-rendu de débats, analyse AFOM, lignes directrices du plan d'action...) sont ensuite amenés à être complétés et enrichis au sein des séances des forums locaux. Les débats menés autour de la question du patrimoine local favorisent l'émergence d'autres formes de participation, qui ne sont pas établies selon la hiérarchie des classes politiques existantes mais basées sur la valeur des idées personnelles et la participation réelle de tous.

Ces séances ont permis en particulier de fournir aux participants des outils pratiques de participation, afin de :

- Recueillir les résultats des Forums de chaque ville dans un cadre méthodologique et un langage commun aux trois pays,
- Mener une réflexion où chacun puisse disposer d'un espace de participation,

- Enrichir le projet en lui apportant des perspectives complémentaires sur les enjeux présents et les défis du futur, notamment par l'utilisation de la méthode AFOM et pour l'élaboration en commun du programme d'actions,
- Se pourvoir de techniques participatives à partir de l'expérience vécue dans les ateliers de méthodologie participative, en complément des méthodes dont sont dotées les communautés locales.

Déroulement et dynamique des ateliers participatifs

L'atelier s'attache à articuler divers dispositifs participatifs, aux objectifs et dynamiques différentes, permettant que l'ensemble des participants puisse s'exprimer et voir ses idées se matérialiser dans un programme d'activités cohérent et viable, porté par tous. On distingue ainsi les temps d'explication générale et de mise en commun des phases actives et ouvertes de proposition ou des phases de participation restreinte en groupe.

L'avancement du processus participatif local

La première activité des ateliers consiste à faire un point sur les travaux effectués jusqu'à présent par les forums locaux, notamment l'analyse AFOM, afin d'adapter le déroulement de l'atelier à l'état d'avancement du processus local. Après un bref rappel méthodologique sur l'analyse AFOM, un point sur cette dernière est effectué. Dans le cas où l'analyse AFOM est réalisée, elle fait l'objet d'échanges avec les nouveaux venus dans l'atelier participatif, (comme ce fut le cas de Kairouan



Reunion de citoyens de Sousse, et atelier de Ghardaïa. Les débats menés autour de la question du patrimoine local favorisent l'émergence d'autres formes de participation.

et Sousse). Pour les villes qui n'en sont pas encore dotées, l'élaboration collective et brève de l'analyse AFOM est réalisée, afin que les forums locaux puissent ensuite la terminer lors des séances suivantes (ce fut le cas de l'Algérie et du Maroc).

Hiérarchiser et définir les priorités d'intervention

Dans un second temps, l'objectif est d'aboutir à une décision partagée par tous sur le choix de deux thématiques prioritaires, issues des forums locaux, structurant les futures activités à développer dans le cadre du projet. Les discussions s'effectuent en groupes de 3 à 6 personnes et permettent de faire émerger des propositions d'actions concrètes ou d'activités qui pourraient être développées en lien avec les thématiques prioritaires. La constitution des groupes veille à respecter la diversité des fonctions, leurs compétences, genres etc... présents lors de l'atelier. Un groupe peut être ainsi constitué d'un architecte, un enseignant, d'un ingénieur et de membres de la société civile. Les propositions recueillies dans chaque groupe sont ensuite présentées par son représentant et mises en commun, puis synthétisées de manière collective.

Définir le programme d'activités

Cette 3ème phase permet d'entrer réellement dans la planification du projet, matérialisée par le plan d'action, cherchant à initier la mise en place du programme d'activités autour des 2 thèmes porteurs choisis, en développant les idées d'activités produites au sein des groupes. Ces activités correspondent aux 4 dimensions du projet : assistance technique, sensibilisation, formation et initiative culturelle urbaine.

Il s'agit d'une phase importante dans la dynamique participative, étant donné que les participants mettent leurs idées préalablement définies à l'épreuve d'une réalisation concrète et d'une faisabilité au sein du projet Montada.

Cette étape permet de générer une prise de conscience collective quant aux contraintes de temps, de ressources humaines et matérielles disponibles...L'objectif étant de concevoir un programme d'activités ayant un impact majeur sur le développement de la ville, à travers l'implication et la participation de la population. Ainsi, les participants sont amenés à sélectionner les activités plus à même de favoriser l'implication des habitants dans la préservation de leur patrimoine local, en adéquation avec les objectifs du projet Montada et la volonté de toucher un nombre de bénéficiaires le plus large possible.

Cette dernière phase est élaborée grâce à de grands tableaux muraux reprenant sous forme de matrice les différentes dimensions du programme. En composant collectivement le tableau, remplissant à l'aide de post-it les différentes cases, les participants obtiennent une vision globale d'un possible développement du programme d'action, cherchant à atteindre une cohérence et faisabilité de ce dernier.

La démarche est organisée afin d'assurer que l'ensemble des participants puissent s'exprimer à travers une méthode structurée de participation. Après avoir recueilli l'opinion de chaque participant lors d'un travail en groupe, les idées sont recueillies et analysées, veillant à mettre en valeur l'enrichissement et les perspectives complémentaires durant le projet. Enfin, l'ensemble de ces idées sont matérialisées dans un programme cohérent et viable, défini de manière consensuelle et intégrant les défis du futur.

Les plans d'action font l'objet d'un approfondissement et d'une définition opérationnelle à l'issue des ateliers de formation pour la participation.

En guise de conclusion, une brève synthèse des résultats obtenus visibles sur les panneaux et une réflexion sur l'évaluation de la journée, la satisfaction des participants et l'intérêt de la méthode participative pour le projet de chaque ville sont effectuées.

L'élaboration des plans d'action

Chacune des villes du projet Montada a réalisé un plan d'action définissant les conditions de mise en œuvre des différentes activités selon un schéma commun aux six villes. Outre les questions générales de temps, personnes impliquées, public ciblé, résultats attendus etc... les activités proposées dans les plans d'action de Montada ont été organisées selon quatre axes :

- Activités d'assistance technique consistant en l'apport d'un appui technique afin d'engager la mise en œuvre locale de projets de réhabilitation intégrée.
- Activités de sensibilisation, qui mettent en place une série d'initiatives visant à promouvoir l'identification et la reconnaissance commune des qualités patrimoniales de la ville, à travers expositions, débats, visites...
- Activités de formation, consistant en conférences, séminaires ou autres activités de formation adressées au public cible qui



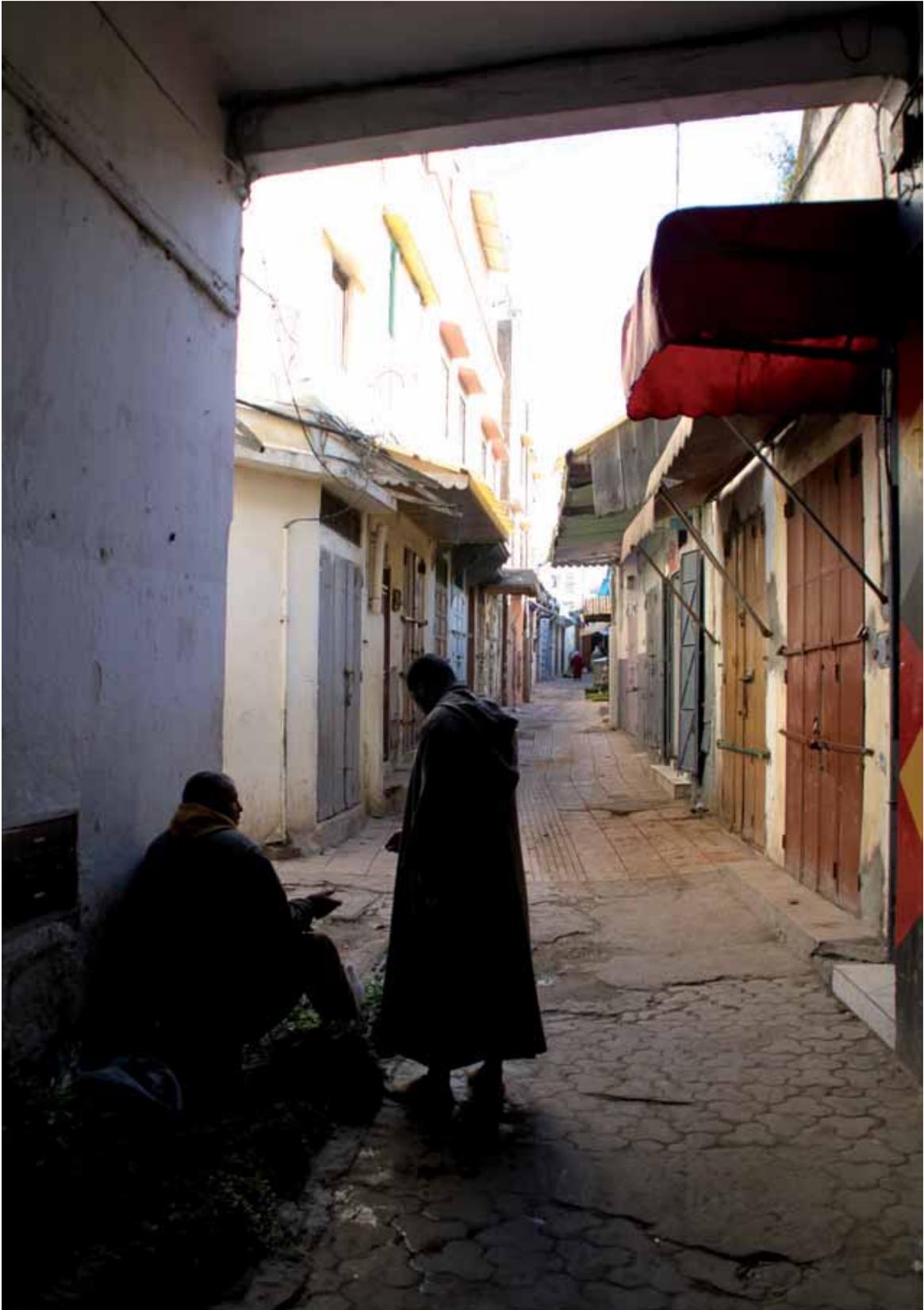
Visite de Sousse et réunion du forum de Ghardaïa. Les membres des forums locaux ont réalisé un plan d'action définissant les conditions de mise en œuvre des différentes activités.

a été défini préalablement entre les agents culturels et du tourisme, les artisans ou professionnels de la réhabilitation.

- Initiative culturelle urbaine, qui correspond à une action destinée à l'appropriation du patrimoine par la population et à la valorisation de l'architecture traditionnelle et/ou sa promotion pour les visiteurs et les touristes (fêtes thématiques, itinéraires, parcours patrimoniaux...).

Au total, de nombreuses activités ont été avancées et réalisées dans chaque ville. La diversité des actions proposées permet de favoriser le caractère intégré du projet, et d'élargir au maximum l'éventail des problématiques et des publics touchés.

A travers les plans d'action s'esquisse dans chacune des villes un projet local de préservation et de valorisation du patrimoine traditionnel structurant autour des thématiques prioritaires un cadre de d'intervention et de gestion du patrimoine local. Circonscrits par le cadre du projet Montada, les plans d'actions gagneraient à être intégrés dans un processus pérenne et durable de politique de préservation du patrimoine.



Salé. Maroc

3.2

Les expériences des villes pilotes

Après avoir présenté le cadre méthodologique de travail ayant été défini durant le projet Montada, cette partie vise à rendre compte de la manière dont ce cadre méthodologique commun a été mis en œuvre dans chacune des six villes pilotes. À l'évidence, la spécificité de chacun des contextes d'intervention (culture participative, enjeux à affronter, particularité des ensembles urbains à sauvegarder, politiques préexistantes en matière de préservation du patrimoine...) conditionne la dynamique participative. Le contenu des plans d'actions varie lui aussi, ces derniers étant définis à partir d'une première phase de cartographie culturelle spécifique à chaque ville et organisés autour des deux thématiques prioritaires choisies par les forums locaux. Les acteurs impliqués varient également selon leur nombre, leur diversité, ou leur caractère mobilisateur. La qualité des débats, la richesse du contenu des plans d'actions et l'efficacité de mise en œuvre des activités sont autant d'éléments qui, nous allons le voir, constituent la richesse de ce projet visant à relocaliser l'action sur le patrimoine traditionnel.



Dellys

Du passé florissant au délaissement, comment impulser une nouvelle dynamique de développement local ?

Dellys est une ville côtière située sur un contrefort rocheux à l'extrême Est de la Wilaya de Boumerdès, à environ 100 km à l'Est d'Alger. Bien que rattachée administrativement à la wilaya de Boumerdès après 1984, la ville fait partie intégrante du territoire culturel Kabyle, et constitue son unique port. Elle a d'ailleurs longtemps attiré les kabyles provenant de l'intérieur des terres qui venaient y passer leurs vacances au bord de l'eau, pratiquant le sport nautique et autres loisirs. La commune compte aujourd'hui 29492 habitants, dont 19438 résident dans l'agglomération principale. Le noyau historique, prolongé par les urbanisations plus récentes, s'étire entre la montagne de Bouarbi et la mer, où les falaises du cap Bengut plongent dans la Méditerranée.

Dellys a été fondée par les carthaginois, puis consolidée par les romains qui en firent une cité importante de la méditerranée, Rusuccurus. La Casbah de Dellys a un caractère original et unique dans la mesure où la sédimentation des différentes phases historiques d'occupation et de consolidation de la ville est clairement lisible : de la muraille romaine à l'influence des constructions ottomanes, en passant par l'architecture coloniale française et les maisons traditionnelles berbères, le patrimoine bâti hérité reflète la richesse culturelle de ce territoire. C'est donc

l'articulation entre un site exceptionnel et un riche héritage historique et culturel qui fait la particularité de Dellys.

Malheureusement, depuis plusieurs dizaines d'années la ville est soumise à un processus de marginalisation qui résulte de différentes dynamiques locales. Le séisme ayant touché la ville en 2003 n'a pas participé à réduire le délaissement de celle qu'on appelait « Dellys la coquette », bien au contraire. La commune demeure encore aujourd'hui isolée pour des raisons géopolitiques spécifiques à l'Algérie : les mesures de sécurité prises pour lutter contre le terrorisme islamique qui a sévit dans la région dans le courant des années 1990-2000 limitent fortement l'accès à ce territoire. Les dellyssiens déplorent cette situation qui a contribué à retarder, si ce n'est bloquer le développement économique et social local basé sur les relations avec les territoires voisins, mais également sur le tourisme. Par ailleurs, la situation économique est aujourd'hui difficile, les activités agricoles, de pêche et artisanales, autrefois ressources économiques importantes sont aujourd'hui déclinantes. Le séisme de 2003 a profondément affecté le noyau historique de cette ville, et l'ampleur des dégâts n'a fait qu'allonger la liste des interventions nécessaires sur le cadre bâti comme sur le contexte économique et social, modifiant les priorités d'intervention et d'investissement. L'adoption en 2007 du secteur sauvegardé de la Casbah de Dellys constitue une première initiative visant à impulser et encadrer la réhabilitation du centre historique.

La spécificité du contexte dellyssien doit faire l'objet d'un effort particulier d'intervention intégrée permettant d'affronter la complexité de ce contexte : situation politique, catastrophe naturelle, dégradation progressive du cadre bâti, faible reconnaissance du patrimoine local et de son potentiel,

situation économique et sociale fragile... Dans la continuité de la mise en place du secteur sauvegardé en 2007, le projet Montada vise donc à impulser une dynamique de préservation intégrée du patrimoine dellyssien. Entre urgence d'intervention et projet pérenne de préservation du patrimoine local, le projet Montada vise à impulser un développement urbain, social et économique durable, profitable à tous. Il s'agit d'une impérieuse nécessité invoquée par de nombreux acteurs locaux, et dont les modalités de mise en œuvre et de suivi doivent faire l'objet d'une attention particulière.

La dynamique participative

En préalable au développement d'une réflexion sur la dynamique participative qui a été mise en place dans la ville de Dellys, il est important de souligner combien le caractère isolé de cette ville a conditionné la portée de la dynamique participative développée dans le cadre du projet Montada. L'isolement de la ville ne facilite en rien le travail en réseau, l'échange et le partage d'expériences qui fondent les valeurs du projet Montada, notamment l'intervention d'experts extérieurs (tels que l'EIDEM) pouvant fournir un appui technique et méthodologique dont la ville a besoin. Les conditions difficiles d'intervention ont parfois mis en péril la légitimité de la ville de Dellys à participer au projet Montada, alors même que l'intervention intégrée sur le patrimoine local s'y veut extrêmement pressante. A titre d'exemple, l'atelier de méthodologie participative a dû être délocalisé dans la ville d'Alger, où 8 personnes ont pu se déplacer pour y participer. La situation géopolitique a par conséquent influé sur la participation des dellyssiens et sur la diffusion d'une telle initiative auprès des populations locales. La justification



d'une intervention dans ce type de contexte s'en voit renforcée, rompant le cercle vicieux de l'isolement et du délaissement.

En dépit de ces difficultés, les membres du forum local ont su assurer une implication constante et de qualité dans le processus participatif, et la dynamique mise en œuvre a reflété une réelle volonté de prendre part à la transformation de leur cadre de vie.

Dans le cas de Dellys, les activités proposées sont principalement articulées autour d'un préalable fondamental de connaissance et de découverte de la ville (visites, expositions...) et des initiatives déjà engagées en matière d'intervention sur le patrimoine bâti (secteur sauvegardé). Par ailleurs, les activités proposées se sont focalisées sur la nécessaire formation de l'ensemble de la population, focalisant particulièrement sur les jeunes générations afin d'impulser une dynamique de développement local basée sur le patrimoine (formation aux techniques et à l'utilisation des matériaux traditionnels, formation de guides de la mer...).

Les enjeux particuliers ayant émergé de la dynamique participative de Dellys sont les suivants :

Rompre avec l'isolement et la dévalorisation de la ville

Nous l'avons vu, l'histoire du territoire dellyssien est d'une grande richesse, le « territoire » étant entendu dans sa forme la plus complète, intégrant les caractéristiques géographiques, urbaines, culturelles, économiques et sociales qui le fondent. Paradoxalement, la communauté locale manifeste une grande difficulté à évaluer la qualité de ce territoire et à prendre en considération le potentiel que représente le patrimoine

bâti de leur ville. Un processus de dévalorisation progressif s'est opéré, dû à la convergence de différents facteurs : marginalisation de la ville et perte de son potentiel touristique et économique lors de la période des attentats terroristes, prolongée par les mesures de sécurité actuelles ; constante dégradation du cadre de vie, fortement aggravées par le séisme de 2003... La prise de conscience de la part de l'ensemble de la communauté locale du caractère exceptionnel de la ville historique de Dellys, sa revalorisation et l'appréhension du potentiel qu'elle représente constitue un des enjeux centraux ayant été porté par le projet Montada. C'est en participant à ce type d'initiative, rompant l'isolement de la ville, favorisant le partage d'expériences et la coopération entre différents acteurs que Dellys parviendra à impulser une dynamique de développement local pérenne et soutenable.

Doter les acteurs locaux de connaissances et d'instruments permettant d'affronter la complexité des enjeux

Plus que dans d'autres contextes, les membres du forum local de Dellys ont manifesté la nécessité d'obtenir un appui extérieur technique et méthodologique afin de mener à bien ce type de dynamique, et assurer la pérennité du processus. L'analyse AFOM a en cela révélé un « manque d'expérience, d'implication, de savoir-faire » local et la nécessité de mettre en place un processus de sensibilisation et de formation permettant d'initier des actions tangibles en matière de réhabilitation intégrée. A ce jour, une première étape, bien que minime, a été franchie grâce au projet Montada, mais elle gagnerait à être approfondie et enrichie, dotant de moyens spécifiques (humains et matériels) une telle initiative.

Porter une réflexion multiscale

L'enjeu de la réflexion multiscale consiste à s'appuyer sur les réalités locales de la ville de Dellys, en prenant en considération le potentiel que constituent des dynamiques territoriales plus larges pour le développement local. Cette question renvoie à une réelle nécessité, manifestée par ailleurs dans l'analyse AFOM, de resituer le débat du patrimoine local de Dellys dans un contexte élargi, au cœur des enjeux métropolitains de la ville d'Alger. Rompant avec son caractère isolé, la ville de Dellys pourrait parvenir à mettre en œuvre une politique de restauration et de valorisation du patrimoine par de micro-interventions urbaines articulées à une stratégie territoriale de développement économique et social.

La cartographie culturelle de Dellys

Analyse préalable du contexte

Manifestations culturelles et fêtes traditionnelles	Patrimoine matériel et immatériel	Identification du contexte réglementaire existant
<p>Dellys subit aujourd'hui une carence en offre d'activités culturelles, fêtes, foires et festivals. Le marché hebdomadaire, le souk, a été supprimé au cours des dernières années. Il s'agissait pourtant d'un moment d'échange économique et culturel essentiel entre la population locale et les communes voisines. L'écrivaine Yasmina Chaid-Saoudi évoque l'époque des foires locales : « les habitants rapportent que depuis très longtemps des festivités se tenaient au printemps de chaque année. Ils appelaient cette fête annuelle «Erkab». Chaque printemps, la population assistait à l'arrivée de caravanes des musiciens et d'interprètes d'Alger, qui passaient des nuits entières à jouer des morceaux de musique arabo andalouse... »</p>	Restes phéniciens : vestige de mur, stèle carthaginoise, tombes puniques.	Secteur sauvegardé, adopté en 2007, qui figure parmi les cinq premiers secteurs sauvegardés promulgués en Algérie (Décret n.07-276 du 18 septembre 2007).
	Restes romains : anciens remparts romains, les citernes romaines de Sidi Soussan, les mosaïques.	
	Le phare de Bengut.	
	Le marabout de Sidi el Boukhari.	
	Le port.	
	Le lycée technique.	
	Le siège de l'APC et sa placette.	
	Le CEM Mohamed Iounis.	
	L'excinéma El'amel.	
	Le jardin el'djnina.	
	La zone des cimetières.	
	Les 6 portes des remparts : des jardins, d'Assouaf, d'Alger, d'Isly, d'Austerlitz et de la Kabylie.	
	L'hôtel le beau rivage.	
	Les maisons de la Casbah en maçonnerie de pierre et leurs toitures en tuiles romaine rouge.	
	La fabrication de l'osier (Patrimoine immatériel)	

acteurs locaux

APC (Assemblée populaire communale de Dellys)

CFPA (Centre de formation professionnel et d'apprentissage)

Association ASCA (Académie de société civile Algérienne)

Association culturelle et scientifique des activités subaquatiques «DELFINE»

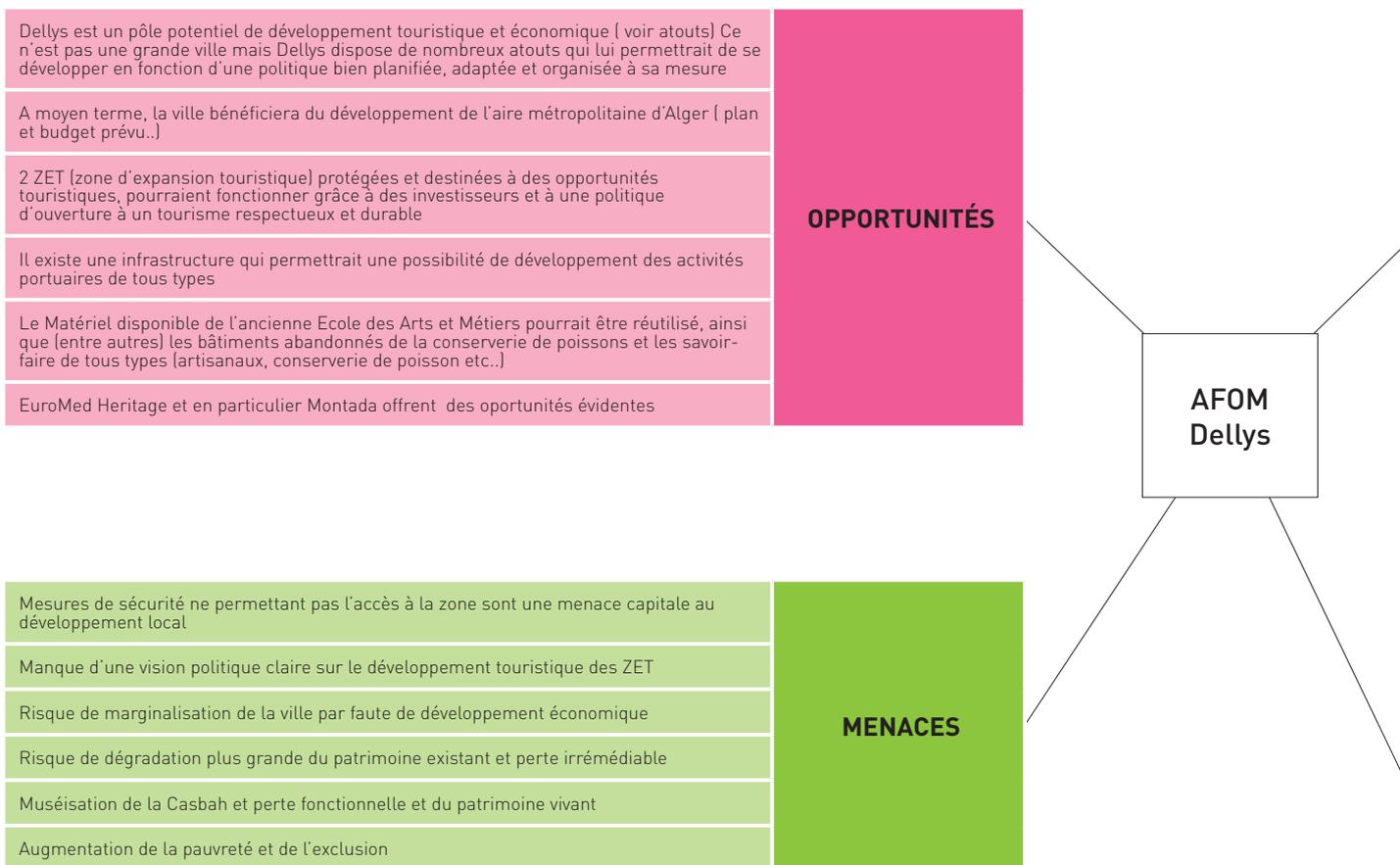
Association des amis de la casbah

Bureau d'architecture et d'urbanisme

Associations sportives

La cartographie culturelle de Dellys

Analyse AFOM*



* Analyse AFOM réalisée en juin 2010

ATOUTS	Patrimoine immatériel	Les habitants sont fiers de leur ville	
		Le goût pour la musique (à chaque maison il y avait un musicien). Fêtes musicales.	
		La gastronomie : poisson, gâteaux Tcharek	
		Sens de l'hospitalité	
		Diversité linguistique	
	Patrimoine matériel	1) Situation géographique stratégique	A proximité d'Alger (100 kms) et fait partie de son aire métropolitaine
			A proximité de Tiziouzou et 150 kms de Bedjaia
			Fait partie du bassin méditerranéen, ville maritime avec des accès importants
			Première ville de la grande Kabylie
		2) Environnement	Le climat exceptionnellement doux en été
			Entre la mer et la montagne, forêt et fleuve de Oued Sebaou (lieu mythique)
			Protégé par des lois
			Géologie particulière : traces de volcanisme sous-marin (roches de basalte)
			Vues panoramiques
			Sources d'eau facilement exploitables
		3) Economique	Port de pêche, commercial, de plaisance et militaire
			Chantier naval, fabrication d'embarcation de pêche
			L'activité de pêche est exploitée à 100 %
			Ancienne conserverie désaffectée récemment avec potentiel humain en conserverie de poisson
		4) Artisanat	Savoir faire artisanal : vannerie (panier et chapeau), poterie, art culinaire (gâteaux de Dellys tressés en couronne, couscous au thon)
		5) Architecture	Casbah, vieille ville classée Secteur Sauvegardé
			Phares de Dellys
			Mur d'enceinte stratifié
			+ liste patrimoine
		6) Immatériel	Habitants fiers de leur ville
			Renommée scientifique
Sens de l'hospitalité, pacifisme de la population mettant à l'aise le visiteur			
Richesse linguistique			
Penchant de la ville pour le sport			
Festivals culturels du 4 au 9 juillet des proverbes et musique			
Un tissu associatif actif (association Delphine dans le Forum) et une habitude à la participation au niveau de l'école			

FAIBLESSES	Restriction actuelle de l'accès au port (limitation militaire et digue flottante en construction, investissement difficile), port de plaisance non-utilisé
	Usine de conserverie fermée
	ZET blocage de la construction de ces zones depuis 1988, organisme de gestion centralisé
	Patrimoine architectural fortement dégradé ou abandonné, en parti à cause du tremblement de terre par les autorités ou propriétaires
	Manque de reconnaissance par la population de la valeur de leur patrimoine
	Pas d'expériences en réhabilitation intégrée
	Manque d'implication des acteurs politiques, citoyens et propriétaires dans la réhabilitation
	Manque de savoir faire technique dans le domaine du bâti traditionnel
	Peu ou pas de disponibilité de matériaux de construction traditionnelle (briques, tuiles de terre cuite, carrières de pierre et de chaux, menuiserie traditionnelle)
	Manque de motivation et septicisme quant à la capacité du projet à apporter un quelconque changement à la situation actuelle
	Manque d'expérience dans ce type de projet



Plan d'action de Dellys

Les thématiques prioritaires mises en évidence par le forum local renvoient à deux éléments structurants du paysage urbain historique de Dellys : la maison traditionnelle, et la pêche et la mer. Il s'agit à l'évidence de deux thèmes ayant joué un rôle important dans la construction identitaire de la ville : l'architecture traditionnelle de la Casbah reflétant à la fois l'héritage historique de la formation de la ville et le savoir-faire constructif local, tandis-que la mer et la pêche font partie intégrante du cadre naturel et des activités quotidiennes de la population locale. Il s'agit de deux thèmes ayant une valeur symbolique, patrimoniale, mais également constituant de réels leviers d'un développement économique local (métiers d'artisanat local, de la construction, de la pêche, du tourisme etc...).



■ Bâti de la ville ancienne





La maison traditionnelle

Les maisons traditionnelles de la ville historique de Dellys sont situées sur le flanc Est/ Sud-Est d'un bas promontoire qui constitue la chute de la ligne de crête continue. Ce mode d'occupation renvoie aux modes d'occupation que l'on retrouve dans les territoires maghrébins.

La maison traditionnelle de la casbah de Dellys est de type à cour, appelée également « maison à patio », une typologie répandue dans l'espace méditerranéen. C'est une maison semi urbaine à deux niveaux, construite avec des matériaux locaux comme la pierre taillée équarrie pour les murs et la tuile canal en terre cuite pour la toiture.

On accède à la maison par une chicane (appelé localement Skifa) qui donne sur la cour ou le west e-ddar appelé aussi el-houch ; c'est l'espace le plus fréquenté de la maison, lieu de socialisation et de convivialité ; la cour est entourée d'une galerie à arcades ; on y trouve un puits et un ou plusieurs escaliers en pierre qui desservent l'étage supérieure.

Le jardin, connu localement sous le nom de Ryadh est aussi un élément très important de la maison traditionnelle Dellysienne ; on y plante des arbres fruitiers des fruits et légumes et aussi beaucoup de fleurs ; citronnier, oranger, figuier, néflier, grenadier, pied de vigne sont les arbres emblématiques des jardins Dellysiens.

L'ensemble de ces maisons forme un ensemble urbain compact organisé selon un maillage de rues et ruelles sinueuses, pavées de pierre.



La mer

Dellys est une ville côtière méditerranéenne dont le développement a été tourné vers la mer depuis l'installation des phéniciens jusqu'à aujourd'hui. L'aménagement du port est à ce titre un des éléments importants du paysage urbain historique de Dellys. Durant la période turque au XIX^{ème} siècle furent construits les débarcadères en bois situés à l'Est qui seront remplacés sous l'époque coloniale par un port en dur. La construction de la jetée avec agrandissement du port, bien protégé des vents d'Ouest et du Nord-ouest, destiné au petit cabotage mais aussi au sport nautique, ainsi qu'une ligne ferroviaire allant jusqu'au port de Dellys, ont permis un développement des activités liées à la mer. De plus, une des activités principales de la ville a longtemps été la pêche, beaucoup de dellyssiens étant marins ou fellahs.

Recueil de témoignages vivants

Le blé de la mer

Chaque jour dès l'aube et parfois en pleine nuit, dans le froid et la pluie, comme en période de canicule, des enfants, souvent très jeunes, viennent au port attendre le retour des sardiniers, resquillant, malgré les sentinelles, policiers et militaires, pour ramasser quelques sardines à revendre en ville. Il s'agit d'une vieille tradition caritative devenue moyen de subsistance, par la force des choses et les difficultés de plus en plus grandes éprouvées par les gens à subvenir aux besoins élémentaires de la vie.

Désormais des enfants, au même titre que les adultes, essaient de gagner de l'argent, en se rendant au port, été comme hiver, dès l'aube ou en pleine nuit, afin de glaner les sardines tombées sur le pont des sardiniers, abîmées souvent, mais pas toujours.

Une vieille tradition de Dellys, oblige les capitaines des sardiniers à ne pas s'opposer à tous les enfants, adolescents ou même des hommes, qui viennent

tantôt à l'aube et quelquefois en pleine nuit, quémander de la sardine, pas seulement en restant strictement au bord du quai, mais en sautant sur le pont des barques, avant même qu'elles aient achevé leur accostage !

Dès l'arrivée des grosses barques, souvent en groupe, afin de bénéficier des mêmes offres de la part des commerçants qui les attendent à bord de leurs camionnettes, un énorme remue-ménage transforme les quais en souk. Les marchands font leurs offres à l'oreille des mandataires, alors que les casiers sont hissés sur les quais et empilés par lots, avec sur les côtés inscrit les noms et matricule de chaque sardinier.

Là on débarque les filets pour l'entasser sur le quai en face de la barque, plus loin des gamins s'enfuient comme une nuée de moineaux après avoir été pris en flagrant délit de chapardage dans des casiers prêts à être vendus, ailleurs c'est une prise de bec entre un mandataire et un commerçant qui n'arrivent pas à s'entendre sur les prix du poisson. Plus timides, quelques pêcheurs de daurade matinaux, leur attirail de pêche à la main, attendent patiemment qu'on leur offre un peu de sardine pour les appâts.

Déjà au temps de l'occupation coloniale, Mme Mariani qui avait bénéficié de l'autorisation de mettre en place une madrague pour la pêche de la bonite, appelait à partir du quai, une fois le poisson débarqué, les pauvres pour leur offrir, au nom des saints de la ville, du poisson. Mme Mariani a été autorisée à mettre en place une madrague après avoir perdu plus de 20 de ses 24 fils morts au cours d'une des deux guerres mondiales.*

La tradition, malgré l'irruption de nouvelles mentalités liées à la culture de l'appât du gain facile, continue d'être entretenue vaille que vaille à Dellys. On ne trouve nulle trace d'un comportement aussi généreux dans d'autres ports de pêche algériens, sauf lorsque des raïs originaires de Dellys y font escale.

Les pêcheurs de Dellys ont toujours appelé la sardine « blé de la mer », car ils la comparent au froment : pas chère et très nourrissante, elle représente la « viande du pauvre ». Enfin, elle représentait, au passé, la viande du pauvre, puisque la sardine est en passe de devenir un aliment de luxe au prix où elle s'écoule ces derniers temps.

**La madrague est un filet fixe destiné à piéger les bancs de bonites venues pondre dans les hauts fonds des baies.*

Habib Ayyoub, écrivain.



Ghardaïa

Renforcer et pérenniser une politique de préservation et de valorisation du patrimoine local de qualité

La ville de Ghardaïa est le chef-lieu de la Wilaya du même nom, située à environ 600 kilomètres au Sud de la capitale d'Alger. Le projet Montada intervient dans un territoire plus vaste que celui délimité par la commune de Ghardaïa à savoir la vallée du M'zab. Cette vallée, formant un ensemble urbain et paysager homogène constitué d'un réseau de ksours (villages fortifiés) et de palmeraies, couvre une superficie d'environ 6000 hectares et accueille une population totale de 170000 habitants. La vallée du M'zab, structurée autour d'un Oued traversant le plateau rocailleux de la Hamada, dans le Sahara septentrional, a été urbanisée à partir du XI^{ème} siècle par les Ibadites selon une structure territoriale articulant un modèle d'organisation socio-politique singulier, des sites urbains établis sur les éminences rocheuses de la vallée et un écosystème oasien unique puisque mis en œuvre de manière artificielle par les premiers habitants de la vallée. Les cinq ksour composant la pentapole du M'Zab sont ceux de El Atteuf (Le Tournant), Bou-Noura (La Lumineuse), Melika (La Reine), Beni-Izguen (La Ville sainte), et enfin Ghardaia. La spécificité de la vallée du M'zab réside donc dans cet équilibre établi entre

un milieu naturel hostile dont on a su exploiter les ressources (mise au point d'un système d'irrigation remarquable de captage, stockage et distribution de l'eau) et un aménagement du territoire articulant une concentration des constructions sur les collines (les ksours) et des espaces de respiration en fond de vallée (palmeraies, cimetières...). Le caractère exceptionnel de la vallée et la nécessité de sa protection ont impliqué son classement en 1971 au titre de « patrimoine national » algérien, puis son inscription en 1982 sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

En effet, du fait de l'importante urbanisation des 40 dernières années ayant engagé un processus de dégradation du patrimoine bâti et naturel de la vallée, la richesse de ce territoire demeure fragile et est constamment menacée. La situation privilégiée de la vallée sur un axe Nord-Sud en développement a impliqué une forte croissance démographique et un développement économique et industriel sans précédent. L'impact sur l'organisation du territoire est notable, dans la mesure où les palmeraies, espaces naturels de respiration essentiels pour l'écosystème oasien ont été urbanisées (leur occupation ayant déjà été initiée pendant la colonisation française) comme une grande partie des espaces en fond de vallée. La situation actuelle de la vallée correspond davantage à une agglomération linéaire sur l'ensemble du territoire, dont il est aujourd'hui difficile d'assurer un fonctionnement durable, tant du point de vue des infrastructures techniques (réseaux de voiries, d'assainissement...) que des ressources naturelles.

La politique de préservation du patrimoine traditionnel de la vallée n'est pas récente, et c'est sans doute ce qui fonde la qualité des politiques mises en œuvre du fait d'une

longue expérience accumulée en matière de protection et de valorisation du patrimoine local. Cette politique volontariste a été initiée dès 1970 avec la création des Atelier d'Etudes et de Restauration de la Vallée du Mzab, dont les compétences et les domaines d'intervention ont été étendus avec la création en 1992 de l'Office de protection et de promotion de la vallée du M'Zab (OPVM). Les actions engagées pour la protection de la vallée du M'Zab portent nécessairement sur une double dimension : d'une part la nécessité d'une collaboration pluri-communale regroupant les 4 communes de la vallée, comme en témoigne le Secteur sauvegardé adopté en 2005 permettant d'intervenir sur l'ensemble des communes concernées ; et d'autre part l'importance d'une approche intégrée, afin d'intervenir sur le patrimoine bâti comme sur patrimoine naturel, deux éléments indissociables. Les initiatives mises en place s'appuient par ailleurs sur un contexte de cohésion sociale important et sur une société civile structurée et dynamique.

Le projet Montada, dont l'adaptation à la réalité des contextes locaux constitue une des conditions d'intervention, s'appuie donc dans le cas de Ghardaïa sur une politique pré-existante de qualité en matière de préservation et de valorisation du patrimoine. Les actions menées dans le cadre du projet Montada sont intégrées dans les programmes mis en œuvre et viennent compléter les différentes démarches engagées, notamment en matière de gouvernance locale et de sensibilisation au patrimoine local.



La dynamique participative

Malgré la fragmentation du territoire en plusieurs communes, le processus participatif mis en place dans le cadre du projet Montada a révélé la pré-existence d'une réelle culture de la participation de la part de la société civile comme des habitants de la vallée. A l'image de l'unité morphologique et naturelle du système urbain de la vallée, l'ensemble de la population est fédérée autour d'un paysage urbain historique commun. A titre d'exemple, les ateliers de méthodologie participative ont réuni plus de 80 personnes provenant des différentes communes de la vallée. La question patrimoniale semble être devenu un des éléments fédérateur des réflexions sur le territoire et parvient à mobiliser une frange importante de la population, affiliées ou non à des associations locales, de différentes générations et groupes sociaux, et de genre différents (bien qu'on note, comme dans la plupart des expériences pilotes du projet Montada, une participation des femmes encore fébrile). La culture participative et la réactivité du contexte social local à la méthodologie proposée par le projet Montada est due à deux principaux éléments. D'une part, la cohésion et la forte organisation sociale sont caractéristiques de la communauté locale, héritées de l'histoire de ce territoire ; en témoigne la persistance de certaines instances telles que le Laoumna N'Ouamane, conseil d'experts notables garants des traditions et techniques traditionnelles en matière de système d'irrigation. D'autre part, le travail en matière d'information et de sensibilisation à l'environnement et au patrimoine local constitue un des axes de travail mené depuis plusieurs dizaines d'années par l'OPVM, et a contribué à forger un terrain propice à la participation.

Malgré le travail effectué par les structures locales, dont le rôle clé de l'OPVM est non négligeable, l'analyse AFOM réalisée a permis de mettre en évidence les menaces pesant sur le contexte mozabite, telles que la disparition progressive des techniques traditionnelles de construction, la méconnaissance des spécificités géographiques et naturelles du M'Zab, la dégradation des palmeraies...

Il est intéressant de relever les enjeux spécifiques au contexte mozabite dans le cadre du projet Montada, et d'une politique de préservation et de valorisation du patrimoine de manière plus générale :

La gouvernance locale, condition de la réussite d'une politique de gestion et de promotion du patrimoine mozabite

De par la spécificité du territoire mozabite et de sa composition administrative, mais également du fait des différents instruments de protection, préservation et valorisation du patrimoine mis en œuvre sur la vallée (classement au titre de patrimoine national, secteur sauvegardé et plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur, budgets spécifiques alloués à la rénovation des habitats traditionnels etc...), la question de la gouvernance locale est un enjeu central. Le processus participatif du projet Montada a à ce titre permis de mettre en évidence le décalage existant entre les politiques nationales, les acteurs locaux engagés sur les questions patrimoniales, et la population. La gouvernance mise en place dans le forum local du projet Montada, ainsi que les activités de sensibilisation ayant favorisé la participation d'un public diversifié vont dans le sens de la mise en place d'une gestion intégrée et d'une gouvernance locale mozabite.

Parvenir à allier préservation du patrimoine et développement local

Les politiques de protection du patrimoine dans la vallée du M'Zab sont parfois considérées comme une entrave au développement économique local, du fait de leur caractère restrictif (secteur sauvegardé, recommandations techniques concernant la morphologie urbaine et la typologie des constructions...). Certains participants ont ainsi déploré l'absence d'activités économiques générées par la préservation du patrimoine, ou émis des doutes quant aux raisons de la conservation du patrimoine. Paradoxalement, le « tourisme culturel » récemment initié avec l'aménagement de villas situées dans les palmeraies, bien que constituant une activité économique liée au patrimoine local, contribue en partie à altérer l'équilibre de l'écosystème oasien. L'équilibre entre protection du patrimoine et développement local demeure l'un des principaux défis de la vallée du M'Zab.

Diffuser et partager l'expérience de la vallée du M'Zab

La politique en matière de protection du patrimoine local dans la vallée du M'Zab a été forgée pendant plus de 40 ans et est mise en œuvre sur un territoire important et complexe (le secteur sauvegardé est le plus grand d'Algérie), alliant les enjeux du cadre naturel comme du cadre bâti, et favorisant l'implication de la société civile. Le caractère volontariste de l'expérience mozabite gagnerait à être partagé dans d'autres contextes méditerranéens.

La cartographie culturelle de Ghardaïa

Analyse préalable du contexte

Manifestations culturelles et fêtes traditionnelles		Patrimoine matériel	Patrimoine immatériel
<p>Nouvel an Amazigh «YENNER» Le 07 Janvier: célébré chaque année par la préparation d'un met sucré dénommée "Rfiss".</p>	<p>Le déplacement vers les résidences d'été, en juin : Les habitants des ksour effectuent le déplacement vers les résidences d'été se trouvant dans les palmeraies. Des campagnes de nettoyage des palmeraies sont effectuées à cette occasion sous l'autorité des "Oumanas El sil".</p>	<p>Le ksar d'El-Atteuf : Deux mosquées et leur minaret.</p>	<p>Les fours traditionnels pour la cuisson de la chaux.</p>
<p>Visites des mausolées funéraires et les saints.</p>		<p>Le Ksar Ghardaïa : Mosquée et l'ancien souk «Rahba».</p>	<p>Les vastes étendues de palmeraies avec une culture à trois étages, montrant l'équilibre entre l'environnement naturel et le patrimoine bâti.</p>
<p>Visites des mausolées funéraires et les saints.</p>	<p>Mariage collectif : La région de Ghardaïa est célèbre par l'organisation des mariages collectifs en signe de solidarité, et d'entraide sociale.</p>	<p>Le Ksar Bounoura en ruine : Mosquée, mausolée et fortifications avec le front des maisons remparts.</p>	<p>La production d'un artisanat riche et varié couvrant les besoins de la vie quotidienne et développé au cours des siècles</p>
<p>Mois du patrimoine, entre le 18 avril et le 18 mai dans tout le Magreb : Plusieurs activités de sensibilisation sur le patrimoine et visites de sites historiques sont organisées pour les publics scolaires.</p>		<p>Le Ksar Ben-Isguen : Mur d'enceinte bordé de tours de guets, 2 portes principales Bab Chergui et Bab Gherbi, et les 3 autres portillons.</p>	<p>La mise au point d'un système ingénieux de captage, de stockage et de distribution des rares ressources hydriques</p>
<p>El-Mouloud : La naissance du prophète « Mohamed »: Cette fête très prisée dans la région est célébrée en présence des habitants de la région par des chants religieux des visites familiales.</p>	<p>Achoura : Une fête religieuse célébrée au mois de Mouharem de chaque année lunaire.</p>	<p>Le Ksar Mélika.</p>	<p>De nombreux manuscrits et ouvrages concernant les différents aspects de la société et législation lbadite</p>
<p>La collecte des dattes : Cette fête est célébrée à travers l'ensemble des palmeraies et jardins de la région ou il existe plus de 70 variétés de dattes dont «outakbala, timdjouhart, deglet noir»,...etc.</p>	<p>Mouassim El Hadj : Est également célèbre à Ghardaïa à l'occasion du départ et retour des pèlerins des lieux saint de l'islam.</p>		<p>Les Seguias (rigoles)</p>
			<p>La fabrication de la poterie locale</p>
			<p>Laoumna N'Ouamane (Conseil d'experts notables) et les lois traditionnelles servant à gérer le système hydraulique.</p>

Identification du contexte réglementaire existant	Les structures administratives	Le mouvement associatif
1971, la vallée du M'Zab est classée au titre de « patrimoine national » par l'Etat algérien	Office de protection et de promotion de la vallée du M'Zab (relevant du ministère de la culture)	Association Pour L'hygiène, Santé Et Protection de L'environnement, Ghardaïa.
1982, la vallée du M'Zab est inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO	Direction de l'urbanisme et de construction	Association «Le Corbusier et le M'Zab»
2005, le secteur sauvegardé de la vallée du M'Zab est promulgué. Le Plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur est en cours d'approbation.	Direction de logement et des équipements publics	Fondation du millénaire d'El-Atteuf
Prise de contact avec les acteurs locaux et organismes œuvrant pour la promotion et la préservation du patrimoine culturel	Direction de la culture	Fondation Ghardaïa
	Direction du tourisme	Association de protection du patrimoine, Ghardaïa
	Direction de l'éducation	Association des amis du M'Zab
	Direction de la formation professionnelle	Association Tadjninte, El-Atteuf.
	Direction de l'artisanat et le PMI et PME	Association d'orientation touristique, Ghardaïa
	Direction de l'environnement	Association d'orientation touristique, Ben-isguen.
	Commissariat des forêts	
	Communes : Ghardaïa, Bounoura, El Atteuf et Daya Bendahoua.	
	Laoumna N'Ouamane (les experts en hydraulique)	

La cartographie culturelle de Ghardaïa

Analyse AFOM*

Doutes sur les raisons de conserver le patrimoine
Absences d'activités économiques générées par la préservation du patrimoine
Produits artisanaux figés (non adaptés aux nécessités actuelles: leur donner un caractère fonctionnel- innover- les revaloriser pour la société locale-marché interieur)
La population ne veut pas de tourisme. Quel type de tourisme serait accepté- Balnéaire, culturel
Politique d'Etat- peu de valorisation populaire
Manque de coordination entre l'Etat et les services du patrimoine (c'est le dernier souci de l' Etat.
Inconscience des citoyens : rupture entre les acteurs du patrimoine et la population (isolement) ***
Perte de valeur commerciale du patrimoine
Reglements de protections clairs mais contradictions dans la pratiques
Effets négatifs de l'héritage sur le patrimoine
Patrimoine immatériel non repertorié (chants traditions proverbes.....faire recueil de proverbes anciens) ***
Dictionnaire linguistique mozabite non publié
Problème de gestion du bassin d'irrigation: augmentation de la population urbaine , nécessité de plus de nappe??? Phréatique.
Constructions menacent la palmeraie
Déséquilibre dans l'aménagement de l'espace. (habitat, agricole, pastoral, sacré , d'échanges)
Utilisation de matériaux non locaux
Introduction de styles architecturaux différents (non traditionnels)
Dégradation de la variété d'espèces de palmiers
Manque de vision globale de l'administration et des administrés
Techniques de construction traditionnelle en voie de disparition
Jeunes : changement de mentalités à travers la vision satellites TV ***
Imitations architecturales ne respectant pas le local
Menaces de désertification et de crues
Manque de politiques de restauration de maisons individuelles et manque d'application des lois.
Gestion et traitement des déchets ***
Augment taux de maladies dues à des problèmes environnemental
Valoriser vivre dans une maison traditionnelle (ils enlèvent les palmiers) ***
Baisse de la culture environnementale
Méconnaissance des spécificités géographiques et naturelles du M'zab

MENACES

AFOM
Ghardaïa

* Analyse AFOM réalisée en juin 2010

ATOUS

Savoirs-faire ancestraux en architecture et en ingénierie hydraulique
Patrimoine vivant qui s'inscrit dans la durée, ksar et palmeraie, classé mondialement et nationalement
Prise en charge par l'Etat
Population habituée à s'impliquer dans le vie sociale et prendre des initiatives de collaboration et solidarité
Société structurée et organisée
Ecosystème oasien
Microclimat
Richesse naturelle
Pierre, chaux et plâtre
Faune, flore, lacs et bains thermaux
Dynamique économique et commerciale
Urbanisme contemporain adapté aux valeurs ancestrales, ville d'été, ville d'hivers
Mouvement associatif actif
Esprit communautaire
Manuscrit de textes anciens fondamentaux
Institutions bienveillantes
Zone industrielle
Expérience ancestrale en gestion du patrimoine et espaces urbains
Professionnels (artisans et maîtres artisans) de la construction traditionnelle
Espaces Publics : Equipements : Le Marché
Mosquées, cimetières. Mausolées, monuments
Captage, stockage, et partage des eaux
Eaux thermales
Traditions culturelles : Chant, Musique et poésie
Tapiserie renommée mondialement
Diversité culturelle : coexistence de diverses Ethnies. Respect à la diversité.
SOUK- Marché lieu de rencontre de différentes cultures à l'extérieur de la ville
Tissage
Association de sauvegarde des eaux
Sensibilisation et information contre la pollution et autres habitudes (promue para la morale religieuse)
Gravures rupestres
Volontariat (nettoyage de la palmeraie para les écoles)

FAIBLESSES

Devalorisation du patrimoine (action possible: argumentaire pour le conserver)
Artisanat peu rentable
Manque d'artisanat qualifié
Marché de l'artisanat défaillant
Pas d' école spécialisée dans les métiers anciens
Réalité économique plus importante que la conservation du patrimoine
Turisme infra utilisé: cuivre, tapis, poterie
Pa sde logement touristique pour la populationmqui veut vivre du tourisme
Il n'y a pas de Sculpteurs sur bois de palmiers pour faire des objets – portes et portails



Plan d'action de Ghardaïa

Le choix de la première thématique, les systèmes oasiens (ksour, palmeraie et eau), prend en considération le système oasien comme un tout dont les parties sont indissociables, permettant d'aborder de manière intégrée les procédés d'irrigation, la construction en terre, les activités d'entretien (la Touiza), et les caractéristiques de l'écosystème oasien. La seconde thématique, davantage restreinte mais au potentiel important, porte sur les matériaux de construction.



- ksars
- palmeraies
- urbanisation de la vallée





Les systèmes oasiens

Les premiers habitants du M'Zab avec leur ingéniosité et des moyens rudimentaires ont réussi à créer un système complexe de captage, de stockage et de distribution de l'eau venue des rares crues de l'Oued. Ce système hydraulique ingénieux a permis la structuration et l'aménagement du territoire, dans une région réputée par son aridité et son isolement. Les cinq cités du M'Zab avec leurs palmeraies furent successivement construites selon un même schéma structurel. Elles ont pour caractéristique commune une implantation en hauteur tout en restant sous la ligne d'horizon de la colline, afin de se prémunir des crues de l'Oued M'Zab et de ses affluents et de dégager les terrains arables. La palmeraie, mitoyenne au ksar, s'étale sur plusieurs hectares selon un parcellaire par fraction fondatrice. Dans la palmeraie existent des maisons secondaires pour les résidents du ksar qu'ils occupent durant l'été pour bénéficier de la fraîcheur. Les Oasis du M'Zab constituent les seules oasis artificielles du Sahara, les autres civilisations ayant préféré les points d'eau existants pour leur établissement.

Les matériaux de construction

A Ghardaïa, les matériaux de construction traditionnelle se distinguent, comme les murs porteurs en maçonnerie en pierre locale, les planchers traditionnels en troncs et branches de palmier, ou les toitures et leur étanchéité traditionnelle faites de sable, mortier de chaux traditionnelle, chaulage en lait de chaux en deux couches, les revêtements extérieurs aux enduits de sable, chaux traditionnelle, timchemt (plâtre traditionnel) ou encore les ouvertures et les éléments de façade comme les meurtrières.



Sousse

Reformuler une stratégie de développement local : quelle place pour le patrimoine ?

La ville de Sousse est située à 150km au Sud de Tunis sur un axe de développement métropolitain Nord-Sud reliant Bizerte, Tunis, et Sfax. La richesse de son patrimoine est liée, comme de nombreux ports méditerranéens, à la succession des invasions et occupations de cet espace stratégique et à l'emprunte que les différentes civilisations y ont laissé sur l'espace urbain : phéniciens, romains, byzantins, espagnols puis français... Cette grande agglomération du littoral tunisien de la côte Est, dont l'urbanisation et le développement économique se sont accentués durant les 30 dernières années, est aujourd'hui la troisième ville du pays et la capitale du Sahel tunisien, avec 180 000 habitants. En effet, l'aménagement du territoire tunisien a été caractérisé sur cette période par une métropolisation et une littoralisation qui ont contribué à un déséquilibre territorial important. Les activités économiques de Sousse qui constituent les principaux axes de développement sont l'industrie (textile, produits agro-alimentaires comme l'huile d'olive ou la sardine...) et le tourisme. Il est essentiel de saisir les dynamiques et les effets produits par le développement d'un tourisme de masse sur la commune de

Sousse, et plus particulièrement sur le patrimoine local. Au-delà de ses qualités intrinsèques, la ville occupe une position stratégique entre les différents sites historiques de la région. Le tourisme de masse, bien que constituant un des éléments importants du développement économique local, a contribué à dégrader de manière considérable le littoral (construction massive de complexes hôteliers, artificialisation et privatisation des plages...).

La médina de Sousse, classée sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1988, constitue l'ensemble urbain historique ayant été épargné, du moins en partie, par une urbanisation peu durable et respectueuse de l'environnement. Située en retrait du port, l'enceinte de la médina est délimitée par des remparts caractéristiques de l'architecture défensive ifrïyenne et maghrébine d'époque médiévale. D'une dimension de 32 hectares, elle occupe une superficie aujourd'hui minimale vis à vis du territoire urbanisé de la commune (4500 hectares). La médina accueille de nombreux touristes chaque année qui sont attirés par le caractère monumental et exceptionnel de certains ensembles architecturaux, tels que la grande mosquée, la Casbah ou le Ribat. Parallèlement au développement d'un tourisme culturel de masse, l'architecture traditionnelle et la vie locale s'y sont dégradés et affaiblis. La médina est soumise à une dégradation du cadre bâti comme de l'environnement urbain en général. Anciennement espace central de la vie locale, elle doit aujourd'hui faire face à un processus de dépeuplement important, caractérisé par une perte de la composante résidentielle au profit d'une tertiarisation importante (transformation des maisons d'habitation en échoppes de souvenir ...). La médina accueille aujourd'hui uniquement 7000 habitants, qui représentent moins de 4% de la population de Sousse. Dans ce contexte,

la question de la place de la médina et de son patrimoine dans les dynamiques métropolitaines est fondamentale, à la fois du point de vue de la préservation de l'architecture traditionnelle, délaissée au profit du patrimoine monumental, mais également du point de vue des usages et des pratiques de cet ensemble urbain exceptionnel (commerces, artisanat, vie locale, espace public etc...). Il est donc essentiel pour la ville de Sousse de parvenir à élaborer une politique de gestion intégrée du patrimoine de la médina, au-delà de l'approche strictement monumentale, insistant sur les dynamiques économiques et sociales, en association avec les habitants.

En préalable à la description de la dynamique participative développée dans la ville de Sousse, il est important de spécifier le caractère exceptionnel du contexte dans lequel le projet Montada a été mis en place en Tunisie. Ces appréciations valent pour la ville de Sousse comme pour la ville de Kairouan, les deux villes pilotes du projet en Tunisie. Les aléas du calendrier ont voulu que le projet Montada, promouvant la participation et l'émergence d'une gouvernance nouvelle en matière de gestion du patrimoine au Maghreb, se trouve au cœur de la révolution tunisienne qui s'est déroulée entre décembre 2010 et janvier 2011. Les dynamiques locales ainsi que les jeux d'acteurs concernant la question patrimoniale s'en sont vu bouleversés, et les orientations prises dans un premier temps sur les activités à réaliser dans le cadre du projet Montada ont été adaptées à la nouvelle réalité locale. Au-delà du simple pilotage du projet Montada, ce sont les modes d'organisation et de gestion du patrimoine qui se voient questionnés, dans un contexte en radicale transformation. Le projet Montada, favorisant l'émergence d'une plus grande participation de la société civile et des habitants à la gestion de leur territoire, contribuant à l'usage de nouveaux instruments



de gestion urbaine et de débat a permis, modestement, d'accompagner les profondes transformations qui touchent actuellement le territoire tunisien.

Dans ce contexte, l'enjeu pour la ville de Sousse est actuellement de parvenir à redéfinir une stratégie de développement local, plaçant la question du patrimoine au cœur des enjeux et non comme outil d'un développement touristique de masse, et mettant en place de nouveaux modes de gouvernance locale pour la gestion de ce patrimoine.

La dynamique participative

La dynamique participative qui a pris place dans la ville de Sousse peut être définie en deux grandes phases, qui sont la phase effectuée avant la révolution, et celle qui a permis d'achever le projet, à l'issue de la révolution. L'analyse AFOM ainsi que les premières réunions du forum se sont déroulées dans un contexte pré-révolution, avec la participation de nombreux acteurs institutionnels, acteurs de la vie culturelle locale etc... Au lendemain de la révolution, après une période confuse, les jeux d'acteurs s'en sont vu altérés, la composition du forum a été modifiée en partie tandis que les axes prioritaires d'intervention du projet, établis auparavant, ont été redéfinis et ajustés à la nouvelle réalité locale. Il a été nécessaire de reformuler le plan d'action et de l'adapter aux nouveaux enjeux ainsi qu'aux possibilités de mise en œuvre dans un contexte fragile et en transformation. Le questionnement central, que l'on retrouve dans les choix qui ont été faits à Kairouan également, a été de revenir aux fondamentaux et de questionner le rôle que joue le patrimoine dans le développement local post-révolution. A titre d'exemple,

les journées de sensibilisation à la réhabilitation de la médina ont été substituées par l'organisation de journées nationales de débat sur le thème du patrimoine et du tourisme, favorisant l'implication des habitants et posant les bases d'un réel débat portant sur les perspectives de développement local.

Il est intéressant de souligner deux problématiques transversales qui ont émergé dès l'analyse AFOM et qu'il est aujourd'hui nécessaire d'affronter :

Impulser un tourisme culturel durable

Au lendemain de la révolution tunisienne, la ville de Sousse a connu une baisse importante de la fréquentation touristique (baisse de 70% du chiffre d'affaire des activités touristiques à Sousse en 2011). Le tourisme constitue une ressource essentielle pour la dynamique économique locale, il est donc nécessaire de questionner son rôle dans une perspective de développement local durable. A l'évidence, le modèle de construction d'hôtels de luxe sur le littoral, consommateurs de sol et de ressources naturelles importantes, comme le tourisme de masse déferlant dans la médina, associé à une consommation de produits souvent détachés de la production locale, obligent à repenser le modèle touristique qui a fondé le développement économique de Sousse. De nouveaux enjeux sont amenés à émerger tels que la relocalisation du tourisme culturel à travers la production de l'artisanat, la formation des jeunes aux métiers de l'architecture traditionnelle etc...

Vers une politique de gestion du patrimoine urbain basée sur un Etat de droit

Dès l'analyse AFOM, de nombreux dysfonctionnements ont été soulignés concernant le mode de gestion du patrimoine urbain de Sousse, et de manière plus générale l'environnement et l'urbanisme. Le non-respect des règles d'urbanisme et de construction, l'attribution abusive de permis de construire, le dysfonctionnement des systèmes de ramassage des déchets dans le centre ancien... sont autant d'éléments qui ont émergé lors des débats. Ils renvoient à un problème de fond concernant les modalités de gestion de l'espace urbain et l'inexistence d'instrument permettant de mettre en place une réelle politique de gestion patrimoniale intégrée.

La cartographie culturelle de Sousse

Analyse préalable du contexte

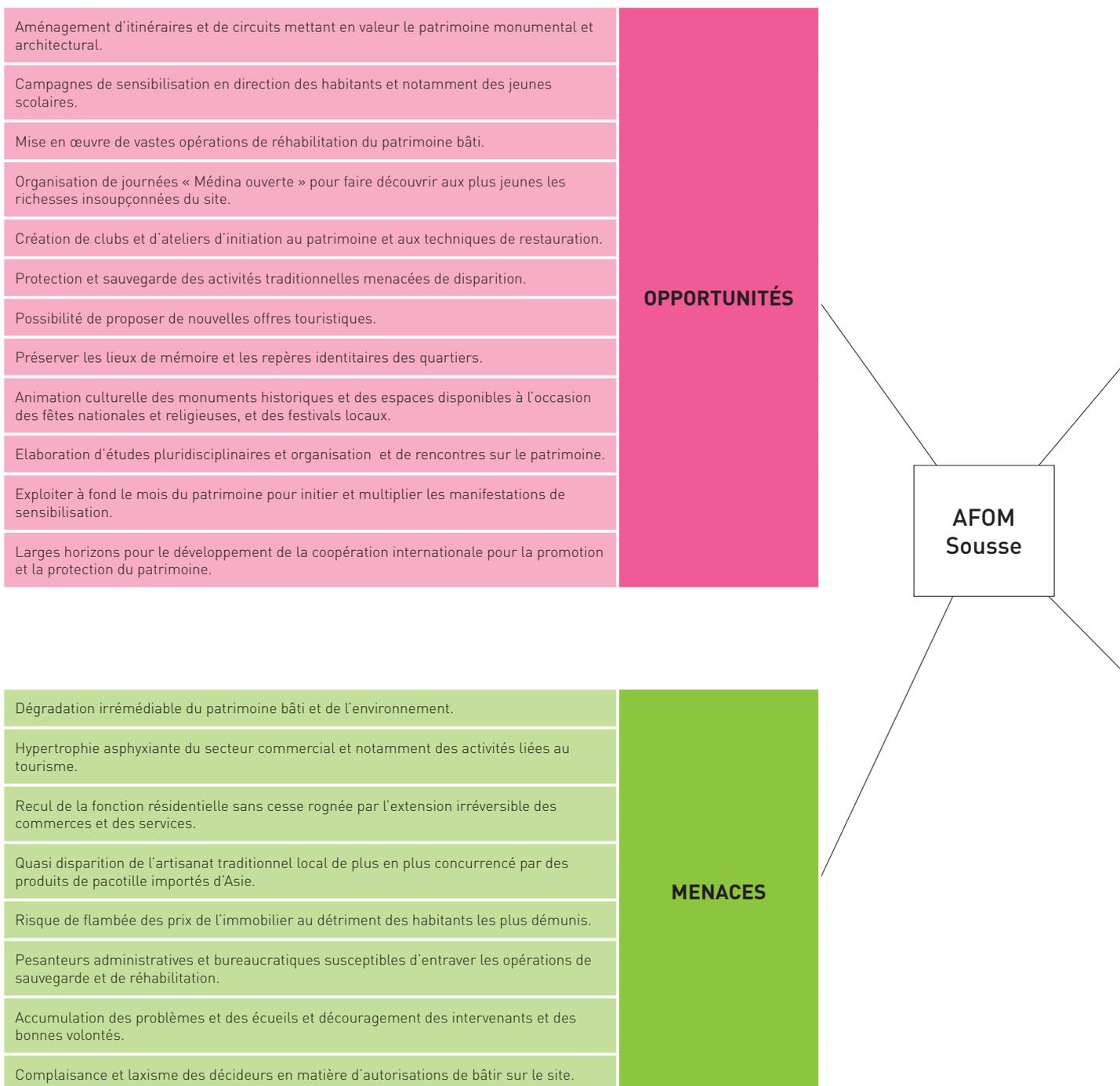
Manifestations culturelles et fêtes traditionnelles	Patrimoine matériel	Patrimoine immatériel
Le Festival d'Aoussou, fête de la mer	Les ribats (forteresses monastères)	Le tissage d'étoffes
Le festival international de Sousse	Les remparts	L'aménagement de la sofra
Le festival des créatrices arabes	Les installations hydrauliques	La pêche au thon.
Le festival international du film pour l'enfance et la jeunesse FIFEJ	La citerne d'al Ramlat	La confection et le commerce de la laine, des poteries, des souliers et des étoffes
Les nuits des solistes	La Mosquée Bou Ftata	La tradition médinoise des salles hypostyles couvertes de plafonds en bois.
Le printemps de Sousse	La Grande Mosquée	L'écriture coufique du porche du Ribât manchicoulis
	La Mosquée de de Qubbat Bin Qhaoui	
	La Mosquée Sidi Ali Ammar.	
	Ancienne frise épigraphique décorant la cour d'une mosquée	
	La Mosquée Qasbah	
	La mosquée al-Akhwat	
	La tour de khalaf	
	La Qoubba Bin El-Qhaoui	

Prise de contact avec les acteurs locaux et organismes œuvrant pour la promotion et la préservation du patrimoine culturel

La Mairie de Sousse	La délégation régionale de l'Enseignement
L'association de sauvegarde de la médina	L'agence Tunisienne de la formation Professionnelle
La Société archéologique de Sousse	La Fédération régionale des Hôteliers et le syndicat d'initiatives
L'institut National du Patrimoine	La délégation régionale de la culture et de la sauvegarde du patrimoine
L'agence nationale de mise en valeur du patrimoine et de promotion culturelle	Le Comité culturel régional
L'agence de réhabilitation et de rénovation urbaine	L'association des Amis du livre
L'office national de Tourisme	Création de nouvelles associations (promotion de l'artisanat....)
Le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la technologie	
Le Ministère de l'environnement et du développement durable.	
L'agence nationale de protection du littoral	
L'office national de l'artisanat tunisien	
L'institut supérieur de Musique	
L'institut supérieur des Beaux-arts	
L'association de recherche et d'études sur la mémoire de Sousse	

La cartographie culturelle de Sousse

Analyse AFOM*



* Analyse AFOM réalisée en mars 2010

ATOUTS

Patrimoine monumental impressionnant, bien conservé et mondialement connu.

Site classé par l'UNESCO patrimoine mondial.

Pôle touristique incontournable (+ d'1 million de visiteurs par an)

3 associations culturelles locales et 2 organismes publics pour faire connaître ce riche patrimoine, le sauvegarder, et le mettre en valeur.

Site objet de plusieurs études et expertises nationales et internationales.

Ville membre de plusieurs réseaux œuvrant pour la réhabilitation du patrimoine architectural.

Pôle universitaire et économique de premier plan.

Nombreux festivals et fêtes religieuses à longueur d'année.

FAIBLESSES

Dégradation du bâti avec de nombreux immeubles menaçant ruine.

Population de souche rurale plutôt démunie et indifférente, par ignorance, au patrimoine culturel et architectural.

Insuffisance des équipements collectifs.

Métiers traditionnels en voie d'extinction.

Un secteur commercial ciblant le touriste de plus en plus envahissant.

Absence d'immatriculation foncière + problèmes nés de l'indivision de la propriété.

Manque flagrant de coordination entre les divers intervenants sur le site.

Absence d'un véritable plan de sauvegarde de la médina et d'1 cahier de charges fixant les règles en matière d'urbanisme et de réhabilitation.

Manque de personnel qualifié dans le domaine de la restauration et de la réhabilitation.

Laxisme des pouvoirs publics à l'égard des dépassements et abus de toutes sortes.

Commerces source de pollutions de toutes sortes : sonores, visuelles ...

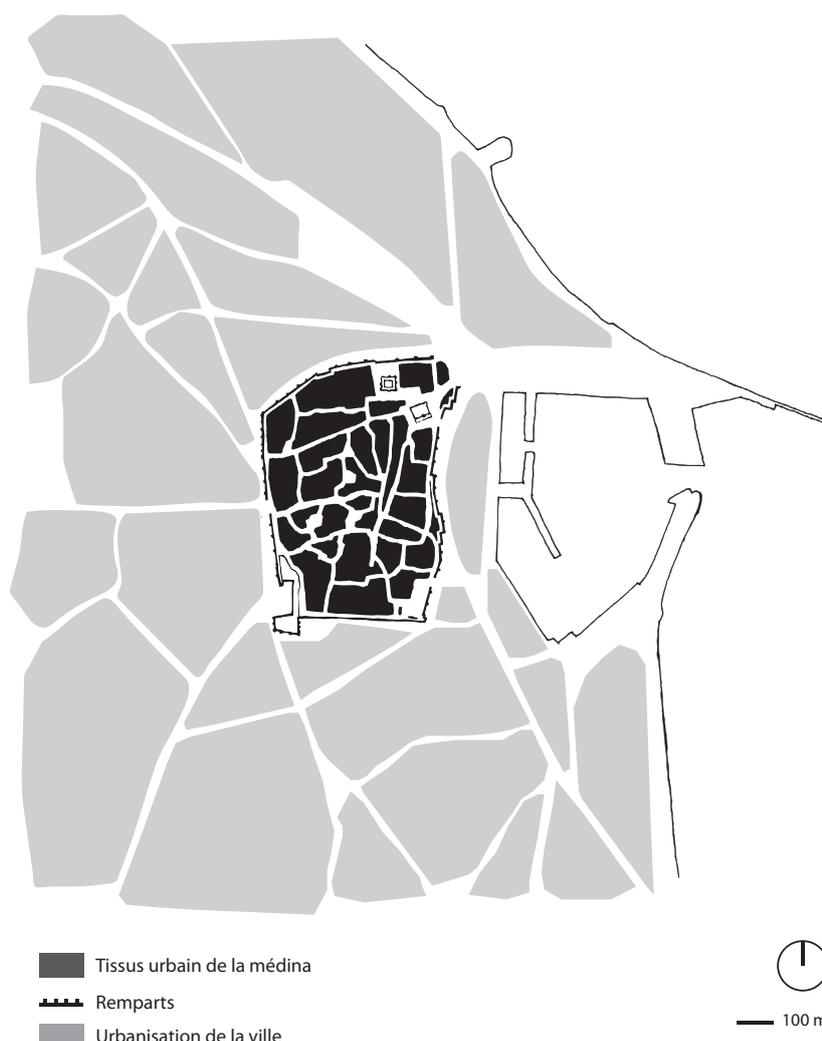
Circulation automobile non maîtrisée.

Accueil des touristes et signalisation laissent à désirer.



Plan d'action de Sousse

Les deux thématiques prioritaires choisies renvoient à des problématiques importantes de la ville de Sousse. Il s'agit d'une part de la nécessité de réhabiliter la fonction résidentielle de la Médina, revaloriser l'image de la vieille ville et redéfinir son rôle dans l'agglomération. La seconde thématique porte sur la revalorisation de l'artisanat traditionnel, mis à mal par les produits d'importation détachés des techniques de production locales. Les métiers traditionnels tels que la menuiserie, la ferronnerie d'art, la fabrication de couvertures en laine sont actuellement délaissés et la transmission des savoirs artisanaux est en train de disparaître.





L'artisanat et les métiers qui y sont associés constituent un élément d'identité et d'appartenance à la ville important, mais qui est aujourd'hui menacé.

Habiter la médina

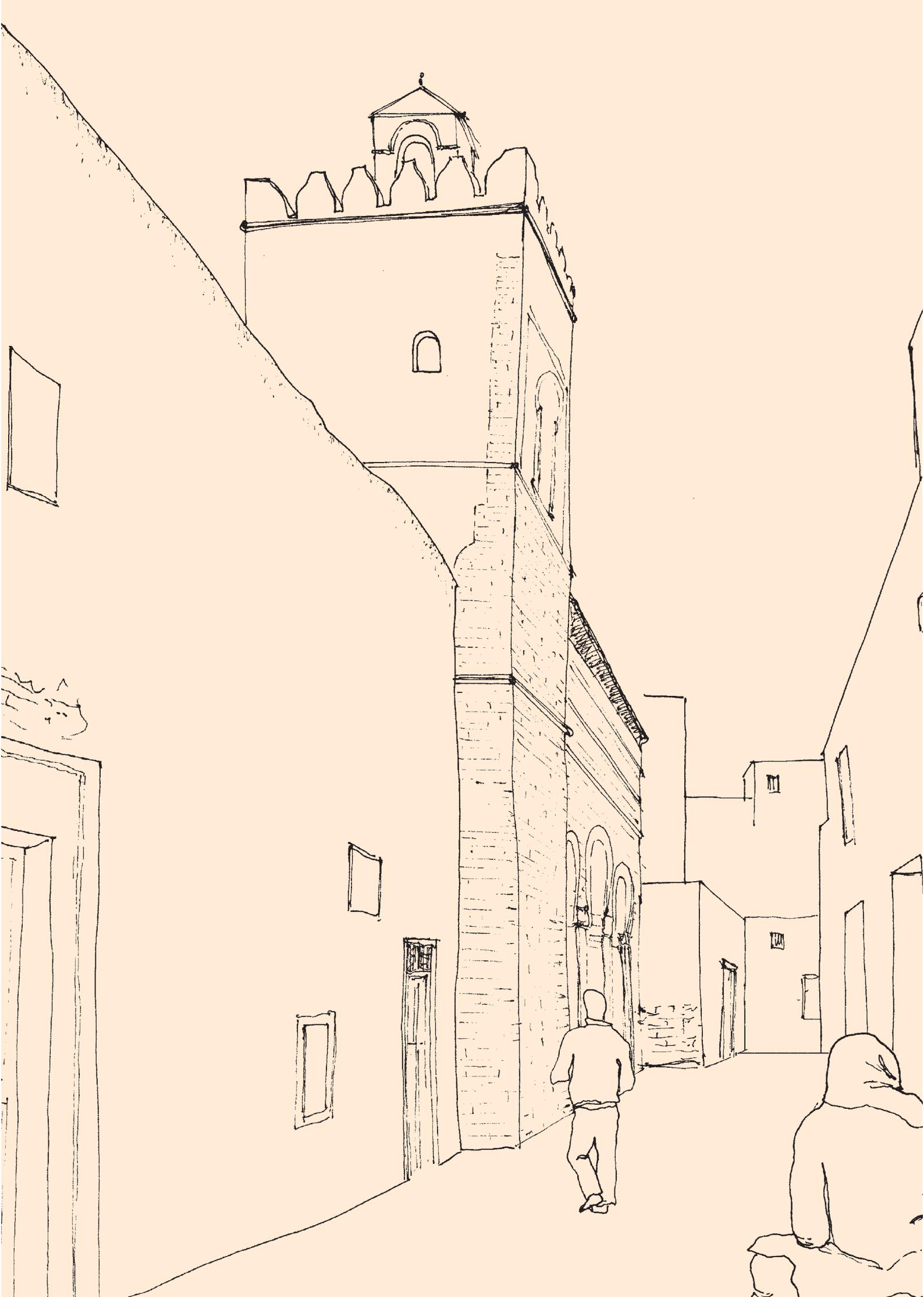
Pôle touristique majeur depuis les années 60, Sousse attire annuellement plus de 10,5 millions de visiteurs, essentiellement européens, séduits par ses superbes plages, mais aussi par la richesse exceptionnelle de son patrimoine historique, principalement concentré dans la médina.

Cependant, depuis l'irruption du tourisme de masse, la médina n'a cessé de perdre ses résidents dont les anciennes maisons ont été soit transformées en magasins et échoppes d'articles de souvenir et de bibelots pour touristes, soit laissées à l'abandon et menaçant même ruine. L'enjeu est donc de réhabiliter l'image de la vieille ville et de redéfinir son rôle dans la grande agglomération soussienne. Il s'agit d'assurer son intégration au reste de la cité afin d'éviter sa marginalisation, en mettant en valeur les nombreux atouts dont dispose la médina, en améliorant le cadre et les conditions de vie des citoyens.



Revalorisation de l'artisanat traditionnel

Le choix de cette thématique a été dicté par les récentes mutations qui donnent à la médina un profil économique caractérisé par l'hypertrophie du secteur tertiaire. Ce dernier s'est largement développé au détriment des secteurs de production traditionnels (l'artisanat). Les citoyens déplorent la quasi-disparition de certains métiers traditionnels due à l'invasion d'un «artisanat de pacotille» complètement étranger aux traditions locales et nationales. Ils revendiquent un retour aux sources et aux valeurs ancestrales, car l'artisanat authentique figure parmi les symboles d'appartenance et les repères identitaires les plus forts. L'enjeu est de réhabiliter certaines spécialités (menuiserie traditionnelle, ferronnerie d'art, fabrication de couvertures en laine) ainsi que bien d'autres activités liées au patrimoine architectural et artistique afin de stimuler la création d'emplois dans ce secteur.



Kairouan

De la restauration des monuments historiques à la réhabilitation de l'architecture traditionnelle

La ville de Kairouan est située à l'intérieur des terres dans une région principalement agricole, à 150 kilomètres au Sud de Tunis et à une cinquantaine de kilomètres à l'Ouest de Sousse. Fondée en 670, elle a historiquement eu une place prépondérante dans la méditerranée, du fait de son statut de ville religieuse, mais également grâce à l'importante production de tissus, céramiques et poteries diffusées dans le pourtour méditerranéen. C'est aujourd'hui une ville d'environ 120 000 habitants, où l'activité économique locale réserve une part importante au développement de l'artisanat, notamment à la fabrication du tapis. En cela, elle se démarque de la ville de Sousse dont les membres du forum ont déploré le déclin des activités de l'artisanat traditionnel. Par ailleurs, une politique de sauvegarde du patrimoine y a été engagée dès les années 70, permettant d'impulser la restauration des monuments emblématiques de la ville tels que la Grande Mosquée, la mosquée des trois portes, les remparts et de réhabiliter des édifices historiques afin de les destiner à d'autres usages (restauration du mausolée de Sidi Amor Abada transformé en Musée des arts et traditions populaires, réhabilitation de la Medrasa al-Balawiyya aménagée en Mosquée et en bibliothèque publique, restauration de la Medrasa Husseinite devenue la circonscription municipale de la médina...). Cet



important travail a été accompagné d'une dynamisation de l'activité économique au sein de la médina, avec la restauration des différents souks ayant permis de conserver la vitalité économique et sociale du centre historique et commercial.

Parallèlement, les qualités patrimoniales de Kairouan ont fait l'objet d'une reconnaissance mondiale, la médina de Kairouan ainsi que les bassins des aghlabides ayant été inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco (en 1988).

Malgré les efforts entrepris, la médina de Kairouan, d'une superficie de 54 hectares, doit aujourd'hui faire face à une série de dynamiques qui affectent le tissu urbain ainsi que le cadre de vie : dépeuplement de la médina et dégradation des bâtiments, (notamment les parcelles d'habitat privées dont certaines, abandonnées, menacent ruine), infrastructures vieillissantes, répartition déséquilibrée des institutions entre le quartier moderne et la médina...

La dynamique participative

La spécificité du contexte tunisien soulignée précédemment à propos de la ville de Sousse est plus tangible dans le contexte kairouanais. La dynamique participative mise en œuvre, a été réajustée et adaptée aux transformations radicales connues par la ville, tant du point de vue des acteurs impliqués que des thèmes abordés dans le cadre du plan d'action du projet Montada. Concernant les différents acteurs impliqués dans le processus participatif, il est intéressant de noter la part importante qu'ont joué les représentants des institutions locales dans les débats, et la présence restreinte de membres de la société civile. Cette particularité reflète l'existence très

limitée d'une culture participative et la reproduction d'un modèle hiérarchisé et institutionnalisé du processus délibératif. L'approche actuelle issue de la révolution reflète une claire volonté d'ouvrir de nouveaux débats sur la question du patrimoine urbain kairouanais. et de favoriser une plus grande participation de la société civile et du tissu associatif.

Cette volonté s'exprime dans les changements significatifs apportées au contenu du plan d'action. La définition du plan d'action et la mise en œuvre des activités constituent en cela un réel processus de construction partagée d'une stratégie de réflexion et d'intervention sur le patrimoine, cherchant à maintenir une certaine continuité avec les éléments définis et réalisés au préalable, et formalisant les nouvelles priorités. Comme pour le cas de Sousse, ce sont les enjeux de société qui sont privilégiés afin de concentrer les énergies sur la définition partagée d'un nouveau modèle de société. Parmi les deux thématiques prioritaires, la question de l'eau a donc été conservée, constituant un enjeu environnemental et patrimonial important pour la région. En revanche, le thème des ouvertures, portant sur l'art décoratif, a été en partie amendé afin de recentrer les débats sur les enjeux de fond de la politique de préservation du patrimoine. Les réflexions impulsées dans le cadre du projet Montada renvoient donc à un processus de réflexion sur le rôle du patrimoine dans la société tunisienne, qui tend à se développer sur le long terme. Ainsi, la « journée d'étude sur les caractéristiques des ouvertures dans l'architecture traditionnelle tunisienne » a été remplacée par une « rencontre nationale sur la problématique du patrimoine dans la nouvelle Tunisie ». De même, l'exposition sur les typologies d'ouvertures dans l'architecture traditionnelle laisse place à une exposition portant sur les dangers de la dégradation du patrimoine local. Par ailleurs,

une attention particulière a été portée sur la sensibilisation et l'ouverture à un large public des activités, comme c'est le cas de la restauration d'une citerne et son ouverture au public, ou l'organisation de visites de la médina à destination de la population locale.

Le patrimoine comme levier de développement local en débat

L'adaptation des différentes activités mises en œuvre dans le cadre du plan d'action reflète une claire volonté de poser les cadres d'une réflexion approfondie sur la place du patrimoine dans les dynamiques de développement local et d'impulser une nouvelle dynamique concernant les politiques correspondantes. Il s'agit également de s'interroger sur le rôle que joue le patrimoine local, matériel comme immatériel, dans la construction d'une société démocratique, notamment concernant les questions d'héritage historique commun, de valeurs partagées, de participation de tous à l'amélioration du cadre de vie...

Vers une gestion urbaine plus efficiente

Comme pour la ville de Sousse, la problématique concernant une gestion urbaine cohérente, efficiente, respectueuse des réglementations est au cœur des enjeux portant sur la politique de développement culturel local.

La cartographie culturelle de Kairouan

Analyse préalable du contexte

Manifestations culturelles et fêtes traditionnelles	Patrimoine matériel	Patrimoine immatériel
Le Mois du patrimoine	Les remparts et leurs portes (Bab Tunis, Bab al-Jalladine, Bab al-Jadid, Bab al-Khukha...)	Tissage de draps et couvertures en laine.
Le festival du Makroud		Le tannage, la pelleterie
Le festival de la Médina	La Grande Mosquée de Sidi Oqba	Les souks de la laine, des tisserands, du cuir, des ciseleurs
L'Aïd	La mosquée d'Ibn Khayrun dite des trois portes	Souk du tapis vendu à la criée
Le festival du tapis	Les bassins des Aghlabides	Les Nhaïçia, chaudronniers, étameurs et teinturiers
Le festival du printemps et des arts	L'aqueduc fatimide	L'art culinaire ancestral : le Makroudh, les différentes variétés de pain, le beignet au miel
La célébration de la fête du Mould	Le mausolée Abu Zam'a Al Balawi (Sidi Sahbi) et sa medersa	
	Le mausolée Sidi Abid Al-Ghariani	
	Le mausolée Sidi Amor Abada	
	Le puits Barrouta	
	Le Caravansérail de Barrouta	
	La Medrasa Husseinite	
	Sidi Kedidi	
	Les Souks des citernes, de maddasine et d'Attarine	

Identification du contexte réglementaire existant	Prise de contact avec les acteurs locaux œuvrant pour la promotion du patrimoine culturel
1988, la médina de Kairouan est inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO	Association de Sauvegarde de la Médina
	Institut National du Patrimoine
	Musée de la civilisation et des Arts Islamiques de Raccada
	Agence de la mise en valeur du patrimoine et la promotion culturelle
	Municipalité de Kairouan
	Arrondissement de la Médina de Kairouan
	Délégation régionale de l'Office National du Tourisme
	Agence de la Réhabilitation et de la Rénovation Urbaine

La cartographie culturelle de Kairouan

Analyse AFOM*

Multiplier les activités et les manifestations culturelles qui visent une meilleure sensibilisation des habitants et leur prise de conscience de l'importance de leur patrimoine (Rallye par exemple + questions sur le patrimoine cachées dans des endroits stratégiques...)	OPPORTUNITÉS
Encourager l'établissement d'espaces d'accueil du touriste et de son hébergement dans le tissu urbain ancien (Hôtels de charme – ambiance conviviale...)	
Encouragement matériel pour l'utilisation des vieilles demeures dans le tourisme	
Campagnes de sensibilisation et d'information pour faire connaître les spécificités kairouanaïses	
Utilisation de l'esthétique traditionnelle dans les nouvelles demeures. Respecter les normes de l'habitat traditionnel au sein de la médina	
Encourager les investisseurs pour la création d'un musée des arts et métiers, des coutumes....	
Créer des opportunités d'emploi en formant les jeunes dans les métiers de l'artisanat	
Diversifier les moyens de publicité pour faire connaître les monuments et la ville de Kairouan	
Proposer la création d'un fonds national pour s'occuper des villes traditionnelles	
Encourager les habitants à utiliser les matériaux anciens dans l'habitat	
Profiter des différents fonds de solidarité dans la réhabilitation de la médina et la gestion du tissu architectural (les monuments habités par des familles très modestes)	
Penser à intégrer les éléments modernes dans l'architecture traditionnelle	
Créer une chaire à Kairouan de la culture islamique	
Utiliser les options du baccalauréat pour sensibiliser les élèves au patrimoine	

La perte de l'authenticité par la non occupation de la médina et la désertion des habitants de la médina – Ne pas s'occuper des maisons traditionnelles en ruine peut entraîner le départ des habitants de la médina et leur répulsion du tissu urbain ancien	MENACES
Enchevêtrement des responsabilités dans l'occupation des zaouias (Propriété foncière -Ministère des affaires sociales- La Municipalité)	
Non conformité des conditions de l'octroi de l'autorisation de bâtir au cachet architectural traditionnel du bâtiment, ce qui peut entraîner l'estompage de son authenticité.	
Manque des organes de surveillance et de suivi propres au tissu urbain ancien – Manque de textes juridiques clairs – ce qui encourage les constructions anarchiques	
Modernisation néfaste des monuments religieux	
Les marchands ambulants qui enlaidissent la ville	
les souks ont perdu leur vocation première et leurs activités traditionnelles et sont en passe de perdre à jamais leur spécificité	
Faute de relève spécialisée et motivée, les métiers artisanaux sont en voie d'extinction	



* Analyse AFOM réalisée en mai 2010

ATOUS

Positionnement de Kairouan dans la mémoire collective des pays du Maghreb et du monde
Les monuments de Kairouan : célèbres et grandioses
Kairouan est classée patrimoine mondial grâce à son passé prestigieux, ses monuments et la richesse de son patrimoine
Présence d'un nombre important de musées
La médina de Kairouan est considérée comme un musée vivant
L'ancienne bibliothèque de Kairouan : Une grande réserve de manuscrits et parchemins qui s'étendent sur plus de mille ans
Existence d'un atelier de restauration et de préservation des manuscrits
Son artisanat a une bonne réputation : le tapis de Kairouan est connu dans le monde entier – le cuivre.....
La culture des eaux : malgré le grand problème que pose l'eau à Kairouan et les difficultés liées à l'approvisionnement de la ville en eaux, le génie des ancêtres à su trouver les solutions nécessaires à sa conservation et son utilisation (les réserves en eaux, les puits et les citernes)

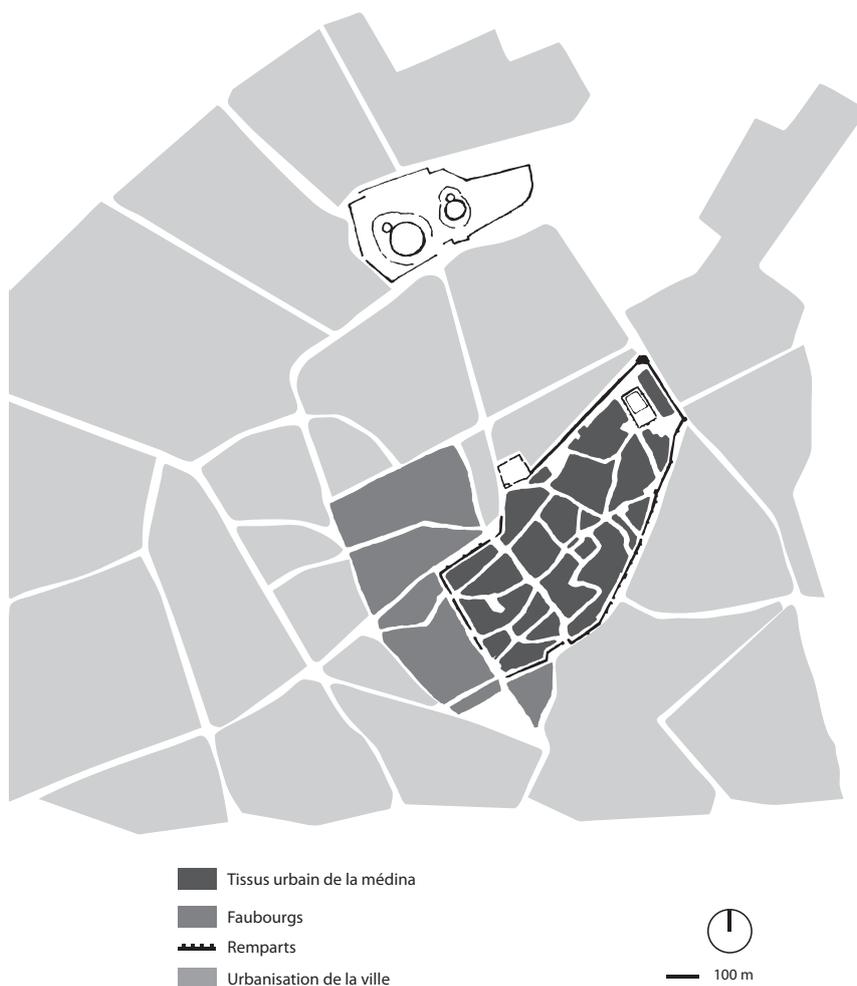
FAIBLESSES

Manque d'études sur Kairouan surtout pour certaines époques
Omission du patrimoine latent de Kairouan
Manque d'intérêt pour les monuments et vestiges non islamiques
Le grand intérêt porté à la Médina de Kairouan par rapport à la totalité de la région
Privilégier les centres historiques et surtout les monuments ne permet pas le développement intégral de la ville et influe négativement sur l'impact de ces centres.
Complexité de la propriété foncière et risque de son effritement en raison de l'exode et de la multiplicité des descendants
La désertion des habitants de la médina
Manque des spécialistes en eaux - L'irrigation -
Manque de centres d'accueil pour les touristes
Rareté des matériaux de construction traditionnels et leur fragilité
Absence d'activités culturelles qui sensibilisent les jeunes au patrimoine de leur ville
Rareté des associations de jeunesse et de culture à l'intérieur du tissu urbain ancien
Infrastructure vieillissante ou menaçant ruine dans la médina
Déséquilibre dans la distribution des institutions entre la médina et quartier moderne
Absence de commercialisation du produit touristique – Kairouan moderne n'arrive pas à commercialiser le produit ancien – Marketing
Manque d'effort des institutions (Municipalité) et d'implication dans la sauvegarde de la Médina
Manque de maison traditionnelle type (Maison témoin)
Les constructions rénovées ne respectent ni le cachet architectural ancien ni les matériaux traditionnels
Manque en spécialistes dans les métiers de l'artisanat et disparition de certains métiers – Absence de relève au niveau des compétences dans le domaine de l'artisanat
Esthétique : ne respecte pas le cahier de charges. Déformation de l'héritage architectural – Déformation du cachet architectural traditionnel au niveau des dimensions, formes, normes....
Absence d'un musée des arts traditionnels
Manque d'intérêt pour les faubourgs (survie pénible – menace de désertion)
Absence d'une signalétique pour le circuit de visite des principaux monuments et de panneaux de présentation des monuments peu connus de la ville de Kairouan



Plan d'action de Kairouan

Le plan d'action de Kairouan a, comme nous l'avons vu, fait l'objet de modifications du fait de la redéfinition des priorités de travail quant au patrimoine de la ville. Le thème des ouvertures, un élément architectural important de la médina, a fait l'objet de différentes activités mais a ensuite en partie été amendé afin de concentrer les efforts sur des questions et débats de fond tels que la place du patrimoine dans la nouvelle Tunisie. En revanche, le thème de l'eau, comportant les volets patrimonial, culturel et environnemental, a été conservé en tant qu'enjeu de développement futur de la région.



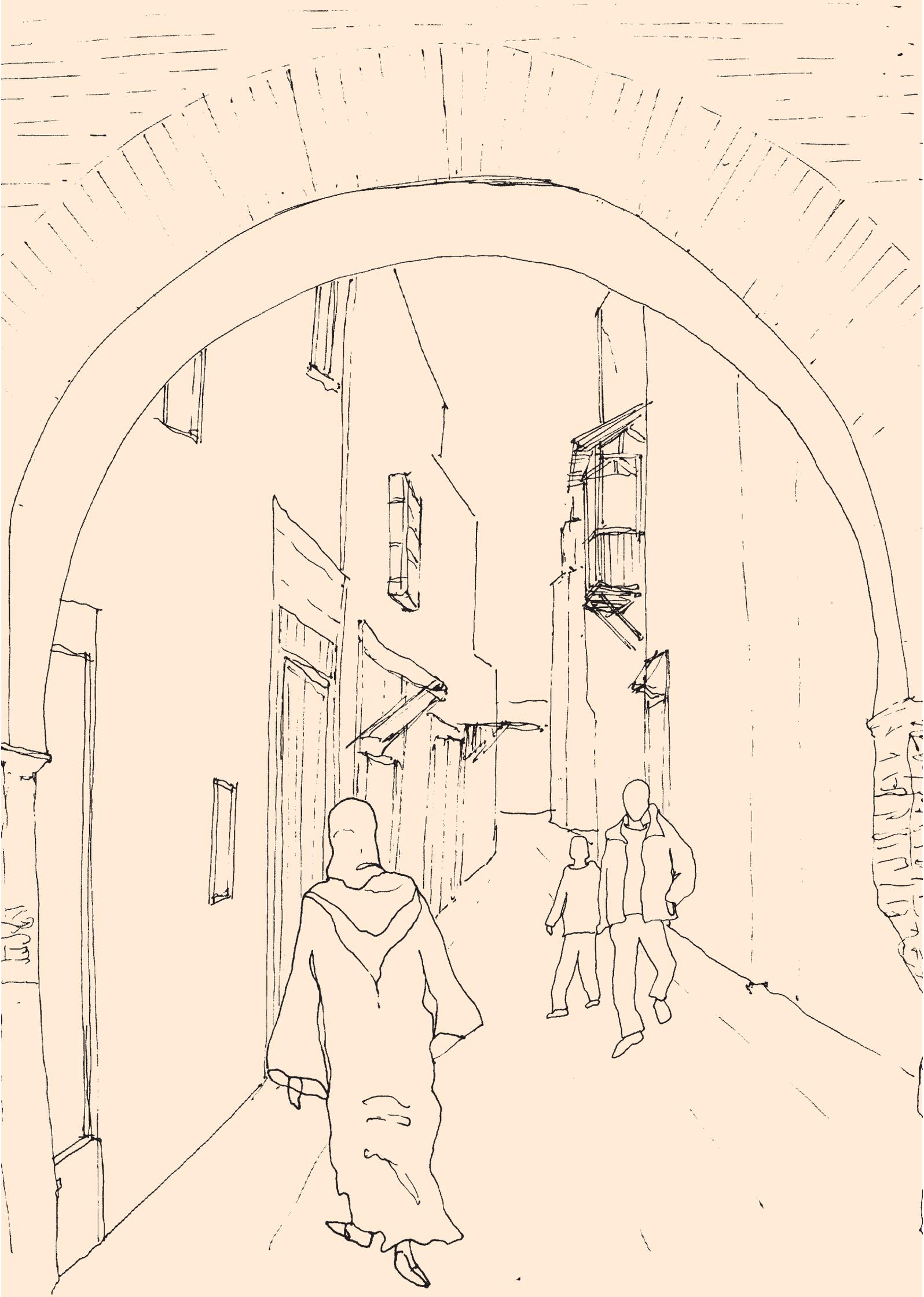


Les ouvertures

L'architecture traditionnelle à Kairouan se caractérise par un riche répertoire d'éléments architectoniques qui embellissent les façades des habitations (portes cloutées, encadrements décorés et sculptés, ganarias en bois ajouré...) qui sont actuellement menacés du fait de leur délaissement mais également de leur remplacement par des éléments de menuiserie contemporain rompant avec l'unité de l'architecture traditionnelle. La sensibilisation de la population (propriétaires privés, nouvelles générations etc...) à la richesse de ce patrimoine est donc essentielle.

L'eau

La ville de Kairouan a été fondée sur un territoire dépourvu de sources d'eau. La construction de la ville est donc allée de pair avec l'invention de techniques de captage et de stockage de l'eau remarquables dont la fonction a souvent perduré jusqu'à aujourd'hui (réservoirs, fontaines, citernes et puits...). L'enjeu de la gestion de l'eau est à la fois lié à la problématique patrimoniale, de conservation des infrastructures construites par le passé, mais également à l'enjeu actuel de la préservation des ressources et de la protection de l'environnement.



Marrakech

De l'attractivité de la médina au développement urbain durable

Les deux villes pilotes marocaines du projet Montada reflètent des dynamiques urbaines bien spécifiques à chacun des contextes. Nous pouvons cependant détacher certains éléments clés permettant de comprendre les enjeux portant sur les médinas de Marrakech et de Salé, qui concernent les dynamiques socio-économiques à l'œuvre et leur impact sur le contexte urbain, mais également les politiques nationales portées en matière de préservation du patrimoine.

Le Maroc est composé de nombreuses médinas, dont les typologies sont très diversifiées (implantation et situation géographique, histoire et morphologie urbaine, intérêt et préservation –médinas emblématiques, spéculatives, oubliées...-). Les 31 médinas marocaines ont joué un rôle essentiel dans l'organisation politique et territoriale du pays, et plus particulièrement les médinas impériales comme Marrakech. Ces noyaux historiques concentrent la majeure partie des ensembles patrimoniaux, et par conséquent les politiques de protection du patrimoine y sont principalement appliquées.

On retrouve à Salé, comme à Marrakech dans une moindre mesure, le processus de dépeuplement qui touche de manière générale les médinas maghrébines : la médina de Salé a vu sa population baisser de 2.5 % entre 1994 et 2004, tandis que

celle de Marrakech, moins touchée, a été réduite de 1.5%. Par ailleurs, l'important développement économique du pays et la mondialisation touchent en premier lieu les contextes urbains : tourisme culturel de masse et son impact sur le patrimoine matériel et immatériel, opérations immobilières de luxe, développement d'infrastructures... La question du rôle que doivent jouer les médinas dans ce type de dynamique, et du juste équilibre à trouver entre une paupérisation grandissante et une gentrification déjà engagée se pose aujourd'hui plus que jamais.

Les politiques ainsi que les moyens mis en œuvre en matière de protection du patrimoine au Maroc s'attachent principalement à la protection des monuments ainsi que la requalification des espaces publics. Les acteurs locaux déplorent notamment l'inexistence d'une politique de l'amélioration de l'habitat et de politiques urbaines intégrées.

La ville de Marrakech, située au pied des montagnes de l'Atlas, a la spécificité d'avoir une des médinas les plus dynamiques du pays, entre modernité et tradition. D'une superficie de 600 hectares, elle regroupe en effet plus de 20% de la population totale de la ville (900 000 habitants), ce qui est considérable au regard de villes comme Salé où seulement 4% des habitants vivent dans la médina. Fondée au 11^{ème} siècle par la dynastie des Almoravides, la ville de Marrakech a été à plusieurs reprises ville capitale sous la dynastie almohade au 12^{ème} siècle (l'Empire almohade englobant l'aire comprise entre Cordoue et Tripoli), puis saadienne au 16^{ème} siècle. Ce statut a profondément marqué la structure même de la ville et son architecture (ryads, medersas, systèmes d'irrigation et jardins etc...).

Depuis une vingtaine d'années, Marrakech est devenue une des villes les plus attractives du Maroc en matière de tourisme

culturel et de luxe, attirant marocains et étrangers. Cette dynamique a eu un effet direct sur le contexte culturel de la ville (développement de festivals et d'évènements culturels, le renforcement de certaines fêtes traditionnelles...) comme sur le cadre bâti (achat et rénovation de ryads, gentrification de la médina...). Par ailleurs, la ville de Marrakech fut un des creusets de la réflexion portée par l'UNESCO pour la reconnaissance du patrimoine oral et immatériel avec l'inscription en 2008 de l'espace culturel de la place Jemaa el-Fna sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Dans ce contexte, le défi du projet Montada n'a pas directement été d'impulser une dynamique de développement local basée sur la préservation et la valorisation du patrimoine, la ville étant déjà engagée dans ce type de démarche. Il a davantage été question de formuler un juste équilibre entre la valorisation du patrimoine matériel et immatériel, et d'insister sur la nécessité d'insister plus particulièrement sur l'enjeu que représente l'architecture traditionnelle.

La dynamique participative

La dynamique participative développée à Salé et Marrakech a permis de mettre en place un partenariat entre les deux villes, afin que les membres de la société civile prennent en charge le bon déroulement du projet Montada.

A Marrakech, le contexte préexistant au processus participatif mis en place dans le cadre du projet est un contexte riche à plusieurs niveaux. D'une part, le tissu associatif y est bien développé, notamment dans le domaine culturel et



patrimonial. Il s'agit d'un élément reconnu par les membres du forum comme positif puisque permettant de mobiliser un grand nombre de personnes pour la mise en œuvre des activités. D'autre part, un travail important de recherche et de documentation est réalisé depuis plusieurs années sur le patrimoine matériel et immatériel de la ville, ce qui constitue un terrain favorable à l'approfondissement de certaines problématiques sur lequel les membres du forum peuvent s'appuyer.

La dynamique participative a amené les marrakchi à affiner les thématiques afin de pouvoir définir le programme d'activités et affronter les dimensions concrètes du projet.

Quel rôle pour le patrimoine immatériel dans le développement local ?

La question du patrimoine immatériel est extrêmement importante à Marrakech, dans la mesure où les pratiques d'un espace comme celui de la place Jemaa El Fna remontent à la création même de la ville et constituent un des éléments forts de son identité. Dans un contexte où le tourisme de masse s'est amplement développé, les traditions et cultures orales sont confrontées à une contradiction majeure : à l'heure où le patrimoine oral acquiert un statut officiel et une crédibilité internationale (l'espace culturel de la place Jemaa El Fna a été reconnu par l'UNESCO), il connaît en même temps la désaffection la plus grande puisque les processus de transmissions sont aujourd'hui menacés. Il est par conséquent nécessaire d'affronter l'enjeu du patrimoine immatériel et le rôle qu'il peut jouer dans des stratégies de développement durable.



Technologies de l'information et patrimoine

Sans qu'il s'agisse d'un élément central du plan d'action défini par la ville de Marrakech, la question du rôle des technologies de l'information et de la communication dans les politiques de valorisation et de gestion du patrimoine mérite d'être posée. Il s'agit d'un point soulevé lors de l'AFOM et mis en application dans une des activités du plan d'action (élaboration d'une application informatique sur les portes de Marrakech, diffusée sur support CD-ROM). La ville de Marrakech est une ville universitaire, accueillant différentes écoles d'ingénieur formant aux technologies de l'information et de la communication. Il est donc intéressant de relever le potentiel que pourrait représenter l'utilisation des innovations technologiques pour le développement de politiques de préservation et de gestion du patrimoine, à travers des instruments de travail comme de diffusion.

La cartographie culturelle de Marrakech

Analyse préalable du contexte

Manifestations culturelles et fêtes traditionnelles	Patrimoine matériel	Patrimoine immatériel
Le festival National des Arts Populaires (FNAP)	La Koubba des Almoravides	La place Jamâa El Fna et les différentes troupes présentes sur la place : les Gnaouas, le Haouzi, Rouaiss, Oulad Sidi Hmed Ou Moussa...
Le Marathon International de Marrakech	La Koutoubia (mosquée et minaret)	
Le Festival International du Film de Marrakech (FIFM)	Les jardins de l'Agdal et de la Ménara	
Le Caftan marocain	Le vieux pont du Tensift	
Mais également... Le festival du Rire, le Riad Arts Expo, le Festival International de Danse Contemporaine, le Festival Jardin Art, Le Festival Awaln'Art, le Festival International de la Magie, le Festival Universitaire de la Musique...etc.	La Medersa et la Mosquée Ben Youssef	
	Le Palais Badiâ	
	Les Tombeaux Saâdiens	
	Les Palais des 19ème et 20ème siècles : Palais Mnebhi, Dar El Bacha, Bahia, Dar Si Saïd	
	Les remparts les portes de la Médina	
	Les mausolées des sept saints : Sidi Youssef Ben Ali, Cadi Ayyad, Sidi Bel Abbès Essebti (Abou El Abbès Essebti), Sidi Ben Slimane El Jazouli, Sidi Abdelaziz Tabaâ, Abdellah Ben Aoujal El Ghazouani (Moul Leksour), Abou El Kacem Essouhaili (El Imam Essouhaili).	

Identification du contexte réglementaire existant

La médina et le jardin d'Agdal ont été classés en 1985 sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

L'espace culturel de la place Jemaa el-Fna est inscrit depuis 2008 sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité (originellement proclamé en 2001)

La cartographie culturelle de Marrakech

*Analyse AFOM**



** Analyse AFOM réalisée en février 2011*

ATOUTS

Diversité : Climatique - Végétale et humaine, Sable / Montagne / Collines / Palmeraie / Ville

Diversité historique et géographique

Patrimoine architectural important (Reconnu par la UNESCO)

Tourisme important

Développement des structures d'accueil hotels / salle de conférences / congrès

Identité de Marrakech ; art culinaire - savoirs artistiques - joie

Conscience de leur richesse culturelle

Nombreuse ressource humaine : vivier de défenseurs de leur culture

Tissus Associatif existant important (à propos du patrimoine matériel et du patrimoine immatériel)

Proximité dans l'espace du patrimoine architectural (concentration - on peut en faire le tour à pied)

Accessibilité et renommée mondiale

Patrimoine vivant autour du quartier - de la place - du bain - de manifestations collectives,.....

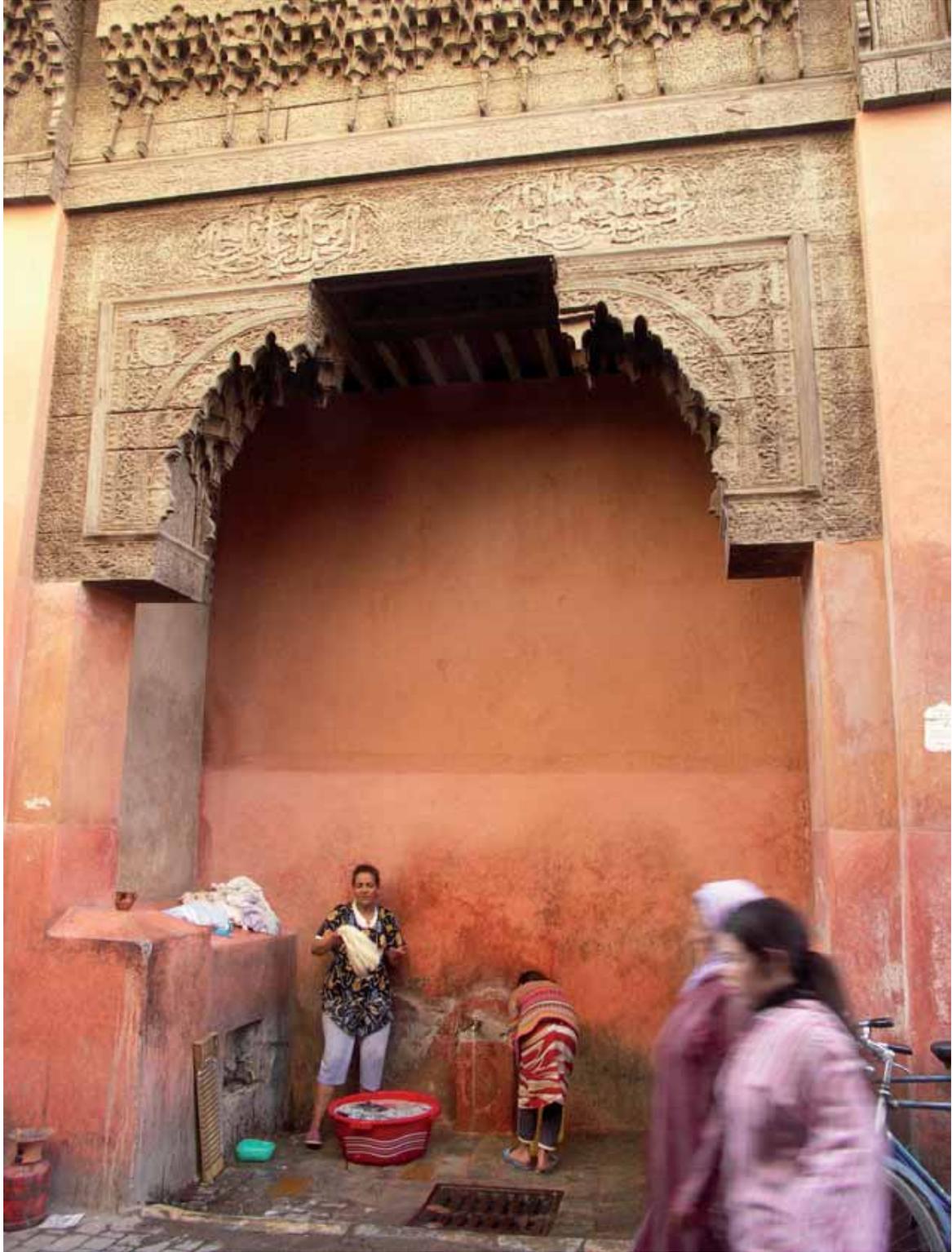
Attachement de la population à ses monuments. Mentalité à faveur de la protection de ce patrimoine

Patrimoine protégé par la muraille

Artisanat cuir - plâtre - techniques constructives traditionnelles

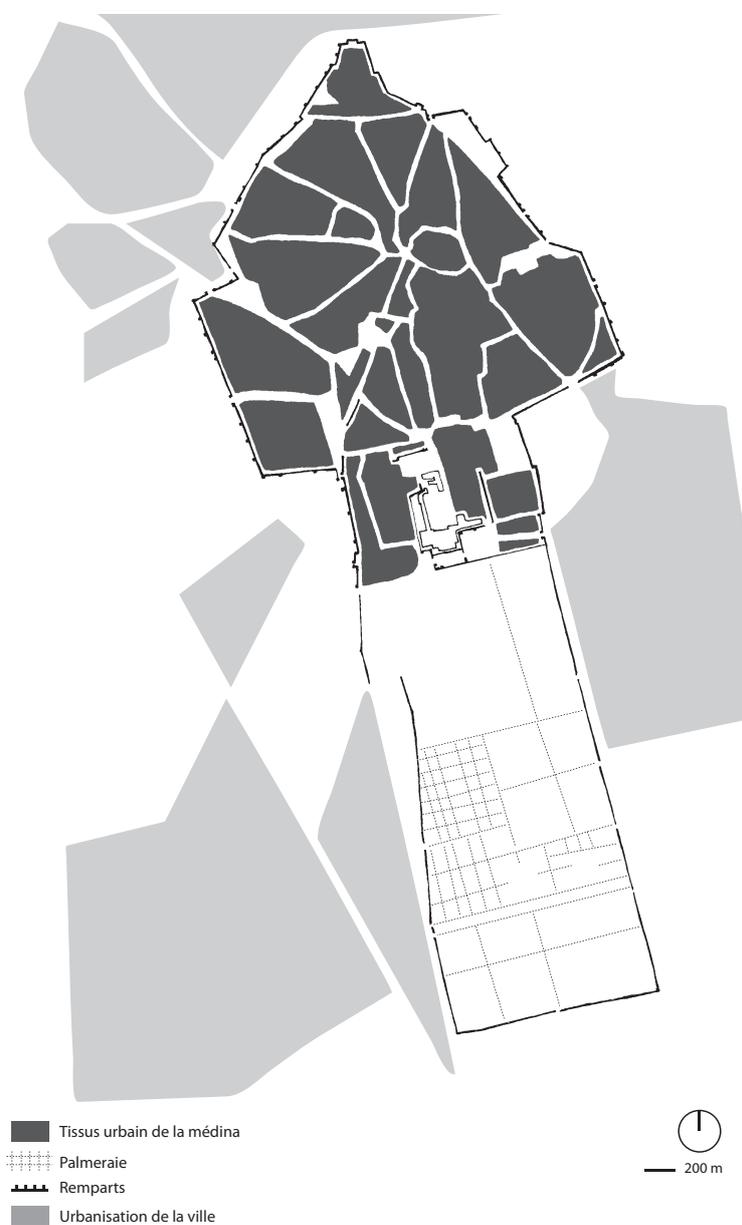
Travail du Cuivre - Argent - Fer et tapisserie

Art populaire et de la Musique très important - patrimoine musical particulier et historique



Plan d'action de Marrakech

Les thématiques prioritaires choisies par les membres du forum reflètent les débats qui ont eu lieu lors du processus participatif. Le patrimoine immatériel et la dimension mémorielle ont en effet occupé une place importante dans les débats.





Valorisation du patrimoine oral

La question des espaces de rencontre et d'échange (place Jemaa El Fna, place de la Kutubia...) ainsi que la valorisation des traditions orales telles que la Halka (tradition de contes et spectacles de rue) constituent des éléments caractéristiques du territoire Marrakchi.

Matériaux traditionnels de construction

Comme dans la plupart des villes du Maghreb, la question des savoir-faire et des techniques de construction est centrale pour la préservation du patrimoine de l'architecture traditionnelle. Les matériaux locaux, utilisés selon des méthodes spécifiques à chacun des contextes sont peu à peu abandonnés au profit de techniques de construction modernes. La découverte de ces matériaux, la transmission des différentes techniques de mise en œuvre et la pérennité de leur utilisation constituent des enjeux importants pour la préservation de l'unité du paysage urbain historique marrakchi.



Salé

Du port ouvert sur la méditerranée à la métropole capitale

La ville de Salé est située au Nord-Ouest du Maroc, sur la côte Atlantique et compte 900 000 habitants. La médina a été implantée dès le 5^{ème} siècle sur l'embouchure du fleuve Bouregreg, lui permettant de jouer un rôle de défense et de contrôle des déplacements maritimes et fluviaux. Sur l'autre rive du fleuve, la ville de Rabat, actuelle capitale administrative du Maroc anciennement appelée « Salé le neuf », a été implantée plus tardivement. Du fait de leur proximité, mais également de la morphologie du site, les deux villes entretiennent un rapport étroit et forment aujourd'hui une aire métropolitaine importante constituée de plus de 2 millions d'habitants. Nous le verrons, les enjeux métropolitains sont aujourd'hui au cœur des problématiques portant sur le patrimoine de Salé.

Après une période prospère où la ville a joué un rôle commercial important en méditerranée, ayant également servi de base maritime et navale avec la construction sous les mérinides d'un port intérieur auquel on accède par la porte Bab Mrissa, la ville est peu à peu délaissée. La colonisation française du début du XX^e siècle amène un changement majeur dans la vie du site. Rabat étant choisie pour devenir la capitale du Royaume, il s'y développe un urbanisme et une architecture remarquables. Salé, à l'inverse, est négligée et attendra l'Indépendance pour connaître une évolution urbaine

rapide et peu maîtrisée. La forte croissance démographique de la métropole capitale implique aujourd'hui une extension sur les plateaux des deux rives du fleuve.

De ce point de vue, le projet Bouregreg, initié en 2004, constitue un des enjeux urbains centraux de la métropole. Ce projet d'aménagement de la vallée du fleuve comporte de nombreuses opérations urbaines dont l'impact sur le paysage urbain historique est non négligeable : construction d'une ligne de tramway reliant Rabat et Salé, pont traversant le fleuve, tunnel passant sous la Casbah des Oudayas, aménagement d'une marina, opérations immobilières de luxe... L'intervention sur le patrimoine est abordée dans le projet à travers une rénovation et une valorisation d'ensembles monumentaux constituant des éléments forts du paysage de la vallée. Ce projet pose de réelles questions sur les stratégies de développements urbains adoptées et leurs modes opératoires, les investissements réalisés et les politiques mises en œuvre dans ce contexte en matière d'intervention intégrée sur le patrimoine local, favorisant la participation de la société civile à la gestion et à la valorisation de ce patrimoine.

Le projet Montada s'implante donc dans un contexte où le patrimoine, en tant que vecteur de développement local est délaissé face aux grands projets urbains. Situé dans une position intermédiaire, au cœur de dynamiques urbaines complexes, le projet Montada vise à questionner, à partir de l'expression de la société civile, le rôle que peut jouer le patrimoine dans des projets de développement local, et appuyer les acteurs locaux dans la définition d'une stratégie évitant la marginalisation de la médina.

La dynamique participative

Les caractéristiques de la dynamique participative menée à Salé sont semblables sur certains points à la ville de Marrakech. Comme à Marrakech, les associations menant des projets portant sur la valorisation du patrimoine et l'animation sociale de manière plus générale ont joué un rôle important dans la dynamique participative. De la même manière qu'à Marrakech, et reflétant les politiques publiques marocaines en matière de protection du patrimoine et de valorisation de la culture, il est également intéressant de noter la place prépondérante de l'approche de la question patrimoniale par le monument, mais également de l'importance notable que qu'occupent la culture traditionnelle (fêtes, cérémonies...) et le patrimoine immatériel dans le référentiel des membres du forum. Le choix des deux thématiques de Salé, Bab Lamrissa et les corsaires, ainsi que le cortège des cires reflète bien cette orientation. D'autre part, la dynamique participative a permis de rompre l'habitude d'un fonctionnement hiérarchique de réunion collective, tant dans l'organisation spatiale que dans les processus de prise de décision. L'expérience marocaine reflète également une double dynamique : la capacité des acteurs locaux à mobiliser les ressources universitaires afin de réaliser des études et recherches documentaires sur les questions patrimoniales, mais également une certaine difficulté à mettre en pratique les activités et définir leurs modalités de mise en œuvre, passant du concept débattu à la réalisation de l'action dans le cadre du projet (organisation, bénéficiaires, dimension économique etc...).



Quelle place pour la médina de Salé dans la dynamique métropolitaine ?

Dans un contexte de développement urbain important, ouvert à un contexte mondialisé (mondialisation des investissements, des maîtrises d'œuvre impliquées...), la question de la place de la médina dans un tissu urbain en pleine transformation est centrale. Les projets tels que le projet Bouregreg impliquent le développement de nouvelles centralités, d'activités pouvant venir faire concurrence aux activités traditionnelles de la médina (comme le « village de l'artisanat », condamnant potentiellement un secteur du développement local de la médina). D'autre part, la mise en œuvre d'une gouvernance efficiente en matière de gestion du patrimoine local, articulée aux projets de développement urbain de la ville, pourrait permettre d'éviter les risques de marginalisation socio-spatiale que les dynamiques métropolitaines impliquent.

Définir une stratégie de requalification de la médina au-delà de l'approche monumentale

Au-delà du travail mené dans le cadre du projet Montada, les médinas marocaines, et particulièrement la médina de Salé, nécessitent que soient mises en place des politiques volontaristes d'intervention sur l'habitat et l'architecture traditionnelle : résorption de l'habitat insalubre, sensibilisation des propriétaires et encouragement à la rénovation, formation aux techniques de construction traditionnelles... Par la mise en place une politique intégrée, associant une intervention sur le cadre bâti comme sur la dynamique socio-économique de la Médina.

La cartographie culturelle de Salé

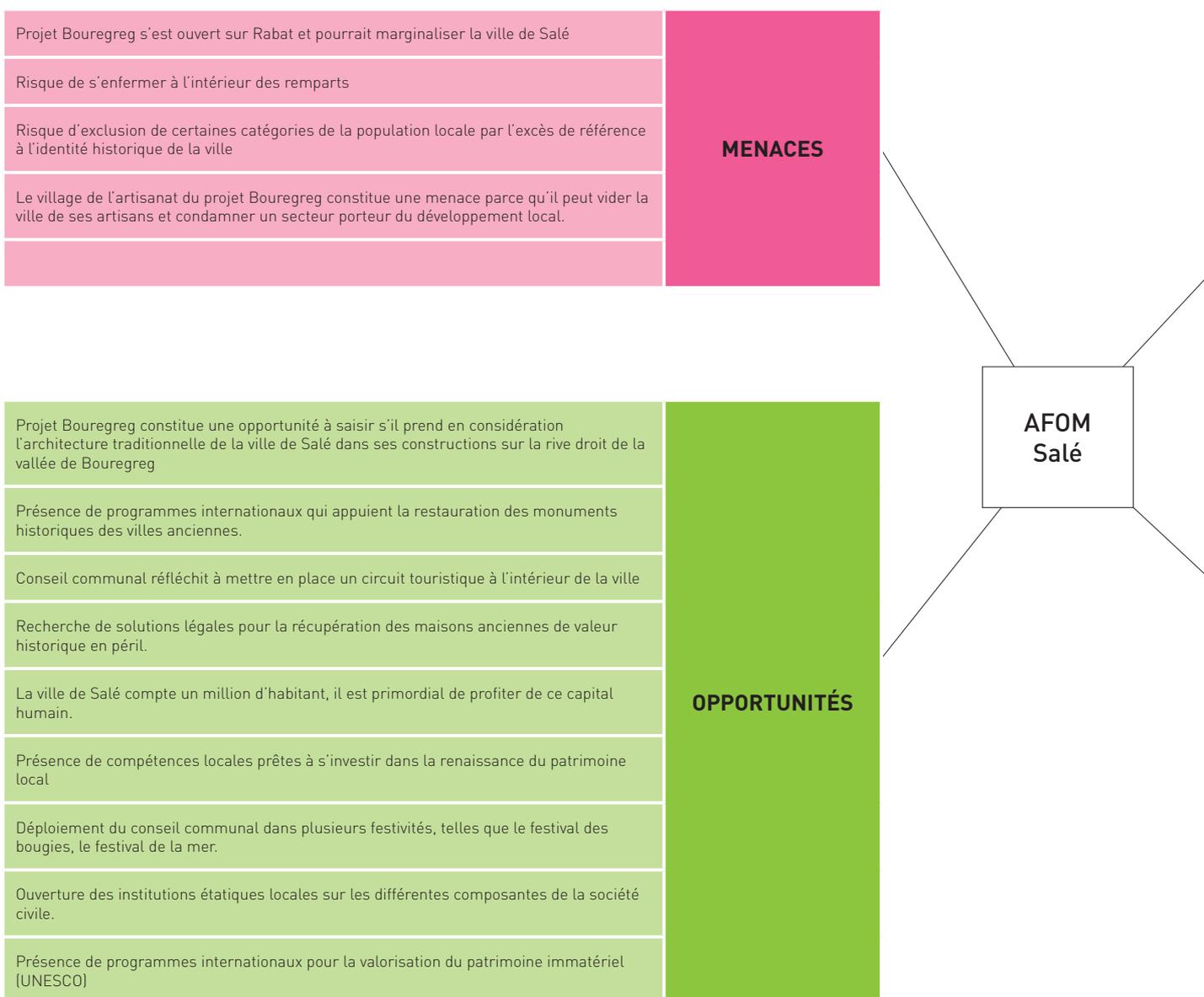
Analyse préalable du contexte

Manifestations culturelles et fêtes traditionnelles	Patrimoine matériel		
<p>»Dour Chemâa« : le défilé des cierges - seule ville au Maroc à avoir conservé cette tradition la veille de l'anniversaire du prophète</p>	<p>Le quartier al Blida (« la petite cité »), Talaa, bab Sabta, bab Chaafa, bab Saff, bab Bourmada, al Mellah al Jadid, Souika, Zenata et bab Hssaine.</p>	<p>Benachir et de Al Marini La Madrassa Mohammadia.</p>	<p>Les mausolées de Sidi Ahmed Ben Achir et de Sidi Abdallah Ibn Hassoune (ornements de la porte en bois)</p>
<p>Tradition otomane, une famille est en charge de la fabrication «Belekbir». Les cierges font le tour de la ville et finissent à Sidi Abdellah Benhassoun où a lieu une veillée religieuse.</p>	<p>La première grande mosquée Jamaa Lalchahba.</p>	<p>La medersa mérinide de Talaa et sa cour intérieure recouverte de zellijes, entourée d'arcades et</p>	<p>Le cimetière de Sidi Hicham</p>
	<p>La grande mosquée al Masjid al Aadham.</p>	<p>Le Mellah.</p>	<p>La demeure d'Al Ayyachi</p>
	<p>Le zaouiat Annoussak des ermites.</p>	<p>Les jardins maraîchers Sania et Jnane.</p>	<p>Le fort Qasba Gnaoua ou Qasba Ismaïlite</p>
	<p>Les bimaristanes (hôpital) "Al madrassa al Ajiba" et de Sidi Benachir.</p>	<p>Les remparts</p>	
	<p>Les fontaines publiques de Talaa.</p>	<p>La porte de bab Maalqa de la façade Sud.</p>	
	<p>Les sources de Aïn Barka.</p>	<p>Les 2 portes bab Chaafa et bab Sabta de la façade Nord, ainsi que Bab 21) Fes et ses motifs décoratifs et Bab maâlqa</p>	
	<p>L'aqueduc de Sour Lakouas.</p>	<p>Les 2 portes monumentales (Bab Lamrissa et Bab Dar Assinaa)</p>	
	<p>Faubourg Sibara.</p>	<p>Les Borjs (bastions) de Ad Doumoue et ses canons en bronze, al Jadid, Roukni, Bab Sabta et Lemtamen et le dépôt de munitions Dar al Baroud.</p>	
	<p>La Qasba des Gnaouas.</p>		
	<p>Les 3 bastions (borj Addoumoue, sqalla al Jadida, borj Arroukni)</p>		
	<p>Le dépôt d'armes Dar al Baroud.</p>		
	<p>Les oratoires d'al Guezzarine et de Sidi</p>		

Patrimoine immatériel		
Le Foundouq Trib et la confection des babouches	Nejjarine Donnant sur la place de souq Lakbir, ateliers de menuiserie	La fabrique des cardes et de la ferblanterie.
Le Foundouq Al Qaa et la vente des matières grasses telles que l'huile, le beurre, le beurre rance, le miel, la viande séchée, les olives, le cumin, les dattes, le raisin sec etc , jarres en terre cuite.	Le travail du bois et les oeuvres décoratives telles que le moucharabieh ou les coupoles à stalactites.	Les techniques de la "tabiya" associant la terre, le moellon, la brique cuite et la chaux pour la construction les remparts
	L'artisanat : le tissage (les étoffes de lin malham), la céramique émaillée (muzallaj) , la tannerie (bab Sabta, au quartier Cherratine et à bab Fès), l'industrie des nattes et la fabrication du jus de raisin, l'industrie des babouches, des rihya noires (chaussures féminines), des sacoches et des selles, les nattiers,	
Qaissaria Toub et les étoffes, les orfèvres et les fabricants de babouches		Les joueurs de trompettes et de tambours jouant en l'honneur du Saint patron de la ville Sidi Abdallah Ibn Hassoune.
Qaissaria Hanbal et les produits tissés, tels que les tapis ras, appelés « hanbal », les couvertures, les tissus de laine destinés à confectionner des djellabas, des burnous, des haïks, des tellis (sacs dans lesquels les paysans transportent les céréales)		La confection et la procession des cierges
	La roue hydraulique (noria)	La tradition délaissée de Moussem de Sidi Ibn Achir, le neuvième jour après l'Aïd Lakbîr.
	Le maraboutisme	
	Le droit coutumier et le rite malikite	
Qaissaria Dhab et l'orfèvrerie	Laansra (24 juin, solstice d'été), l'Aïd el Kebir et la fête de Yannair (le premier jour de l'an du calendrier agricole).	
Le Souq Laghzal réservé à la vente de la matière première filée et emboînée (laine, coton, lin, poils d'animaux).		
Houatine et le poisson : tagine de poisson	Les cachets personnels pour estampiller quelques articles (bijoux, étoffes, babouches)	

La cartographie culturelle de Salé

Analyse AFOM*



* Analyse AFOM réalisée en octobre 2010

ATOUTS	Salé est un musée, par ses remparts, ses maisons traditionnelles, Zawayya...
	Présence d'importants monuments qui gardent leur singularité à travers l'histoire, par leur composition architecturale et leur rôle socioéconomique et géopolitique comme la grande porte « Bab Lmrissa » la plus grande porte au Maroc; La Murail à eau...
	Présence de plusieurs spécificités dans la culture locale de la ville de Salé, telles que les habits, la cuisine, l'artisanat (tissage, poterie, broderie...)
	Présence de plusieurs initiatives privées individuelles (documentaires sur le patrimoine de Salé...), des musées pour les matériaux artisanaux locaux,
	Singularité de deux composantes essentielles dans le patrimoine immatériel de la ville qui pourraient devenir des leviers de développement, à savoir, le festival des bougies et les corsaires.
	L'interdépendance des composantes du patrimoine matériel avec l'immatériel

FAIBLESSES	La plupart des composantes patrimoniales, notamment, les monuments, sont en dégradation
	L'indifférence des habitants par rapport aux monuments historiques
	Méconnaissance de la population locale de l'importance que revêt chaque monument
	Désintéressement des différents intervenants aux monuments locaux
	Manque d'enregistrement et de traçabilité du patrimoine immatériel
	Les composantes du patrimoine immatériel sont dispersées entre les bibliothèques, les musées et les personnes
	Diminution des personnes et familles qui s'intéressent à ce patrimoine
	Non institutionnalisation de la formation dans les domaines de l'artisanat et des métiers locaux (bougies, broderie, tapisserie,...)
	Manque de recherche technique et scientifique pour améliorer les différents métiers locaux (les bougies comme exemple)
	Manque et cherté de la matière première pour certains métiers (les cierges)
	Manque de capacité de capitalisation et de valorisation du patrimoine immatériel local



Plan d'action de Salé

Les thématiques prioritaires choisies reflètent la tendance du forum de Salé à avoir privilégié les enjeux du patrimoine immatériel tout au long du processus. La mémoire et les traditions populaires jouent en effet un rôle important dans la conception du patrimoine local de Salé. C'est donc vers l'histoire des corsaires et la porte de Bab Al-Mrissa, et la procession des cires que les activités ont été orientées.





Les Corsaires et la porte de Bab Al-Mrissa

L'histoire des Corsaires et leurs liens avec Salé, constituent une des spécificités de la ville faisant référence à une période phare de son histoire. Les Corsaires sortaient de la porte Bab Al-Mrissa du petit port et se dirigeaient vers les mers pour attaquer les bateaux commerciaux ibériens. Cette tradition trouve sa continuité timide à l'ère contemporaine par les petites felouques qui font traverser les gens de Salé vers Rabat et vice versa à travers la rivière de Bouregreg.

La procession des cires (le cortège des bougies)

Particularité du patrimoine immatériel de la ville de Salé, la veille de l'Aïd el-Mouloud (anniversaire du prophète Sidna Mohamed), a lieu une procession d'étonnants lustres, composés chacun d'une multitude d'alvéoles de cire colorée. La procession part de la maison qui fabrique les bougies (une famille étant en charge de cette tâche) en direction du souk El-Kebir, sort de la médina par Bâb-el-Khemiss, longe les remparts et se termine à la koubba du saint Abdellah Ben Hessoune. Le hautbois ghaïta et les percussions sont de la partie et toute la ville est en fête. Cette pratique antique continue à prospérer malgré toutes les contraintes...



Bibliographie

ANTONIUS, Rachad. Le développement démocratique au Proche-Orient et au Maghreb. Rapport de recherche de terrain et de consultation, Montréal : Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, 2002.

ARNSTEIN, Sherry R. «A ladder of citizen participation.» Journal of the Royal Town Planning Institute, 1971.

BOURQIA, Rahma. «Valeurs et changement social au Maroc.» Quaderns de la Mediterrània (Institut européen de la Méditerranée), n° 13 (2010) : pp.105-116.

CANET, Raphaël. «Qu'est-ce que la gouvernance ?» Les nouveaux modes de gouvernance et la place de la société civile. Montréal: Service aux collectivités de l'UQAM, 2004.

DE MIRAS, Claude. «La gouvernance urbaine à l'épreuve des développements. Contribution à une réflexion inédite.» Dans Habitat social au Maghreb et au Sénégal, gouvernance urbaine et participation en questions, de Julien LE TELLIER et Aziz IRAKI, pp.23-42. Paris : L'Harmattan, 2009.

DONZELOT, Jacques, et Renaud EPSTEIN. «Démocratie et participation : l'exemple de la rénovation urbaine.» Esprit, n° 326 (2006): pp.5-34.

MAGNAGHI, Alberto. Le projet local. Sprimont: Mardaga, 2003.

PASCUAL i RUIZ, Jordi, et Sanjin DRAGOJEVIC. Guide de la participation citoyenne au développement de la politique culturelle locale. Bucarest: Fondation Interarts, association ECUMEST, Fondation européenne de la culture, 2007.

REHABIMED. Méthode RehabiMed, architecture traditionnelle méditerranéenne. Barcelona: Col·legi d'Aparelladors i Arquitectes Tècnics de Barcelona, 2008.

UNESCO. Des quartiers historiques pour tous, guide à l'attention des professionnels de la ville. 2007.

UNESCO. Un nouvel instrument international : la recommandation proposée par l'UNESCO concernant le paysage urbain historique. Rapport préliminaire, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 2010.

Liste des participants aux forums organisés

ABAZA Yahia	BET. SETAURS	Ghardaïa
ABBASSA El Kirat		Marrakech
ABDELGHAFOUR Achoual	Association Sala Almoustaqbal	Salé
ABDELJAOUAD Lotfi	Conservateur du musée de Raqqada (Kairouan)	Kairouan
ABDESSI Maatazlam	Avocat	Marrakech
ABIMHAMED Slimane	Assoc. Orientation touristique	Ghardaïa
ABOU HANIFA	Artisan	Ghardaïa
ABOUSSAID Hamid		Marrakech
ACHGUIGA Kamal		Marrakech
AFAYA		Salé
AFENOUD Laid	Directeur Ecole P. Cheikh Hamm	Ghardaïa
AICHANE Mustapha	Faculté lettres Marrakech	Marrakech
ÄÏMEN Chaabane	Chef du Bureau Direction de culture	Ghardaïa
AISSAOUDADDI Hacen	Architecte BET ARTECH	Ghardaïa
AITBENHIBA Onadiaa	Président Marrakech generations	Marrakech
AKRETCHE Lounès	Bureau d'études en architecture et en urbanisme	Dellys
ALILECH Hassen	Enseignant et coordinateur des cinéclubs scolaires	Sousse
ALLAM Amine	Journaliste SNRT	Marrakech
ALLANI Said	Chef d'arrondissement de la Médina (Municipalité de Kairouan)	Kairouan
ALLAOMI Abdelaziz	CDRT	Marrakech
ALLOUT Aoumeur	Représentant Omana de Ghardaïa	Ghardaïa
ALOUT Omar	Oumana	Ghardaïa
AMAMRA Abdelwaheb	Directeur de la PME et Artisanat.	Ghardaïa
AMARA Moussa	Projet TAFILELT, Directeur technique	Ghardaïa
AMRI Kais	Archéologue	Kairouan
AOUAD Abdelkrim	Association Bouregreg	Salé
AOUFFAFFA	Contrôl financiere Ghardaïa	Ghardaïa
ARJOUNI Amina	Tresoriere Association EPAMAL pour l'éducation	Marrakech
ATFAOUI Mohamed	Représentant Direction de l'urbanisme et de construction	Ghardaïa
AZOUZ LILA	Direction de la jeunesse et sport	Ghardaïa
BAAZIZ Ameur	Géologue	Sousse
BAAZOUI Abderrahmane	Délégué régional de la culture	Kairouan

BAHDOD Mohamed	Association Sala Almoustaqbal	Salé
BAHIDA Masour	CHH	Marrakech
BAHNASE Mokhtar	Radio Ghardaïa	Ghardaïa
BAHRIZ Mustapha	Direction de la Culture	Ghardaïa
BAKELLI Salah	Architecte BET	Ghardaïa
BAKELLI Omar	Association TADJEMI, EL-Atteuf	Ghardaïa
BALLALOU Zohuir	Architecte des Monuments, Direction de la Culture	Ghardaïa
BARBANEDJAR Younes	Architecte OPVM	Ghardaïa
BAROUD Ahmed	Directeur Brahim Ben Menad EL Atteuf	Ghardaïa
BELADIS Moussa	DUC. Ghardaïa	Ghardaïa
BELBAHRI L.	CDRT	Marrakech
BELKZIZ K.		Marrakech
BELLOUT Abdelghani	Professeur	Marrakech
BELMOHKAR Naïma	Représentante Direction de la chambre de l'artisanat et des métiers	Ghardaïa
BEN HUSSEIN Mohamed		Marrakech
BEN NASR Jaafar	Enseignant universitaire	Kairouan
BEN REJEB Mohamed Salah	Architecte	Sousse
BEN SAID Badreddine	Directeur régional de l'office traditionnel des œuvres universitaires	Kairouan
BEN SANIA Amel	Direction du tourisme	Ghardaïa
BEN TBIB	Directeur des CRT	Marrakech
BEN YAHIA Jaber	Architecte (BET. AURBHYT)	Ghardaïa
BEN YUCEF Brahim	PAPC. EL ATTEUF	Ghardaïa
BENNACER Yahia	Archéologue OPVM	Ghardaïa
BENNAYKHOOKH Abdelfattah	Président Com. Culturelle Arrondissement Ghéliz	Marrakech
BENSAID Hichem	Directeur du festival international de Sousse	Sousse
BENSAID Mountasse	Ecole Nationale d'Architecture	Salé
BENTAFER Meol	Ass. Amal	Marrakech
BENYOUCEF Brahim	Président de l'assemblée populaire communale d'El-atteuf	Ghardaïa
BENZAGHI	Muséologue	Salé
BLOCH Jerome	Directeur Institut Français Marrakech	Marrakech
BONDAAS Saïd	Architecte ARTECH	Ghardaïa

BORAAM Fatima		Marrakech
BORHENE Noureddine	Représentant Direction du tourisme.	Ghardaïa
BOUAB W.		Marrakech
BOUABDELI Bachir	Architecte DUC. Ghardaïa	Ghardaïa
BOUAMER Abdelmadjid	Président APPG Ghardaïa	Ghardaïa
BOUAMMEUR Abdelmadjid	Représentant association de protection du patrimoine	Ghardaïa
BOUAROUA Noureddine	Office de protection de la Vall de M'Zab	Ghardaïa
BOUAROUA Noureddine	Ingénieur OPVM	Ghardaïa
BOUBAB Adbdelhakim	CDRT	Marrakech
BOUGHALOUSSA Mostapha	APG Ghardaïa	Ghardaïa
BOUJEDAR Lahlou		Marrakech
BOUKIOUDI Amal	Étudiant	Marrakech
BOUMESHOALI Abdelaziz	CPRM	Marrakech
BOUNOUA Ismail	Administrateur APC DAYA	Ghardaïa
BOURAHLA Lahcen	Directeur du centre culturel Daïa Ben Dahoua	Ghardaïa
BOURAOUI Abdeljelil	Président de l'ASM de Sousse	Sousse
BOUSSAADA Bahmed	Ligue des Associations des quartiers	Ghardaïa
CHAOUECH Hédhili	Membre de l'ASM de Sousse	Sousse
CHEIK SALAH Bahmed	Fondation Ghardaïa	Ghardaïa
CHEIK SALAH Abdelwahab	Professeur, université de Ghardaïa	Ghardaïa
CHEMAOU Nourreddine	Président de l'Association de Bouregreg	Salé
CHEMAOU Ahmed	Avocat	Salé
CHERIF EL MONASTIRI Najoua	Membre de l'ASM de Sousse	Sousse
CHERRADI Faisal	Expert	Salé
CHEHAIBI Zouhaïr	Conservateur du patrimoine	Kairouan
CHIKH SALAH Bahmed	Fondation Ghardaïa	Ghardaïa
CHLYEH Abdelhafid	Ethno concept	Marrakech
CHRONILIA Driss	CDRT	Marrakech
DARRAGI Nourreddine	Secrétaire Général ESIG	Kairouan
DJAMILA	Journaliste, Radio locale Ghardaïa	Ghardaïa
EHOUKRI Ali		Marrakech
EL ALAMI Najiba	Association Bouregreg	Salé
EL ALOUANI Abdelwahab	Étudiant	Ghardaïa
EL BAROUDI Abdullatif	Directeur KY SMA	Marrakech

EL FANI Anouar	Secrétaire générale de l'ASM de Sousse	Sousse
EL HAIMER Mohamed	Historien	Salé
ELALOUANI Mohamed	Représentant Direction de la culture	Ghardaïa
ELBAHNOUMI Abdelaziz		Marrakech
ENOUITI Hichan	Association FLKLOR	Marrakech
ESAADI Bassem	Architecte Chef du Bureau DLEP Gharadaïa	Ghardaïa
FAKHAR Brahim	Vice Président Assoc. Rationalisation touristique	Ghardaïa
FAKHAR Bakir	BET. EL EMARA	Ghardaïa
FAKHAR Mahfoud	Direction de la jeunesse et sport	Ghardaïa
FAKRAOUI Halima	Directrice de collège	Kairouan
FANNAN Mohamed		Marrakech
FEKHARBrahim	Représentant association d'orientation touristique	Ghardaïa
FERSI Fathi	Directeur du foyer universitaire Ibn Rachiq	Kairouan
FOURACS A.		Marrakech
GA GHARIANI Mohamed	Société d'études et de développement	Sousse
GAROUIA Sahir	Architecte	Kairouan
GHANOUCI Kamel	Maire de l'arrondissement de la Médina	Sousse
GHARBI MESTIRI Amina	Directrice du centre culturel de Sousse	Sousse
GHILANE Abdeltif	Architecte adjoint INP	Kairouan
GUERMIDA Mokhtar	Office de protection de la Vall de M'Zab	Ghardaïa
GUEZZOUL Nouredine	BET. SETAURS	Ghardaïa
HABIBI B.	Secrétaire provincial USFP	Marrakech
HADJ SAID Slimane	APC EL ATTEUF	Ghardaïa
HADJ SAID Mohamed	Président Assoc. ABI ISHAK	Ghardaïa
HAFIDHA Ksira	OPVM	Ghardaïa
HAJJI Adil	Président du club Unesco au sein de l'Association de Bouregreg	Salé
HAMATTA Brahim		Marrakech
HEROUINI Mohamed	PAPC Ghardaïa	Ghardaïa
HIBA Ramdhane	Office de protection de la Vall de M'Zab	Ghardaïa
HILALI Aziz	Secrétaire Général de l'Association Sala Almoustaqbal	Salé
HIRCHI Ahmed	Association Bouregreg	Salé
HOUACH Aïssa	BET. EL EMARA	Ghardaïa
HOUDJAJ Abderrahmane	Architecte URBAT	Ghardaïa
HOUDJAJ Khodir	Entrepreneur	Ghardaïa

HOUDJEDJE Ahmed	Étudiant	Ghardaïa
HRIZ Abdellah	Ingénieur Ass. Preservation patrimoine Guerrera	Ghardaïa
IMANE	Journaliste, Radio locale	Ghardaïa
IMANACENE Mohamed	Assoc. ABI ISHAK	Ghardaïa
ISMAËL Alaoui	Président de l'Association Sala Almoustaqbal,	Salé
JAOCHAD A.	FSSM	Marrakech
JAOUADI Hammadi	S.G de l'Université de Kairouan	Kairouan
JLOUD Razika	DUC	Ghardaïa
KACHMED	Journaliste (Journal El-watan)	Ghardaïa
KAMEL Ramdane	Office de protection de la Vall de M'Zab	Ghardaïa
KAROUI Khaled	Architecte INP	Kairouan
KEFI Kefi Nader	Chef de service à la direction régionale de l'éducation	Kairouan
KERBOUCHE Mustapha	Vice président de l'assemblée populaire communale de Dellys	Dellys
KERRISSA Abderrahim	Étudiant Faculté de droit licence MPDT	Marrakech
KHACHANE Manar	Secrétaire Technique Académie Regionale d'Education	Marrakech
KHALFI Ahmed	Directeur du centre de formation professionnel	Dellys
KHALLA Tarik		Marrakech
KHATIB Abdelkrim		Marrakech
KHECHNE Taha	Chargé de recherche à l'INP	Kairouan
KHEN Mabrouk	Direction de culture	Ghardaïa
KHIDER Hamid	Commerçant	Dellys
KROMBI Mohamed	Archéologue	Salé
LAALOU Habiba	Association Bouregreg	Salé
LAARIBYA Samir	Ingénieur	Marrakech
LADHARI LABAYED Moufida	Musée de Sousse. Représentante de l'INP de Sousse.	Sousse
LALLOUT Bahmed	Architecte OPVM	Ghardaïa
LAZRAK	Gouverneur de la Préfecture de Salé	Salé
M.DADDA Lahcen	Directeur de la jeunesse et sport	Ghardaïa
MAGDOUD Ahmed	Instituteur	Kairouan
MANSOURI Salah	Chef Bureau Assoc. TIMOURA Gherrara	Ghardaïa
MARZOUKI Leyla	Doyen de la faculté des Lettres et Sciences Humaines	Kairouan
MEDHOUZ Abdellah		Marrakech
MEKKI Zouaoui	Association Sala Almoustaqbal	Salé
MENIZM Amal	Président Association LAFNA	Marrakech

MNARI Nourredine	Directeur d'école	Kairouan
MOKHLISSE Abdelkader	Directeur CDRT	Marrakech
MOKRANI Abdnour	Représentant de la subdivision du logement et de l'équipement de Dellys	Dellys
MOULADFAJAAY Abdel	Artiste	Marrakech
MOUSSELMAL Bahmed	Office de protection de la Vall de M'Zab	Ghardaïa
MRINI Said	Cinéaste	Salé
MUSALLEM Elyes	Directeur régional de l'office de tourisme	Kairouan
MUSTAFA Maalal	Sociologue	Ghardaïa
NAIJA Moez	Directeur technique de la municipalité de Sousse	Sousse
NAJAH Mohamed		Marrakech
NASSIB Aicha	Professeur étudiante CADI AYAD	Marrakech
NEMOUR Hocine	Représentant de bureau d'étude URBAT	Ghardaïa
NODIFI Hufsa		Marrakech
NOUH MOFNOUN Akmal	Agronome OLT	Ghardaïa
OHHYMOTE Khahol		Marrakech
ONARHAD Ahmed	Directeur HCP	Marrakech
OUARIK Rachid	Étudiant Faculté de droit licence MPDT	Marrakech
OUDEGHIRI Kamah	Comptable CHH	Marrakech
OUISSADAN Myriem	CDRT	Marrakech
OULAD KOUIDER Khodhir	APC Daïa Ben Dahoua	Ghardaïa
OULEOL SIDI ALI Mohamed	Étudiant	Marrakech
RAHMOUNI Nabil	Architecte	Salé
RALOUIMLY Saïd		Marrakech
RAMADANE Abdelmjid	Journaliste ENNAHAR	Ghardaïa
RAMAH Manel	Conservatrice du patrimoine	Kairouan
RAMMAH Mourad	Président de l'ASM	Kairouan
RAOUNAK Abdelhadi	Association Sala Almoustaqbal	Salé
REDUANE Hachlat		Marrakech
ROUTAIB Abdelilah		Marrakech
SAF Solma	Directeur Brahim Ben Menad El Atteuf	Ghardaïa
SAID Aviova	Architecte Atelibe Vert	Ghardaïa
SAÏDI Saluma		Marrakech
SAKHI Montassir	Journaliste	Marrakech
SBAI	Spécialiste en art culinaire	Salé

SBIHI Ahmed	Association Bouregreg	Salé
SIOUSIOU Rostom	Ingénieur Hydraulicien BET	Ghardaïa
SOUI Thabet	Chef de service de la Médina	Sousse
TA Mohamed		Marrakech
TAHA Mustapha	Étudiant Faculté de droit licence MPDT	Marrakech
TALOUT MEKNASSI Fawzia	Association Bouregreg	Salé
TAOUALLOUD Mostafa	Président Espace provincial des jeunes d'Alhaouz	Marrakech
TAOUFIKI Yassine	Commune urbaine	Salé
TARCHOUNA Chiraz	Directrice d'école	Kairouan
TICHOUCHOI Omar	Architecte ARTECH	Ghardaïa
TOUATI Béchir	Délégué régional de la culture	Kairouan
TOUDJI Mourad	Vice président de l'association Delfine	Dellys
TOUMI Daoud	Association de l'hygiène et de l'environnement	Ghardaïa
YASSINE Taoufik	Mairie de Sale	Salé
YOUSSRI Zerouk		Marrakech
ZAGHOUANI Fatma	Journaliste	Kairouan
ZAOMIAT Rachid	Secrétariat Enchante marouane du jeunes	Marrakech
ZEROUALI Rbeh	Président de l'assemblée populaire communale de Dellys	Dellys
ZITARI Amaria	Architecte	Ghardaïa
ZMANI Khadija	Urbaniste à la Préfecture de Salé	Salé
ZOUAOUI Mekki	Association Bouregreg	Salé



COL·LEGI D'APARELLADORS ARQUITECTES TÈCNICS
I ENGINYERS D'EDIFICACIÓ DE BARCELONA



ÉCOLE D'AVIGNON



ASSOCIATION SALA ALMOUSTAQBAL



ASSOCIATION SAUVEGARDE DE LA MÉDINA DE KAIROUAN

OPVM

مديون حماية
ولدي مراب وترقية

OFFICE PROTECTION ET PROMOTION VALLÉE DU M'ZAB

Avec le soutien de :



www.montada-forum.net

